

120-3



0257

CONSIDÉRATIONS

SUR

LES EFFETS

DE

L'IMPÔT

DANS

LES DIFFÉRENS MODES DE TAXATION.

PRÉCÉDÉES DE

QUELQUES NOTIONS ESSENTIELLES, SUR  
LES ÉPOQUES LES PLUS INSTRUCTIVES  
DE LA SOCIÉTÉ.

PAR

LE MARQUIS DE CASAUX,

DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE LONDRES, ET DE  
CELLE D'AGRICULTURE DE FLORENCE.

*If Men would be content to graft upon Nature, and assist her  
operations, what mighty effects might we expect!*

SPECTATOR.

Si les Hommes vouloient se borner à greffer sur la Nature,  
& aider ses opérations, quels puissans effets nous pour-  
rions en attendre!

LE SPECTATEUR.

À LONDRES,

De l'Imprimerie de T. SPILSBURY & FILS, *Snow-hill*.

Se trouve chez C. DILLY, *Poultry*; P. ELMSLEY, *Strand*;

J. DEBRETT, *Piccadilly*; & J. DE BOFFE,

*Gerard-Street*.

M.DCC.XCIV.

T A B L E  
DES  
CHAPITRES, SECTIONS, & MATIÈRES.

	Page
<i>AVANT-PROPOS</i> - - - -	I
NOTIONS PRÉLIMINAIRES SUR LES ÉPOQUES LES PLUS INSTRUCTIVES DE LA SOCIÉTÉ	13
PREMIÈRE ÉPOQUE. <i>Notion de la propriété &amp; distinction des capitaux dont elle est composée, au moment où l'on ne peut la mé- connoître</i> - - - -	14
SECONDE ÉPOQUE. <i>Premier partage des produits du travail annuel, &amp; sur quel principe</i> - - - -	21
TROISIÈME ÉPOQUE. <i>Second partage des produits du travail annuel, &amp; sur quel principe</i> - - - -	25
QUATRIÈME ÉPOQUE. <i>Troisième partage des produits du travail annuel, &amp; sur quel principe. Nouveau capitaliste (le fer- mier) :—notion du luxe</i> - - -	28
CINQUIÈME ÉPOQUE. <i>Accession des capita- listes &amp; des travailleurs de l'industrie;</i>	

( iv )

	Page
<i>revenu territorial, &amp; moyens de défense nécessairement doublés; revenu général quadruplé; nouveau partage des produits du travail général annuel, &amp; sur quel principe</i>	36
SIXIÈME ÉPOQUE. <i>Progrès ultérieur de la société; argent, ses avantages, ses inconvéniens, remède—commerce étranger</i>	49
SEPTIÈME ET DERNIÈRE ÉPOQUE. <i>Besoin reconnu d'un gouvernement; son objet &amp; ses moyens pour tous les temps, &amp; ce qui en résulte relativement à la richesse générale, &amp; à l'aisance particulière</i>	62
ÉVÈNEMENT A PRÉVOIR	83
CONSIDÉRATIONS SUR LES EFFETS DE L'IMPÔT DANS LES DIFFÉRENS MODES DE TAXATION	95
CHAPITRE PREMIER. <i>Exposition du sujet</i>	ib.
CHAPITRE SECOND. <i>De la taxe sur la terre seule</i>	106
SECTION PREMIÈRE. <i>Premier mode de taxation: effets d'une taxe de 500 millions prise dans la poche du propriétaire de la terre en déduction de son produit net</i>	107
SECTION SECONDE. <i>Second mode de taxation: effets de la taxe de 500 millions, prise dans</i>	

( v )

	Page
<i>la poche du fermier, sauf à lui à se dédommager, s'il le peut, par un enchérissement de 10 pour cent, sur tous les produits territoriaux</i>	112
SECTION TROISIÈME. <i>Troisième mode de taxation. Effets de la taxe de 500 millions, prise encore dans la poche du fermier, mais avec l'essai d'un taux d'enchérissement plus considérable que celui dont nous avons reconnu l'insuffisance à l'égard du fermier</i>	117
SECTION QUATRIÈME. <i>Cause immédiate de la réaction des prix qui s'établissent dans l'agriculture sur ceux de l'industrie</i>	122
CHAPITRE TROISIÈME. <i>De la taxe sur l'industrie</i>	130
SECTION PREMIÈRE. <i>Quatrième mode de taxation. Effets de la taxe de 500 millions, prise dans la poche des capitalistes de l'industrie</i>	131
SECTION SECONDE. <i>Cinquième mode de taxation. Effets de la taxe de 500 millions, établie sur quelques produits de l'industrie</i>	134
SECTION TROISIÈME. <i>Observation sur une objection qu'on pourroit faire contre le principe qui sert de base à la réaction des prix, réaction aussi nécessaire dans la cinquième mode de taxation que dans tout autre</i>	145

( vi )

	Page
CHAPITRE QUATRIÈME. <i>Sixième mode de taxation. Effets de la taxe de 500 millions partagée entre les produits de la terre, consommés exclusivement par les riches, &amp; les produits qui y correspondent dans l'industrie</i>	- 151
CHAPITRE CINQUIÈME. <i>Analyse du système de la division des produits en classes taxées, &amp; classes non taxées</i>	- 156
SECTION PREMIÈRE. <i>Différence des effets que la division des produits en classes taxées &amp; classes non taxées, opère à l'égard des unes &amp; des autres</i>	- ib.
SECTION SECONDE. <i>Effets de la réduction des 20 classes taxées, à 2</i>	- 159
SECTION TROISIÈME. <i>Développemens ultérieurs, nécessaires pour apprécier au juste le système de la taxation du luxe relativement à ses deux grands prétextes, --- GARANTIR DE L'ENCHÉRISSEMENT TOUS LES OBJETS NON TAXÉS, ET DISPENSER LES CAPITALISTES DE LA NECESSITÉ D'AUGMENTER LES SALAIRES DE LEURS TRAVAILLEURS</i>	162
SECTION QUATRIÈME. <i>Continuation du même sujet. Le travailleur (qu'on prétend favoriser par ce système) est le seul que ce système opprime</i>	- 168

( vii )

	Page
SECTION CINQUIÈME. <i>Continuation du même sujet ;—effets des réductions de l'intérêt de la dette nationale</i>	- 180
SECTION SIXIÈME. <i>Continuation du même sujet. Perte en revenu &amp; en capitaux évaluée</i>	- 195
CHAPITRE SIXIÈME. <i>Septième &amp; dernière mode de taxation à examiner</i>	- 209
SECTION PREMIÈRE. <i>Application du septième mode de taxation au trop fameux déficit</i>	- 223
SECTION SECONDE. <i>Objections contre la taxe proposée</i>	- 236
PREMIÈRE OBJECTION. <i>L'avantage reconnu d'imposer la taxe le plus près possible de la consommation</i>	- ib.
SECONDE OBJECTION. <i>L'avantage du commerce étranger dépend principalement du bas prix de la main-d'œuvre ; la taxe proposée l'enchérit de 11 pour cent ; il va donc être perdu sans ressource</i>	- 246
TROISIÈME OBJECTION. <i>Relative à la balance du commerce</i>	- 256
CHAPITRE HUITIÈME. <i>Des effets de la guerre actuelle sur l'état futur de l'Angleterre, &amp; des autres Puissances coalisées,</i>	



SI ELLES ADOPTENT LES MAXIMES FISCALES DES ANGLOIS—ET SE HATENT D'AJOURNER, CONJOINTEMENT AVEC L'ANGLETERRE, TOUT AUTRE PROJET QUE CELUI DE TERMINER LE PLUS PROMPTEMENT, LE PLUS HONORABLEMENT, ET LE PLUS AVANTAGEUSEMENT, CETTE GUERRE QU'ELLES AVOIENT SI MAL JUGÉE! - - - - 272

E R R A T A.

- P. 76, l. 3, au lieu de *laboureuse*, écrivez *laborieuse*.
- P. 158, l. 4, au lieu de p. 13 & 133, écrivez p. 132 & 133.
- P. 168. Après ces mots du titre, CONTINUATION DU MEME SUJET, ajoutez—*Le travailleur (qu'on prétend favoriser par ce système) est le seul que ce système opprime.*
- P. 178, l. 9, au lieu de les  $\frac{1}{2}$ , écrivez les  $\frac{3}{4}$ .
- P. 272, au lieu de 142, écrivez 242.

AVANT-PROPOS.

JE m'abstiendrai, autant qu'il sera possible, de tout ce qui seroit capable de rappeler sans utilité, des souvenirs trop amers ; mais comment s'occuper de l'impôt, & croire qu'il soit inutile d'observer que les gens les plus intéressés, par leur état, à s'éclairer eux-mêmes sur tous les points de cette importante matière, & sur-tout à désabuser ceux dont l'opposition étoit certaine, & le concours indispensable, ont constamment refusé de s'en occuper, & même d'en charger leurs sous-ordres ; qu'ils ont refusé de s'en occuper dans un temps où ils le pouvoient avec autant de ce qu'on appelle gloire pour eux-mêmes, que d'avantage pour l'humanité entière ;—dans un temps où des idées justes, sur la nature & les effets notoires des contributions publiques, relativement à l'aisance particulière & à la prospérité générale, pouvoient épargner à la France tous ses malheurs, & au reste de l'Europe, tout le sang & tous les millions qu'elle a répandus, & qu'elle va répandre. Je réclame l'indulgence du Lecteur si

j'ajoute que, dans ce même temps, je n'eus point à me reprocher d'avoir négligé rien de ce qui pouvoit appeler l'attention du Public, celle des Rois, celle de leurs Ministres, sur cet objet si important, & dont la connoissance approfondie auroit, *alors*, je ne crains pas de le répéter, affermi la puissance des uns, facilité l'administration des autres, consolidé l'obéissance des Peuples, assuré les jouissances de tous, & conduit peut-être, par une voie très-naturelle, à cet heureux état qu'on est aujourd'hui trop fondé à regarder comme une chimère... Mais à quoi pouvoient aboutir les efforts d'un homme aussi dénué d'intérêt parmi les gens de lettres, que peu fait, par sa position dans la société, pour accréditer des idées absolument nouvelles;—des idées trop contraires à des principes jugés inattaquables, pour ne pas justifier l'inattention, disons mieux, l'opposition ouverte, ou cachée, de quiconque se croiroit intéressé à défendre les anciennes? Quel succès attendre d'une exposition simple, quoique raisonnée, de faits incontestables à la vérité, mais qui exigeoient une méditation profonde sur leurs rapports jusqu'alors inaperçus, leur dépendance mutuelle aussi peu soupçonnée, leurs conséquences qu'il falloit apprécier, & qu'on ne pouvoit apprécier au juste sans tenir dans sa

main tous les fils de cette toile immense qui embrasse toute la société, & sans connoître tous les points où ces fils se plient & se replient les uns sur les autres? Quel succès attendre d'un ouvrage qui démontroit à une Nation effrayée de l'énormité de ses engagements, qu'elle devoit une grande partie de sa richesse à ses dettes, & qu'elle se feroit autant de tort à les payer (quand bien même elle le pourroit) qu'à les anéantir par une banqueroute, qu'on ne rougissoit pas de lui conseiller,—& qui prouvoit également à une autre nation plus riche & moins endettée, qu'elle ne devoit son embarras actuel, & beaucoup de malheurs passés, qu'à la modicité de ses dettes, & au système aussi destructeur qu'inique, de les réduire, quand elle ne pouvoit plus emprunter?—Comment enfin conserver quelque espérance, lorsque des compagnies de savans, dont on avoit sollicité, non pas le suffrage, mais l'opinion,—s'obstinoient, les unes à garder le silence, & les autres à déclarer franchement qu'elles étoient condamnées par leur institution, à considérer un sujet aussi grave, comme l'arche sacrée à laquelle le gouvernement seul pouvoit toucher, & dont on ne pouvoit même parler que d'après ses ordres précis, ses projets du moment, & ses besoins de la journée.

( 4 )

Aujourd'hui ! combien d'autres considérations encore plus décourageantes, plus capables de glacer la main du malheureux, que le besoin d'une occupation forte, & l'inaptitude à tout autre travail, asservit à celui de penser, & de poursuivre constamment le fil de ses idées, — de ses idées dont son cœur lui garantit la rectitude, parce qu'il n'est empoisonné d'aucune de ces misérables passions qui entraînent, avilissent, ou exaltent ; parce qu'il est infiniment au-dessus de ce qu'on appelle nécessité, & qu'il ne connoît point les fantaisies ; — parce qu'enfin, étranger par-tout, soit pour une raison, soit pour une autre, il ne peut être nulle part qu'un homme, qu'il ne peut avoir d'autre ambition que d'être un homme par-tout, & qu'il fait bien que, pour l'être en effet, il ne faut pas attacher une grande valeur à l'avantage de le paroître.

Cependant, de quelle utilité seront-elles, ces idées, s'il est le seul qui s'en occupe, & comment persuadera-t-il au public de s'en occuper ? — Comment persuadera-t-il au public de détourner ses yeux du présent qui l'absorbe, ou l'écrase, pour les porter vers un avenir que les meilleurs esprits n'osent prévoir, & que les plus forts craignent de juger ?

( 5 )

Quel intérêt inspirer encore pour la société, lorsqu'on voit sa dissolution décidée, dans le pays le plus renommé pour en posséder, pour en goûter, pour chercher sans cesse à en augmenter & propager tous les charmes ; lorsque tous ses liens y sont brisés ; lorsque tous les mots consacrés à transmettre les idées qui en formoient & la base & l'appui, sont impudemment prostitués, exclusivement réservés à l'inconcevable projet de l'anéantir, aux maximes les plus sanguinaires, aux traits de la licence la plus effrénée, à des actes d'une barbarie froide, réfléchie, savourée, dont l'histoire gémit d'être obligée de perpétuer le souvenir ; lorsque la terreur y pétrifie tous ceux que la hache des bourreaux semble n'avoir jusqu'ici épargnés, que pour prolonger le tourment des victimes ; lorsqu'on n'y amonçèle tant d'innocens dans les cachots, que pour être sûr de pouvoir chaque jour sacrifier un nombre à-peu-près égal de victimes, & finalement, pour avoir en un seul jour plus de milliers d'innocentes victimes à immoler !

Mais sur-tout, quelle absurdité de différer sur le choix des impôts, lorsqu'on supplée si largement à tous, par des proscriptions, des assassinats, des confiscations, & par la voie encore plus courte des sacrilèges & des extorsions ?

B 3

( 6 )

Quel besoin aura-t-on d'impôts, si cette horde de brigands, dont tous les fléaux destructeurs signalent le passage le plus rapide, réussit à pervertir & bouleverser toute l'Europe, comme elle a, dans si peu de temps, à la face de toute l'Europe, à LA HONTE DE TOUTE L'EUROPE, perverti & bouleversé le plus puissant de tous ses royaumes ?

Pourquoi leveroit-on des impôts, si ce n'est pour conserver la propriété,—que ces brigands détruisent par-tout où ils ne peuvent l'envahir ? & sur quoi lever des impôts, lorsque la propriété sera détruite ?

Que répondrai-je à ces raisons ?—Qu'opposerai-je à ce tableau trop fidèle de vertige & d'aveuglement, d'audace & de lâcheté, d'atrocités & de stupeur,—qu'opposerai-je à ce tableau ?—des suppositions.....

Je supposerai tout ce qui possède, soit chaumière, soit couronne, convaincu enfin de la nécessité de faire instamment tout ce qu'il est instant de faire pour n'être pas dépossédé,—& j'ajoute, pour ne pas mériter de l'être, sans inspirer la moindre pitié.

( 7 )

Je supposerai le redoublement d'efforts évidemment indispensable pour étouffer le monstre qui promet à toute l'Europe de la dévorer, qui commença par la France, & dont les forces & la férocité augmentent à mesure qu'on la lui laisse dévorer, dans le funeste & vain espoir de le voir à la fin se dévorer lui-même, & se consumer.

Je supposerai le succès le plus prompt & le plus complet de ce redoublement d'efforts de toutes les Puissances coalisées.

Je supposerai nos enfans affranchis du triste besoin de recommencer la société, c'est-à-dire l'Europe promptement & solidement garantie du retour à l'ancienne barbarie, où la prolongation de la crise actuelle la replongeroit inévitablement, dans un peu plus ou un peu moins d'années.

Je supposerai conséquemment la France délivrée des Cannibales qui la déchirent, instruite & corrigée par ses fautes & ses malheurs, décidée par sa propre conviction pour un gouvernement monarchique, *sagement limité*, pour ce gouvernement monarchique qui lui est prescrit & tracé par le gouvernement des peuples qui l'envi-

( 8 )

tonnent, par son étendue, sa population, sa richesse ;—oui, sa richesse, qui n'est point anéantie, qui ne peut être qu'éclipsée, si son gouvernement futur est monarchique, & sagement limité ;—je le répéterai donc, pour ce gouvernement monarchique *sagement limité*, sans lequel la France ne peut prospérer, *ni l'Europe recouvrer sa vraie balance*,—cette balance qui seroit si difficile à recomposer, si la France perdoit en Europe l'influence qu'elle ne peut devoir qu'à une masse & des moyens capables de la conserver,—*Et dirigés par un gouvernement sage que les autres nations respectent sans pouvoir le redouter* ;—cette balance que ses tyrans actuels promettent de remplacer par une autre qui ne pourra s'établir & se consolider en Europe, si le nombre des républiques y augmente, qu'après qu'il n'y aura plus que des républiques ;—Princes & Rois, songez-y.....

Vous, Républiques, dont la conduite actuelle décèle peut-être le pitoyable desir de n'être plus précédées, dans la hiérarchie politique, par des ambassadeurs de Rois & de Princes, songez que l'une d'entre vous dominera bientôt toutes les autres :—songez combien il sera dangereux de disputer cet honneur à la plus peuplée, — à la mieux née pour avoir dans le moins de temps

( 9 )

des masses énormes sur dix points à la fois, & frapper celui qu'elle aura mis à l'ordre du jour ;—songez que cet honneur appartient à la plus vaste, la plus conséquente & la plus opiniâtre dans ses projets,—la plus secrète dans ses délibérations, la plus rapide dans ses mouvemens, la plus féconde & la plus inépuisable comme la plus atroce dans ses ressources & les moyens,—la plus barbare & la plus implacable dans ses vengeances.... Et que ses prétendues sœurs lisent d'avance leur destinée dans le sort de toutes les villes, de toutes les provinces, & de tous les malheureux qui voulurent en France échapper ou s'arracher au joug de fer que ses tyrans appesantissent journallement sur leurs têtes.

Et Toi, dont on ne voulut peut-être anéantir l'idée que pour avilir celle des Princes & des Rois ! Être aussi incompréhensible dans les excès qui se commettent aujourd'hui, & dans les destructions qui n'ont pas encore lassé ta patience, que tu le fus lorsque tu commenças les temps, dans cette immensité de productions qui signalèrent ta bienfaisance autant que ton pouvoir,—Maître des causes, tu dois l'être de leurs effets ;—réalise des suppositions, qui déposeront aussi de ton existence ;—& qu'on examine si j'attache trop

d'importance à l'objet sur lequel j'appelle, depuis dix ans, l'attention du public, celle des Rois, celle de leurs Ministres;—qu'on examine si ce n'est pas à la fausseté de l'opinion générale sur les dettes publiques, & sur l'impôt, que l'Angleterre doit la perte de l'Amérique; la France, tous ses malheurs,—& l'Europe, la pénurie honteuse des seuls moyens capables de la préserver des mêmes défastres.—Qu'on examine avec rigueur tout ce que j'oserai dire; qu'on le discute comme on doit discuter l'objet de l'intérêt le plus imminent, le plus général, & le plus constant qui ait jamais été soumis à la discussion:—j'applaudirai aux critiques les plus sévères; & ce n'est pas sans dessein, ni par caractère, que je donne moi-même à tous ceux dont je combats les opinions, l'exemple de la sévérité qu'ils doivent exercer à l'égard des miennes.

---

N O T I O N S

P R É L I M I N A I R E S

S U R

L E S É P O Q U E S

L E S P L U S I N S T R U C T I V E S

D E

L A S O C I É T É .

---

*LES* détails contenus dans les Notions Préliminaires, quoique minutieux, & si l'on veut, puériles, m'ont paru nécessaires pour éviter, à l'égard des Considérations sur l'impôt, dont les Notions seront suivies, le même défaut que beaucoup de gens ont reproché au Méchanisme des Sociétés,—celui de supposer que les idées & les principes qui servent de bases à ces deux Ouvrages, sont aussi familiers à mes lecteurs, qu'à moi qui, rêveur par habitude & par besoin, en avois fait l'objet constant & presque unique de mes rêveries de beaucoup d'années.—Je dois ajouter, sans songer au temps qu'elles prenoient, sans m'inquiéter du point où elles me conduiroient, & sans imaginer qu'il se présenteroit une circonstance où il seroit essentiel que le Public voulût s'en occuper.—Ces trois conditions sont peut-être plus utiles qu'on ne l'imagineroit, pour tirer la vérité du fond de cet abyme d'erreurs, où elle est si souvent ensevelie.

---

## NOTIONS PRÉLIMINAIRES

SUR LES

### ÉPOQUES LES PLUS INSTRUCTIVES DE LA SOCIÉTÉ.

---

QUEL que soit le système qu'on adopte sur la formation de la société, soit qu'on attribue son origine à la force, ou à la raison, rien de plus indifférent relativement à l'objet que je me propose d'examiner. Dans une supposition, comme dans l'autre, il vient un temps où la raison est obligée de s'aider de la force, ou bien la force—de la raison :—& il seroit bien dangereux alors de se reposer sur laquelle que ce soit des deux, si l'on n'étoit pas assuré de l'autre. Je suppose ici l'état primitif le plus contraire à tout espoir d'association humaine, parce que j'y trouve des raisons qui doivent nécessairement y conduire, & je divise mon roman en sept époques, parce qu'il m'a paru qu'il suffisoit de considérer chacune d'elles séparément, & sans songer à la suivante, pour avoir la solution des problèmes qui inté-



ressent le plus essentiellement l'ordre social, & qu'il ne restât aucun doute sur le véritable intérêt, c'est-à-dire, sur les devoirs & les droits respectifs des différens membres de l'association, lorsqu'elle est parvenue au point où nous la voyons aujourd'hui.

---

PREMIÈRE ÉPOQUE.

*Notion de la Propriété, & Distinction des Capitaux dont elle est composée au moment où l'on ne peut la méconnoître.*

L'ÉTAT prétendu de nature est celui où les droits de l'homme n'ont d'autres bornes que sa force, & ses appétits.

L'état de société est celui où l'exercice des facultés que nous avons reçues de la nature, & l'usage de tout ce qu'elles nous ont acquis, & pourroient nous acquérir, sont limités par la loi quand elle parle, & doivent l'être par la conscience quand la loi se tait.

La loi a des caractères extérieurs qui la font connoître quand on l'ignore, & qui la rappellent quand on l'oublie;—la conscience est cette espèce d'instinct moral dont l'homme seul paroît susceptible, & qui le distingue plus avantageusement des autres animaux;—c'est cette voix secrète qui ne parle qu'à son cœur, & trop souvent malgré lui lorsque l'intérêt d'un tiers est compromis avec quelqu'un de ses desirs, & qu'il n'existe aucune loi positive qui lui apprenne ce qu'il peut alors se permettre, & ce qu'il doit s'interdire.

C'est bien improprement qu'on oppose l'état dont je viens de parler, à celui de nature, puisqu'il est indubitable que ce ne peut être qu'à la nature que nous devons ce penchant irrésistible qui nous entraîne les uns vers les autres, & qu'il est également impossible de douter que ce ne peut être qu'à la nature qu'on doit cette intelligence & cette perfectibilité qui cherchent constamment, trouvent tôt ou tard, & adoptent enfin, lorsqu'elles en sont bien convaincues, les moyens les plus capables de remédier aux inconvéniens inséparables de toutes les espèces d'associations humaines, & les loix les plus propres à multiplier & assurer les avantages nécessairement atta-



( 16 )

chés à ces diverses associations, & qu'elles seules peuvent procurer.

Je suppose cependant cet état prétendu de nature, dont l'horreur & l'absurdité sont si bien démontrées par l'essai qu'on en fait en France, & par les atrocités que ses tyrans accumulent sans relâche, pour les propager dans les quatre parties du monde;—& j'aurois demandé au bon Rousseau lui-même, après que l'ivresse de ses premiers succès littéraires fût un peu dissipée, quelle raison avoit pu déterminer l'homme à renoncer à cet état dont sa brillante imagination lui peignoit si admirablement les délices; quelle raison?—La nécessité affreuse d'être toujours armé pour envahir, ou pour n'être pas dépouillé;—l'agitation, ou plutôt, la fièvre ardente, inséparable de cette affreuse nécessité;—la terreur continuelle de qui-conque ne crut pas posséder seul des forces supérieures à celles de tous les hommes dont il se voyoit environné;—le desir & la facilité de s'affranchir, dans les premiers temps, de ces inquiétudes déchirantes, de ces tourmens, dont la prolongation eût rendu l'état d'homme cent fois plus déplorable que celui de la brute,—dont l'homme cependant, quoi qu'on puisse dire, connaît bientôt l'infériorité. Alors, sans doute, le premier qui raisonna, dit :

“ J'aban-

( 17 )

“ J'abandonnerai, je fuirai tous ces monstres  
 “ doués comme moi d'une figure humaine, mais  
 “ qui n'usent de leur raison que pour mieux  
 “ assurer leurs brigandages, & de leur force  
 “ que pour asservir à leur brutalité leurs semblables les plus foibles, ou pour les égorger;  
 “ je les fuirai.—Je chercherai, je trouverai un  
 “ asyle contre leurs attentats, leurs ruses, leurs perfidies : l'asyle le plus reculé, le plus sauvage  
 “ sera celui que je choisirai, sera le seul où je  
 “ serai tranquille, je le trouverai; je le rendrai  
 “ impénétrable à tout ce que je voudrai en  
 “ exclure, inaccessible à tous ceux qui seroient  
 “ capables de troubler mon repos, de disputer  
 “ mes plaisirs, d'interrompre mon travail; ce  
 “ travail qui peut si aisément satisfaire à tous les  
 “ besoins qui servent de prétexte à leur férocité;  
 “ je le trouverai cet asyle, j'y conduirai cette  
 “ femme que les monstres ont voulu tant de fois  
 “ me ravir;—cette femme à qui je dois les seuls  
 “ instans où je n'ai pas déploré le malheur  
 “ de mon existence, je l'y conduirai;—j'y porterai ces deux enfans que je nourris aujourd'hui, & qui me nourriront dans ma vieillesse,  
 “ comme j'ai nourri ceux qui m'avoient nourri;  
 “ —ces deux enfans, que ces monstres alloient  
 “ égorger comme ils ont égorgé mon père, je

C

“ les y porterai ; je leur apprendrai le danger  
 “ qu'ils ont couru, ce que j'ai fait pour les  
 “ délivrer, ce qu'ils doivent faire pour n'être  
 “ plus exposés aux mêmes horreurs ;—pendant  
 “ leur enfance, je travaillerai sous leurs yeux  
 “ cette terre où je les aurai mis en sûreté ; où  
 “ les pieux, les palissades, les retranchemens  
 “ dont je l'aurai fortifiée, me répondront de  
 “ leur vie, comme de la mienne & de celle de ma  
 “ femme ; bientôt ils travailleront aussi avec  
 “ nous cette terre qui nous fera tous vivre ; &  
 “ jusques-là, je ne craindrai point que d'autres  
 “ qu'eux partagent avec ma femme & moi, les  
 “ fruits que notre travail nous aura procurés.”

Supposons maintenant que ces pieux, ces  
 palissades, ces retranchemens, reconnus néces-  
 saires pour l'exécution du projet *très-raisonnable*  
 de l'homme *très-naturel* dont je viens de parler,  
 —ces pieux, ces retranchemens, qu'il semble que  
 le bon Rousseau désirait qu'on eût immédiate-  
 ment arrachés,—supposons, dis-je, qu'ils eussent  
 échappé aux recherches, ou résisté aux attaques  
 des brigands dont le bon humain avoit voulu  
 se garantir,—je demande si, aux yeux de tout  
 autre qu'un brigand, ces pieux, ces palissades,  
 ces retranchemens ne constatoient pas la prise de

possession de cette terre inculte & sauvage, & la  
 nécessité, pour tout autre qu'un brigand, d'en  
 chercher une ailleurs, & d'y faire les mêmes  
 opérations, s'il étoit réellement las de brigander ;  
 —je demande si *le travail* dont cette terre portoit  
 les preuves, n'en constatoit pas la propriété dans  
 les mains de celui qui l'avoit fortifiée, défendue,  
 & mise en état de culture ;—je demande si ce  
 droit de propriété ne renferme pas celui de la  
 transmettre ;—je demande enfin si, après un cer-  
 tain temps fixé & connu, il ne feroit pas aussi  
 absurde qu'inique, d'exiger du possesseur de cette  
 terre, d'autre titre de propriété que celui d'une  
 possession jusques-là non disputée :—ne cherchons  
 pas ailleurs l'origine de la *propriété, seule base*  
*immuable, comme appui indispensable de l'édifice*  
*social,*—mais examinons ce qu'elle offre à l'esprit  
 dans ce premier instant.

La première observation qui se présente, c'est  
 l'accumulation de ces travaux de plusieurs années,  
 comme fossés, palissades, cabanes, abatis, planta-  
 tions, &c. accumulation évidemment nécessaire  
 pour faciliter & assurer à chaque année subsé-  
 quente, la quantité de produits qu'on n'auroit  
 pu espérer qu'après beaucoup d'autres années  
*sans cette accumulation de travaux antérieurs.*

La seconde observation, c'est qu'ils augmentent la valeur de la terre, qu'ils ont droit à une portion de ses produits, & qu'à ce titre ils représentent un second capital très-distinct de celui de la terre, quoiqu'il y soit attaché.

La troisième observation ; c'est qu'il est impossible d'obtenir *tous les ans*, un avantage de ce capital de *travaux antérieurs*, qui, dans la main du propriétaire, se confond avec le grand capital de la terre,—sans le secours d'un troisième capital, de ce capital de *travaux annuels*, sans lequel il n'y auroit pas de reproduction constante.

Dans le cas dont il s'agit ici, il est bien évident que le possesseur de la terre réunit les trois espèces de capitaux, & que lui seul a droit à tous leurs produits ; mais il est aisé de supposer ces trois capitaux dans les mains de trois personnes différentes, & la moindre réflexion suffit pour se convaincre que, dans cet autre cas, tous leurs produits annuels doivent se partager par égale portion, entre les trois *propriétaires* ou *capitalistes* ;—nous aurons besoin, dans le cours de ce petit ouvrage, de revenir plusieurs fois à cette idée très-simple, mais très-féconde.

## SECONDE ÉPOQUE.

### *Premier Partage des Produits du Travail annuel, & sur quel Principe.*

DÉSIGNONS par le nombre 4 la valeur de cette reproduction annuelle, après cette accumulation de travaux antérieurs dont j'ai parlé, & supposons qu'il survienne un autre homme, qui dise au mien :

“ J'ai fait le tour de votre terre ; elle est  
 “ bien garantie des brigands ; il est impossible  
 “ qu'on y entre sans votre permission ; mais  
 “ elle est d'une étendue si considérable, qu'il  
 “ vous seroit également impossible de la travailler  
 “ toute, quand vous auriez dans un an tous les  
 “ enfans que vous aurez dans cinquante. J'ai  
 “ des enfans aussi, & une femme, qui en fera  
 “ bien d'autres ; & je voudrois, comme vous,  
 “ nous mettre tous à couvert des brigands dont  
 “ nous avons tant à nous plaindre ; d'ailleurs  
 “ j'apperçois sur votre terre des espèces d'éta-  
 “ blissemens, qui doivent y rendre le travail  
 “ plus facile, & son produit plus prochain &

“ plus considérable que je ne pourrois l’espérer  
 “ de la peine que je prendrois à chercher une  
 “ terre inculte, à la fortifier contre les attaques  
 “ des brigands, y abattre les premiers arbres,  
 “ planter le terrain, & chasser en attendant qu’il  
 “ produisît.—Permettez-nous de travailler avec  
 “ vous, & nous partagerons, par égale portion,  
 “ tous les produits de notre travail commun.

“ Cela n’est pas juste,” (diroit le bon humain  
 au furvenu); “ en voici la raison :—Avant que  
 “ j’eusse formé ces établissemens que vous recon-  
 “ noissez si avantageux, & dont effectivement  
 “ les uns me garantissent des brigands, & les  
 “ autres facilitent, accélèrent & assurent toutes  
 “ mes opérations,—mon travail de l’année me  
 “ produisoit rarement un & demi ;—il me pro-  
 “ duit aujourd’hui 4 à 5, avec beaucoup moins  
 “ de peines ; & j’ai des bâtimens où je con-  
 “ serve les fruits d’une année abondante, pour  
 “ le cas que j’ai vu plus d’une fois, d’une année  
 “ insuffisante ou stérile ; je ne puis donc m’em-  
 “ pêcher de regarder 2 portions, des 4 que pro-  
 “ duit mon travail annuel, comme appartenantes  
 “ tant au capital de ma terre, qu’à l’accumula-  
 “ tion de ces capitaux de *travaux antérieurs*,  
 “ qui l’ont mise en état de produire plus du

“ double presque immédiatement, & de con-  
 “ server son superflu ; les deux autres portions  
 “ m’appartiennent comme salaire de mon *travail*  
 “ *annuel*, sans lequel, comme vous, je ne saurois  
 “ subsister même avec cette accumulation de  
 “ tant d’autres capitaux, qui m’a coûté tant  
 “ de peine, & à laquelle vous n’avez pas contri-  
 “ bué.

“ Si à mon travail, que je n’épargnerai pas,  
 ( continuera mon homme ), “ & à celui de ma  
 “ femme, qui vaut bien la vôtre, vous joignez  
 “ le travail de votre femme, & celui que je dois  
 “ attendre de votre âge & de votre vigueur,—  
 “ certainement ma terre produira 8 à 9 ; & dans  
 “ ce cas, un tiers doit appartenir tant à ma terre,  
 “ qu’à mes capitaux de *travaux antérieurs* ; un  
 “ autre tiers fera tout aussi légitimement dû à  
 “ mon *travail de l’année* ; & le troisième vous  
 “ appartiendra pour celui que vous y ajouterez.  
 “ J’aurois tort de vous le disputer : cependant  
 “ observez qu’en vous abandonnant ce tiers, je  
 “ vous fais gagner, dès la première année, ce  
 “ que je n’ai gagné que bien des années après  
 “ celle où j’ai planté mon premier piéu, abattu  
 “ mon premier arbre, & amassé la première pierre  
 “ des bâtimens où je conserve ce superflu de

“ mes récoltes, qui m’empêche de mourir de  
 “ faim dans les années stériles. Observez aussi  
 “ que c’est grâce à ces bâtimens, & à ce superflu  
 “ qu’ils ont conservé, que je puis vous nourrir  
 “ aujourd’hui, & qu’il faudra bien que je vous  
 “ nourrisse, vous, votre femme & vos enfans,  
 “ jusqu’à l’année prochaine; car ce ne sera  
 “ qu’alors que nous récolterons les 8 à 9 dont  
 “ le tiers ne vous sera bien strictement dû,  
 “ qu’après qu’il fera récolté, comme les deux  
 “ tiers qui doivent m’appartenir.”

Quel parti prendra l’aspirant à travailler sur  
 une terre déjà préparée? Je n’en vois que trois,  
 entre lesquels il faudra bien qu’il se décide.

Le premier, d’accepter le partage que mon  
 homme lui propose :

Le second, de chercher une terre inhabitée,  
 de la fortifier, planter, &c. ; & se contenter, pen-  
 dant plusieurs années, d’un produit beaucoup  
 au-dessous des trois qu’il peut s’assurer dès aujour-  
 d’hui, sur le terrain de mon propriétaire :

Le troisième enfin, de massacrer mon proprié-  
 taire avec ses enfans, pour jouir sans inquiétude

& de sa femme, & de sa terre, & de cette accu-  
 mulation de *travaux antérieurs*, qui ne lui a coûté  
 ni soins ni peines, & qui a déjà porté à 4 ou 5,  
 le produit du *travail annuel* du malheureux qu’il  
 aura massacré, & de sa femme qu’il se fera appro-  
 priée.—Ce dernier procédé est certainement le  
 plus court; mais on le désigne par les mots de  
 rapt, de vol & d’affassinat, dans tous les pays  
 où ces atrocités ne sont pas (comme elles le sont  
 aujourd’hui en France) citées comme les seules  
 preuves incontestables du seul patriotisme qui  
 ne puisse être suspecté;—je supposerai donc que  
 l’homme survenu acceptera le partage proposé,

---

### TROISIÈME ÉPOQUE,

*Second Partage des Produits du Travail annuel,  
 Et sur quel Principe.*

MAINTENANT, qu’il survienne un troisième  
 homme avec sa femme & ses deux enfans, &  
 qu’il dise à mon propriétaire par excellence, ou  
 capitaliste territorial :

( 26 )

“ Qu’avez-vous besoin de travailler sur votre  
 “ terre ? Vous feriez bien mieux de veiller vos  
 “ palissades ; j’en ai vu quelques-unes qui me-  
 “ nacent ruine, & que j’aurois pu renverser sans  
 “ beaucoup de peine ; allez les raccommoder :  
 “ votre terre produit 9 avec votre travail &  
 “ celui de la seconde famille ; je remplacerai le  
 “ vôtre par celui de la mienne ; & lorsqu’il sera  
 “ joint à celui de mon collègue, il donnera  
 “ encore 9, comme si vous travailliez. A la  
 “ vérité nous ne pourrons vous en donner que  
 “ 3, au lieu de 6 que vous aviez en travaillant ;  
 “ mais de ces 6, 3 appartenoient à votre travail  
 “ annuel, & 3 à vos travaux *antérieurs*, ce sont  
 “ ces trois derniers qu’il est juste de vous réserver ;  
 “ & puisque 3 ont suffi à la seconde famille  
 “ qui travailloit, ils suffiront également à la  
 “ vôtre, qui n’aura rien à faire qu’à veiller vos  
 “ palissades, & entretenir ces autres capitaux de  
 “ travaux *antérieurs*, qui vous donnent,—à vous  
 “ un si juste droit à 3 des 9 que nous produi-  
 “ rons,—& à nous, les seuls moyens que nous  
 “ ayions pour avoir aussi justement 6, au lieu  
 “ des 3 que le travail annuel de nos deux fa-  
 “ milles, *sans vos capitaux*, ne nous auroit pro-  
 “ curé qu’avec beaucoup de peine. Quand vous  
 “ reviendrez de visiter vos palissades, vous pour-

( 27 )

“ rez examiner & contrôler le travail que nous  
 “ aurons fait pendant vos promenades ; mais  
 “ foyez sûr d’avance que nous ne l’aurons pas  
 “ épargné, puisque les deux tiers de ses produits  
 “ doivent nous appartenir.” \*

La proposition est acceptée, & voilà mon  
 grand capitaliste ou propriétaire par excellence,  
 réduit véritablement & justement, de 6 à 3,—  
 mais sans autre occupation ni espèce de travail  
 que d’inspecter celui qu’on a fait, & d’entretenir  
 tout ce qui le facilite, & l’assure.

---

\* Quand le propriétaire partage par moitié la récolte  
 avec les travailleurs, il leur fournit le bétail, & tout le  
 complément aratoire ; c’est un nouveau capital d’épargnes  
 sur les travaux antérieurs, que le propriétaire substitue à  
 son propre travail *annuel*, & dont il partage très-justement  
 le bénéfice avec le travailleur qui le fait valoir.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

*Troisième Partage des Produits du Travail  
annuel, & sur quel Principe.*

*Nouveau Capitaliste, le Fermier.—Notion du  
Luxe.*

QUELQUES années se passent, & le dernier  
survenu dit au premier :

“ Nous ne sommes pas toujours d'accord  
“ vous & moi, sur ce que nous devons faire,  
“ ni sur le temps, ni sur la manière ;—alors  
“ le grand capitaliste vient toujours, donne un  
“ troisième avis, qui ne se rapproche ni du mien  
“ ni du vôtre, qui souvent n'a pas le sens com-  
“ mun, & cependant il faut le suivre comme  
“ s'il étoit raisonnable ;—j'ai une proposition à  
“ vous faire : écoutez-bien.

“ Entre nos deux familles de travailleurs,  
“ nous n'avons que 6 à partager dans les bonnes

“ années, quelquefois 4 dans les mauvaises ;  
“ & j'ai ma portion, ainsi que ma femme &  
“ mes enfans, dans ces 6, ou dans ces 4, sui-  
“ vant l'année ;—laissez-moi diriger le travail ;  
“ j'ai dans ma tête des moyens, & dans mon  
“ grenier un petit capital d'épargnes, que j'ai  
“ su faire sur ma portion, toute modique qu'elle  
“ est :—si je suis le seul qui dirige le travail,  
“ je ferai de ces moyens & de mon petit capital,  
“ un usage dont nous profiterons tous ; car je  
“ vous donnerai constamment les 6 que nous  
“ n'avons que dans les bonnes années ; vous ne  
“ les partagerez qu'avec ma femme & mes enfans  
“ qui travaillent avec vous ; je vous donnerai  
“ ces 6, quelque temps qu'il fasse, & toujours  
“ d'avance, *graces à mon petit capital* ;—quant  
“ au grand capitaliste, je veux aussi lui en donner  
“ constamment 6, mais il ne les recevra qu'à la  
“ fin de l'année, & sous la condition préalable  
“ qu'il ne se mêlera de rien que de veiller, lui  
“ & ses enfans, à l'entretien de ses bâtimens &  
“ de ses palissades, pour lesquelles il nous  
“ détourne si souvent, quand nous aurions  
“ quelque travail bien plus directement inté-  
“ ressant pour nous, à faire ou à préparer :—  
“ vous croyez peut-être que je perdrai à ce  
“ marché ; mais soyez sûr que j'aurai mes 6 aussi



( 30 )

“ pour moi seul, quoique je travaillerai bien  
 “ plus rarement de la main, que de la tête.”

Cette proposition est trop immédiatement avantageuse au premier survenu, & à la femme comme aux enfans du second, pour n'être pas immédiatement acceptée; mais elle souffre quelques difficultés avec le grand capitaliste;—est-il bien certain que le second survenu, (que j'appellerai désormais *fermier*, comme je désignerai simplement ceux qu'il fait agir, par le nom de *travailleurs*) est-il bien certain qu'à la fin de l'année il donnera 6 au grand capitaliste ou propriétaire par excellence?—Il y auroit cependant un moyen de conciliation, ou du moins considéré comme tel par le grand capitaliste; il le propose. —  
*Le fermier n'a qu'à lui donner les 6 d'avance, comme il les donne aux travailleurs.*

“ Vous me proposez une chose impossible, dit le fermier; “ je ne puis vous donner  
 “ constamment 6 à la fin de l'année, que  
 “ parce qu'il m'en reste à présent 20 ou 25, que  
 “ j'ai épargnés sur les années précédentes:—  
 “ si je les répands à propos sur votre terre, lorsque  
 “ vous me l'aurez affermée, je lui ferai constam-  
 “ ment produire 18 au lieu de 9;—mais si

( 31 )

“ je vous donnois les 6 que vous demandez  
 “ d'avance, je ne lui ferois peut-être pas produire  
 “ 14, & ce n'est pas mon compte.—Si vous  
 “ vouliez obstinément que je vous payasse  
 “ d'avance le montant de la ferme, je ne pourrois  
 “ vous donner aujourd'hui que les 3 que vous  
 “ n'avez jamais qu'à la fin de l'année,—& ce ne  
 “ feroit qu'après un fort long temps, que j'au-  
 “ rois accumulé assez d'épargnes pour vous  
 “ donner les 6 que je pourrai vous donner à la  
 “ fin de l'année où nous sommes, & de toutes  
 “ celles qui la suivront pendant que notre bail  
 “ ou marché tiendra. Je vois que vous hésitez;  
 “ —ne feroit-ce point parce que vous n'avez  
 “ pas besoin de 6, que vous refusez les 3 de plus  
 “ que je vous propose?—Mais qui vous em-  
 “ pêchera de les épargner pour être en état de  
 “ recevoir quelque autre famille, & de la nourrir  
 “ en attendant qu'elle augmente votre revenu,  
 “ avec lequel vous pourrez encore en recevoir  
 “ d'autres;—& dans ce cas nos forces ne seront-  
 “ elles pas accrues de toutes celles des familles  
 “ que vous nous aurez agrégées? Ne serons-  
 “ nous pas plus en état de défendre, en cas  
 “ d'attaque, ces palissades qui nous protègent  
 “ tous contre les brigands qui vous obligèrent  
 “ à les planter:—il se peut aussi que vous n'ayez



“ plus le goût des épargnes, & il n’y a pas  
 “ grand mal, puisqu’il ne fait qu’augmenter  
 “ chez moi & que j’ai trouvé un moyen fort  
 “ simple de remédier à cet inconvénient :—je  
 “ vous laisserai le maître de choisir dans mes  
 “ épargnes celles qui vous conviendront le  
 “ mieux ;—je fais ce que chacune me coûte de  
 “ temps, de travail, & de risques à la garder, &  
 “ je n’exigerai de vous qu’un quart, ou une  
 “ moitié de plus, en objets qui ne vous convien-  
 “ dront pas dans votre portion, & suivant le  
 “ choix que vous aurez fait dans la mienne :—  
 “ je ferai plus, & j’y suis bien intéressé, car j’ai  
 “ observé que depuis que vous ne travaillez plus  
 “ à la terre, vous êtes devenu très-difficile sur  
 “ bien des choses ; savez-vous pourquoi ?—c’est  
 “ parce que, heureusement, dans votre famille,  
 “ vous n’avez chacun qu’un estomach, & tout  
 “ aussi heureusement, beaucoup de fantaisies ; or  
 “ je supposerai, pour vous tranquilliser d’avance  
 “ sur un événement assez probable, qu’il vous  
 “ arrivera dix nouvelles familles qui vous de-  
 “ manderont, comme nous avons fait, un asyle  
 “ contre les brigands auxquels elles auront  
 “ échappé comme les nôtres ;—certainement,  
 “ après un certain temps, chaque couple de  
 “ familles vous donnera, pour le terrain que vous  
 “ lui

“ lui aurez affermé, les 6 de revenu que je  
 “ vous offre pour le terrain dont je vous  
 “ demande la ferme ;—vous aurez donc alors  
 “ 66 de revenu ;—mais dans votre famille, vous  
 “ n’avez chacun qu’un estomach :—vous pourrez  
 “ donc avoir encore entre vous au moins 60 fantaisies,  
 “ que nous prierons le ciel de vous conserver, & que  
 “ je m’obligerai moi tout seul de satisfaire, sans  
 “ qu’il en résulte le moindre tort au moindre  
 “ individu de vos 12 familles.... Je ne vois  
 “ plus qu’une raison qui puisse vous empêcher  
 “ d’accepter ma proposition ;—vous croyez qu’en  
 “ vous promettant 6 pour la ferme que je vous  
 “ demande, je vous promets beaucoup plus que  
 “ je ne puis tenir ;—je vais répondre à cette  
 “ raison : mais ne prenez pas en mauvaise part  
 “ ce que je suis obligé de vous dire.

“ Depuis le temps que vous n’avez rien à  
 “ faire qu’à nous inspecter tant bien que mal,  
 “ & à raccommoder vos palissades, vous n’avez  
 “ pas observé beaucoup de choses qui ne  
 “ m’ont pas échappé, & dont je saurai tirer  
 “ un grand parti pour votre profit comme  
 “ pour le mien,—pourvu que vous ayez le cou-  
 “ rage de vous renfermer dans votre métier de  
 “ grand propriétaire ; on ne fait bien que celui  
 “ dans lequel on a le courage de se renfermer ;

( 34 )

“ renfermez-vous donc dans votre métier de  
 “ grand propriétaire & de grand capitaliste,  
 “ métier qui ne vous oblige qu'à veiller vos  
 “ palissades, & à nous appeler quand vous  
 “ & vos enfans ne serez pas assez forts pour  
 “ les défendre contre les brigands qui viendroient  
 “ pour nous piller;—jusques-là je me renfer-  
 “ merai aussi dans le métier que je fais faire,  
 “ celui de capitaliste subalterne, mais né-  
 “ cessaire pour doubler votre revenu; &  
 “ j'aurai soin de contenir dans celui de simples  
 “ travailleurs, tous ceux qui l'ont embrassé,  
 “ quoique ma femme & mes enfans soient  
 “ encore dans le nombre. Cependant pour  
 “ vous tranquilliser, comme l'exigent la pru-  
 “ dence de votre part, & la justice de la mienne,  
 “ suivez pendant quelques mois, avec ré-  
 “ gularité, toutes & chacune de mes opéra-  
 “ tions: demandez-moi pourquoi j'ordonnerai  
 “ une espèce de travail, quand vous en auriez  
 “ ordonné une autre; & ne commencez à vous  
 “ inquiéter, que lorsque vous ne serez pas  
 “ pleinement satisfait des réponses que j'aurai à  
 “ vous faire.”

Rien de plus sage, ce me semble, à ce  
 période, que de conclure un marché qui donne  
 6 au lieu de 3 au grand propriétaire,---assure

( 35 )

constamment 6 aux simples travailleurs, qui  
 ne les avoient que dans les bonnes années,  
 promet également 6 au nouveau capitaliste  
 connu sous le nom de fermier, & porte à 18,  
 le revenu général, ou, si l'on veut, le pro-  
 duit annuel du travail sur la terre,---produit  
 qui n'étoit que de 9 avant que les capitaux  
 d'épargnes faites par le fermier, ne fussent joints  
 à ceux du grand propriétaire;---produit qui  
 n'étoit que de 4, lorsque le travail *annuel*  
 du propriétaire n'étoit aidé que par le capital  
 de ses travaux *antérieurs*,---& qui maintenant  
 ne peut être réduit à  $1\frac{1}{2}$ , comme il étoit avant  
 la formation des capitaux, *que dans le cas où les*  
*brigands parviendroient à les détruire, & réduire*  
*les copartageans au triste besoin de recommencer*  
*la société.*

D 2 CINQUIÈME

## CINQUIÈME ÉPOQUE.

*Accession des capitalistes & des travailleurs de l'industrie ; revenu territorial & moyens de défense, nécessairement doublés ; revenu général quadruplé ; nouveau partage des produits du travail annuel, & sur quel principe.*

**N**OUS supposons maintenant que les dix familles de travailleurs annoncées par le fermier au grand capitaliste, sont effectivement arrivées, & ont porté son revenu de 6 à 66, après le temps nécessaire, & grâce aux capitaux épargnés par ceux des travailleurs que leur intelligence & leur économie auront élevés jusqu'à la classe de fermiers. Le revenu territorial sera donc monté de 18, où nous l'avions laissé, à 198 ; mais il faut se rappeler, que dans la famille du grand capitaliste, chacun n'a qu'un estomach, & que chacun des capitalistes subalternes ne fauroit en avoir davantage. La masse de ces capitalistes ou fermiers a donc dans sa possession, grâce à leur sobriété, comme aux fantaisies du grand capitaliste & au petit nombre d'estomachs qu'il est obligé de remplir, assez d'épargnes pour

nourrir dix autres familles ; elles se présentent heureusement pour en débarrasser les fermiers, & les engager à continuer une reproduction qui alloit s'anéantir sans la consommation des familles qui surviennent : ces familles sont composées comme les anciennes, de capitalistes & de travailleurs, mais dans un genre bien différent de celui dont nous venons de parler. Leur orateur s'avance, & dit à mon propriétaire, ou capitaliste par excellence ;

“ Nous voudrions aussi nous soustraire à  
 “ jamais à la férocité des brigands & à leur  
 “ perfidie ;--ils ne nous ont laissé pendant  
 “ quelques momens le fruit de notre travail,  
 “ que pour nous persuader que nous en étions  
 “ les maîtres, pour nous engager à le conserver  
 “ dans cette idée, pour s'épargner l'embarras de  
 “ le garder eux-mêmes, & pour venir enfin nous  
 “ l'enlever & nous donner pour tout échange,  
 “ des chiffons & l'ordre de travailler avec la  
 “ même perspective, si nous ne voulions pas  
 “ être égorgés. Echappés à leur barbarie, nous  
 “ ne regardons pas derrière nous ; mais il faut  
 “ droit chercher une autre terre, la fortifier contre  
 “ les attaques de ces brigands comme vous  
 “ avez fortifié la vôtre, la planter, &c. & nous  
 “ n'entendons rien à cette espèce de travail ;—

( 38 )

“ nous avons observé sur votre terre un endroit  
 “ assez commode, peu considérable par son  
 “ étendue, mais auprès d'une petite rivière, &  
 “ assez grand pour y bâtir ce que nous appel-  
 “ lons une ville où nous placerions, si vous  
 “ vouliez, tous les établissemens dont nous  
 “ aurions besoin pour y travailler à notre ma-  
 “ nière ; vous verrez bientôt, que vous en pro-  
 “ fiteriez autant que nous.

“ Je commencerai par vous dire, que nous  
 “ avons sauvé de la rapacité des brigands, &  
 “ porté avec nous, tout ce qu'il faut pour nous  
 “ nourrir avec frugalité pendant quelques se-  
 “ maines, & que nous pouvons donner dès  
 “ aujourd'hui, non-seulement à votre famille,  
 “ mais à celles de vos travailleurs, en y compre-  
 “ nant vos fermiers, tout ce qu'il vous faut à  
 “ tous, pour que le produit général de votre  
 “ terre, qui n'est encore que de 198, monte  
 “ jusqu'à 396 l'année prochaine, ou la suivante :  
 “ —en voici la raison ; vos travailleurs perdent  
 “ la moitié de leur temps à se faire de mauvais  
 “ habits, de mauvais instrumens de travail,  
 “ qu'il faut sans cesse raccommoder, & souvent  
 “ renouveler.---N'est-il pas vrai que s'ils em-  
 “ ploient uniquement à produire des nourri-  
 “ tures, cette moitié de leur temps qu'ils perdent

( 39 )

“ à faire de mauvais habits, & de mauvais inf-  
 “ trumens qui les font travailler mal, & avec  
 “ beaucoup de lenteur,---la quantité de nour-  
 “ ritures qu'ils feront en travaillant mieux &  
 “ plus vite avec de meilleurs instrumens, fera  
 “ au moins double de ce qu'elle est aujourd'hui,  
 “ quoiqu'ils les produiront avec moins de peine ?  
 “ —Elle fera donc de 396, au lieu d'être de  
 “ 198.

“ Remarquez bien, que cette double quan-  
 “ tité de nourritures ne vous fera point à charge  
 “ ni à vos fermiers, puisqu'elle nous sera néces-  
 “ faire, & que nous sommes en état de la payer  
 “ d'avance, par les bons habits dont vous avez  
 “ tous besoin, & par les bons instrumens qui  
 “ vous manquent, & dont vous n'avez pas même  
 “ l'idée :---

“ Remarquez aussi, que cette avance ne vous  
 “ manquera jamais, parce qu'il est de notre  
 “ intérêt de la continuer aussi long-temps que  
 “ nous ferons payés à la fin de l'année :---

“ Observez encore qu'il nous est facile de  
 “ continuer cette avance, puisqu'il ne s'agit pour  
 “ cela que de continuer à travailler avec une  
 “ population industrielle aussi nombreuse que  
 “ votre population cultivatrice, composée comme

( 40 )

“ elle de travailleurs & de capitalistes, qui  
 “ savent, au moyen de leurs capitaux, tripler le  
 “ produit de notre travail industriel, comme  
 “ les capitaux chez vous triplent ceux du tra-  
 “ vail sur la terre:---ainsi donc, la moitié du  
 “ produit de notre travail industriel, payera bien  
 “ justement la moitié de celui de vos travailleurs,  
 “ comme la moitié des produits de vos travail-  
 “ leurs payera bien justement la moitié de celui des  
 “ nôtres. Le fruit de notre union seroit donc né-  
 “ cessairement, que vous auriez sur votre terre une  
 “ reproduction annuelle, *tant industrielle que ter-*  
 “ *ritoriale*, de 792, au lieu des 198 seulement que  
 “ la territoriale peut donner si vous rejetez les  
 “ habits & les instrumens dont nous vous  
 “ offrons l'avance,---si vous nous refusez l'asyle  
 “ que nous venons chercher,---& enfin, si vous  
 “ repoussez les défenseurs que vous pourriez  
 “ joindre aux vôtres, dans le cas où les brigands  
 “ trop nombreux vous obligeroient de nous  
 “ appeler; ce qui mérite aussi quelque at-  
 “ tention.

“ Permettez que j'ajoute un mot qui intéresse  
 “ ce dernier point comme tous les autres:---  
 “ nous avons parmi nous quelques gens qui ne  
 “ sont guère bons qu'à rêver, mais ils rêvent  
 “ quelquefois des choses qui facilitent beaucoup  
 “ le travail, qui améliorent ses produits, qui

( 41 )

“ en augmentent la quantité;---quand cela leur  
 “ arrive & qu'ils ont besoin de quelque affis-  
 “ tance, nous la leur donnons; alors, véritable-  
 “ ment, nous sommes les premiers à profiter de  
 “ leurs rêveries; mais vous en profiterez aussi  
 “ bientôt après, car ils ne manqueront pas de  
 “ vous indiquer également les moyens de pro-  
 “ duire sur votre terre, quelque chose de nou-  
 “ veau ou de meilleur, dont nous prendrons la  
 “ moitié en échange, de cette moitié de nos nou-  
 “ veautés ou améliorations dont nous aurons  
 “ toujours besoin de nous débarrasser:---& ces  
 “ rêveurs peuvent aussi trouver quelques mo-  
 “ yens de défense qui doubleront votre force,  
 “ & vous dispenseront souvent de détourner de  
 “ leur travail habituel & vos travailleurs & les  
 “ nôtres; ainsi vous voyez que ces rêveurs sont  
 “ fort utiles, *quand on sait les contenir dans leur*  
 “ *métier de rêveurs.*

“ Avez de détails, pour ce moment-ci, sur  
 “ les raisons de justice & d'intérêt général,  
 “ qui exigent l'équilibre le plus exact entre  
 “ l'agriculture & l'industrie, comme entre les  
 “ travailleurs de l'une & de l'autre; il suffira  
 “ d'y ajouter quelques-unes des nombreuses  
 “ réflexions qu'ils suggèrent.

1<sup>ere</sup> Réflexion. Le nombre des familles doit  
 s'accroître;---tel est l'ordre de la nature; & il

ne se présente aucune raison qui empêche de supposer qu'en général l'accroissement se fera toujours à-peu-près dans les mêmes proportions, c'est-à-dire, 1 de ceux que j'ai appelé capitalistes, tant sur la terre que dans l'industrie, contre 2 de simples travailleurs ; *mais observons qu'il faut comprendre dans la masse des capitalistes, leurs dépendans, avec qui ils sont obligés de partager leur double revenu.*

2<sup>de</sup> *Réflexion.* Le partage du revenu dans la proportion contraire est évidemment avantageux aux capitalistes, mais il l'est également aux travailleurs ; car enfin, avant cette accumulation d'épargnes sur les travaux antérieurs, que j'ai appelée *capitaux*, les 20 familles des travailleurs, que j'ai successivement introduites sur la scène, n'étoient supposées obtenir de leur travail annuel *sans capitaux*, que 1 $\frac{1}{2}$  chacune, (il falloit fixer un nombre quelconque, pour faire mieux sentir la nécessité & les raisons de ce progrès), ce qui ne faisoit que 30 pour les 20 familles. Or on a vu, p. 40, qu'après la réunion des capitaux accumulés, tant sur la terre que dans l'industrie, le revenu général, ou produit de tout le travail annuel tant sur l'une que sur l'autre, devoit être de 792,---dont le tiers (264) forme le salaire des 20 familles de travailleurs.---Ces 20

familles qui n'ont très-justement que le tiers des 792 qu'elles ont produit, ont cependant près de 8 fois plus à partager, qu'elles n'auroient sans cette accumulation de capitaux, *contre laquelle on ne déclame, que lorsqu'on n'a pas eu la patience & l'industrie nécessaire pour l'acquérir, ou la sagesse, peut-être encore plus rare, & néanmoins aussi indispensable pour la conserver,*

3<sup>me</sup> *Réflexion.* Supprimez en idée, le tiers de ces capitalistes, ou pour mieux dire, de ces capitaux qui font leur propriété, n'est-il pas évident, que vous supprimez le tiers du produit total de ces capitaux ? Conséquemment, le revenu général, qu'ils ont élevé à 792, tombera nécessairement à 528,---& la portion des travailleurs sera réduite de 264 à 176.

4<sup>me</sup> *Réflexion.* En partant de ce principe, qui me paroît incontestable, je dis que ce mot fameux---*puisque les propriétaires, (les capitalistes) ne sont pas contens, il n'y a que les changer*---je dis, & je vais démontrer que ce mot, dont on admire la profondeur en scélératesse comme en vengeance, est de la plus grande stupidité en raisonnement---*si le plus de jouissances pour tous, est un mieux pour l'humanité.*



( 44 )

Pour donner plus d'intérêt à la démonstration, il faut opérer sur une plus grande échelle, & la France se présente trop naturellement! Quel parti pouvoit prendre l'auteur de ce terrible mot, pour le réduire en pratique à l'égard d'un pays qui contenoit *alors* 27 millions d'habitans, dont on pouvoit supposer 18 millions consacrés au travail, tant sur la terre que dans l'industrie, & 9 millions soit de capitalistes, soit de gens intéressés à leur double revenu, & soumis comme eux à tous les effets de leur spoliation?

Changeoit-il les 18 millions de travailleurs en capitalistes, & les 9 millions de capitalistes en travailleurs?---Dans ce cas, on voit bien, que les 9 millions de ci-devant capitalistes, qui avoient deux tiers des produits avant le changement, en perdent la moitié;---mais on voit aussi que les 18 millions de nouveaux capitalistes, qui avoient le tiers des produits de 18 millions de bons travailleurs, quand ils étoient réduits à ce titre, n'ont plus que le tiers du produit des 9 millions de mauvais travailleurs qui les ont remplacés: & pour trouver ce qui résulte du *changement*, il faut porter un peu plus loin l'analyse; supposez, par exemple, que le produit de 18 millions des gens accoutumés au

( 45 )

travail, soit de 72 n'importe quoi;---certainement le produit de 9 millions de malheureux qui ne savent pas travailler, ne sera pas même de 18;---j'accorde cependant les 18; mais il faudra bien en ôter 6 pour les nouveaux travailleurs, si l'on veut qu'ils continuent à vivre, pour être encore en état de travailler:---il ne restera donc que 12 à partager entre les 18 millions de nouveaux capitalistes;---mais ils avoient 24 de 72, quand ils n'étoient que simples travailleurs;---ils auront donc perdu la moitié de leurs jouissances, par ce *changement de titre, si profondément pensé*.

L'auteur du mot, fera-t-il parmi les 18 millions de travailleurs, le choix de 9 millions des plus ardens, des plus déterminés à tout faire pour maintenir ce nouvel ordre de choses; & les fera-t-il remplacer au travail, par les 9 millions de capitalistes?---Dans ce cas, les 9 millions de travailleurs médiocres, que l'auteur du mot aura condamnés à continuer leur travail, joints aux 9 millions de ci-devant capitalistes, devenus mauvais travailleurs, seront bientôt aussi lâches au travail que leurs nouveaux associés; & le produit de ces 18 millions de mauvais travailleurs, tant anciens que nouveaux, sera tout au plus de 36: il faudra leur en laisser 12 pour

( 46 )

leur subsistance ; il n'en restera donc que 24 pour les neuf millions de nouveaux, ardents, & déterminés capitalistes, dont la portion n'alloit à la vérité qu'à 12, quand ils formoient cette moitié de travailleurs qui n'en avoient que 24 à partager.---Mais si l'on voit que ces 9 millions d'ardents & déterminés capitalistes, ont doublé leurs jouissances, on voit aussi que leurs anciens camarades, les 9 millions de travailleurs médiocres, sont réduits de 12 à 6,---que les 9 millions de ci-devant capitalistes sont réduits également à 6 de 24 qu'ils avoient avant le changement ;---qu'il n'y a dans tout ce brigandage qu'un déplacement d'inégalité, comme de propriété, & que le produit général du travail, & des capitaux tels qu'ils étoient,---déjà parvenu à 72, n'importe quoi, avant le changement, est réduit à 36 par cet admirable *changement de propriétaires ou capitalistes*.

L'auteur du mot fera-t-il un échiquier de toute la France, & la partagera-t-il philosophiquement & fraternellement en 18 millions de quarrés parfaitement égaux (après avoir toutefois égorgé les 9 millions d'intéressés dans le double revenu des capitalistes, par cette raison concluante que les uns sont assez impudens pour témoigner, & les autres assez riches pour qu'on leur suppose un peu de ré-

( 47 )

pugnance à l'exécution de cette superbe mesure) ?  
—Mais dans ce cas, s'il est évident que chaque individu, sur sa portion d'échiquier, sera parfaitement égal à tous les autres, il est aussi peu douteux que le revenu général sera réduit de 72 à 12, comme il étoit avant cette accumulation prétendue scandaleuse de capitaux, & que les jouissances seront diminuées dans la même proportion ;—d'où je conclus, comme j'avois promis de le démontrer, que le mot fameux est de la plus grande stupidité en raisonnement, *si le plus de jouissance pour tous est un mieux pour l'humanité*.

Quant à la profondeur en scélératesse comme en vengeance, qu'on admire dans ce mot célèbre, il n'est pas de mon sujet d'en recueillir les preuves ; d'ailleurs elles seroient faciles à trouver dans un petit nombre de faits aussi notoires que le mot, & dans la coalition aussi connue de quelques hommes qu'un long calcul de probabilités devoit mettre en possession des principaux résultats de ce *changement de propriétaires*, & qui n'ont cependant recueilli d'autre fruit de leurs profondes spéculations—les uns, que d'être déjà massacrés—les autres, que la honte d'être dépossédés & proscrits par les plus vils de leurs instrumens, & la terreur d'être à la fin victimes



( 48 )

eux-mêmes de quelqu'un des horribles moyens qu'ils avoient imaginés & préconifés.

5<sup>me</sup> *Réflexion.* Les économistes ne voient dans les produits & les progrès toujours croifans de l'industrie, que le blé territorial qui la nourrit, la chair des bœufs territoriaux qu'elle mange, la laine des brebis territoriales qu'elle travaille, l'herbe territoriale qu'on est obligé de faire manger à toutes ces bêtes, avant qu'elles puissent être mangées, &c. comme ils ne voient dans les travailleurs & les capitalistes de l'industrie, que les valets du capitaliste territorial, — valets destinés de toute éternité à servir ce capitaliste ou propriétaire par excellence: — ne seroit-il pas plus juste de ne voir sur la terre & dans l'industrie, que le produit du travail, le produit de ce mélange qu'on ne peut y méconnoître nulle part — *de travaux antérieurs & de travaux annuels*, nécessaire pour en tripler les produits, — & indispensable sur la terre comme dans l'industrie, pour bien alimenter, bien vêtir, & bien récréer quiconque s'intéresse à l'une, même sans songer à l'autre? — Ne seroit-il pas plus important d'observer qu'il est physiquement impossible, que dans le cours ordinaire des choses, & les hommes étant toujours ce qu'ils ont toujours été, — la masse des *capitaux*, c'est-à-dire

( 49 )

dire de ces *accumulations de travaux antérieurs*, n'augmente pas continuellement, — que les *travaux annuels* n'en profitent pas toujours, — que les produits combinés des uns & des autres n'augmentent pas également & ne s'améliorent pas sans cesse, — & qu'une *convention quelconque*, qui se croiroit capable de les mieux partager qu'ils ne se partagent naturellement *lorsque rien ne s'y oppose*, ne seroit propre qu'à les diminuer, les détériorer, & finalement les anéantir & tout bouleverser, comme la *convention philosophique* travaille si constamment & si efficacement à nous en donner l'exemple & la preuve dans la plus belle partie de l'Europe.

Passons à une autre époque de ma petite société, qui nous rapproche plus sensiblement de l'objet que ces misérables détails m'ont paru devoir précéder.

---

#### SIXIÈME ÉPOQUE.

*Progrès ultérieur de la Société ; Argent, Avantages, Inconvéniens, Remèdes --- Commerce étranger.*

**P**OUR rendre plus sensibles les résultats de l'époque sociale que nous allons examiner, por-  
E

( 50 )

tons à six cents mille familles de travailleurs, le nombre de celles que nous avons laissées à 20 dans l'article précédent; mais supposons, pour la facilité des calculs, une chose certainement impossible,—c'est que, dans l'espace de temps, nécessaire pour élever le nombre des familles de 20 à 600 mille, il n'y aura pas eu la moindre amélioration dans le sort de la masse,—que personne n'y aura fait la moindre épargne dont l'emploi ait produit à tous une plus grande quantité de jouissances,—& qu'enfin il n'y aura eu dans la masse entière d'autre changement, que celui de plusieurs capitalistes en simples travailleurs, & de plusieurs travailleurs en capitalistes,—*changement aussi inévitable que parfaitement indifférent pour tout ce qui intéresse essentiellement la société*:—(POINT CAPITAL QU'IL NE FAUDROIT JAMAIS PERDRE DE VUE). Il ne s'agira donc que de multiplier par les 600 mille familles, le produit des 20 dont nous venons de parler, produit désigné par 792 dans le dernier article: ainsi le produit du travail des 600 mille familles de travailleurs, & sur la terre & dans l'industrie, multiplié par 792, fera 475 millions 200 mille objets quelconques,—dont une moitié appartiendra aux capitalistes & travailleurs de la terre, & l'autre à ceux de l'industrie, suivant nos règles de justice & de nécessité. Ce sera donc 237 millions 600 mille objets quelconques pour

( 51 )

chacune des deux classes,—& dont chacune aura un égal besoin d'échanger la moitié, contre la moitié des 237 millions 600 mille autres objets appartenans à l'autre.

Observons maintenant qu'indépendamment des dispositions les plus amicales qu'il soit possible d'admettre *en général* dans les deux parties, le nombre des individus est si considérable, ils sont si disséminés, le moment des besoins est si différent, l'espèce est si variée, les lieux où l'on peut les satisfaire si multipliés & quelquefois si éloignés, qu'on éprouve journellement des difficultés qu'on n'auroit pas éprouvées, si l'on s'étoit réduit (sagement, dit-on) aux 20 familles de l'époque précédente, dont quelques fripons & autant d'imbécilles commencent à vanter l'heureuse simplicité.

Un étranger arrive, & dit:—

“ Je viens d'un pays que nous avons aussi fortifié contre les brigands, après l'avoir été  
 “ long-temps nous-mêmes ainsi que vos ancêtres  
 “ & les nôtres; mais enfin nous ne le sommes plus, & nous serions bien fâchés de l'être  
 “ encore;—vous ne l'êtes plus aussi, mais vous  
 “ le deviendrez bientôt, si vous écoutez les pro-

E 2

" neurs du temps où votre pays ne contenoit  
 " que 20 familles : tous ces panégyristes des  
 " anciens temps, ne sont que des imbécilles, ou  
 " des scélérats à qui il ne manque que la force  
 " & le courage pour être des brigands, ainsi que  
 " vos ancêtres & les nôtres l'ont été.—Cepen-  
 " dent ils ont raison de vous dire que vous êtes  
 " embarrassés ; je le vois comme eux, mais  
 " je vois de plus qu'eux pourquoi vous êtes  
 " embarrassés,—c'est qu'il vous manque une  
 " chose que je puis vous donner en échange de  
 " quelques autres qui me feront plaisir, & que  
 " vous aurez bientôt *doublement* remplacées chez  
 " vous, au moyen de celle que je vous donnerai ;  
 " —mais commencez par bien voir que je ne me  
 " suis pas trompé sur la cause de votre em-  
 " barras.---

" N'est-il pas vrai que très-souvent, & dans  
 " beaucoup d'endroits à la fois, la terre a besoin  
 " des produits de l'industrie ;---que tel de ces  
 " produits est à une distance, tel à une autre, tel à  
 " une troisième ;---qu'il faut alors envoyer dans  
 " ces trois endroits une personne & quelquefois  
 " quatre, pour y porter de gros objets, néces-  
 " saires pour en payer de petits qu'un enfant  
 " feroit capable de rapporter ?"

*Cela est vrai.*

" N'est-il pas vrai que ce travail qui de-  
 " mande si souvent quatre hommes des plus  
 " forts & des plus vigoureux, arrive quelquefois  
 " dans un temps où un travail pressant sur la  
 " terre exigeroit tous les travailleurs qui lui sont  
 " consacrés ?"

*Cela est vrai.*

" N'est-il pas vrai que s'il arrive quelque-  
 " fois qu'on peut renvoyer le besoin du petit  
 " objet jusqu'après le travail pressant de la terre,  
 " il arrive très-souvent que ce travail pressant  
 " ne peut s'effectuer qu'avec le secours du petit  
 " objet qu'un enfant feroit capable de porter."

*Cela est vrai.*

" N'est-il pas vrai que très-souvent les mêmes  
 " besoins, les mêmes inconvéniens sont éprouvés  
 " dans les diverses classes de l'industrie, dont les  
 " temps & les hommes sont aussi précieux &  
 " d'un rapport aussi considérable ?"

*Cela est vrai.*

( 54 )

“ N'est-il pas vrai que si vous aviez un nouvel  
 “ objet qui ne pourroit s'altérer sensiblement  
 “ qu'après un nombre presque infini d'années,  
 “ & que vous pourriez partager en autant de  
 “ petites parcelles que vous le voudriez, & de  
 “ manière que la valeur que vous seriez con-  
 “ venus entre vous de donner à chacune, repré-  
 “ senteroit dans tous les temps, & même dans  
 “ la main d'un enfant, la valeur d'un objet  
 “ que vous ne pourriez quelquefois payer  
 “ qu'avec la charge de 20 hommes vigoureux,  
 “ dont le travail seroit nécessaire ailleurs, --- de  
 “ 20 hommes qu'un enfant remplaceroit, s'il  
 “ avoit dans la main une petite partie du nouvel  
 “ objet dont je viens de vous parler ? ”

*Cela est vrai.*

“ N'est-il pas vrai que si je vous donne cet  
 “ objet, je ferai votre portion meilleure *en ap-*  
 “ *arence* que la mienne, en n'exigeant de vous  
 “ *tous les ans* que la vingtième partie de la  
 “ dépense que j'ai faite pour acquérir ce même  
 “ objet, --- laquelle vingtième partie ne sera ce-  
 “ pendant que le tiers du bénéfice qu'il vous  
 “ donnera tous les ans, en employant à travail-  
 “ ler & produire, le temps considérable que vous  
 “ perdez aux voyages & aux charrois dont je  
 “ vous ai parlé ? ”

( 55 )

*Cela est vrai ; mais il n'est pas juste que vous  
 n'ayez que le tiers du bénéfice que nous vous devons ;  
 il doit être exactement partagé par moitié.*

“ Vous vous trompez ; le tiers que je de-  
 “ mande est tout ce qui me revient avec justice ;  
 “ plus seroit trop, moins ne seroit pas assez ; & le  
 “ plus & le moins ne peuvent durer long-temps  
 “ sans violence ou sans quelque supercherie, qui  
 “ tournent bientôt au préjudice de celui qui se  
 “ permet l'un ou l'autre. D'ailleurs, observez  
 “ qu'au moyen de l'objet que je placerai chez  
 “ vous, je deviendrai, quoique étranger, un  
 “ de vos capitalistes ; --- or, observez aussi qu'il  
 “ n'y en a pas un seul parmi vous, qui retire  
 “ habituellement plus d'un, de trois qu'il fait  
 “ produire, --- & qu'on ne peut habituellement  
 “ profiter des trois, que lorsqu'on réunit à la fois  
 “ dans quelque opération, les trois espèces de  
 “ capitaux qui existent dans la nation, celui  
 “ de la terre, celui de l'industrie, & celui du  
 “ travail *annuel*. Je vais donc poursuivre : ---

“ Ce nouvel objet qui vous est nécessaire,  
 “ c'est l'argent que je vous apporte ; il ne s'agit  
 “ que de déterminer entre vous la forme & la  
 “ valeur de chaque division & subdivision que  
 “ vous avez besoin d'en faire : --- quand vous

( 56 )

“ suspecterez le poids, vous le peserez ; quand  
 “ vous douterez de sa qualité qu'on appelle le  
 “ titre, vous le frotterez sur cette pierre, ou bien,  
 “ &c.

“ Vous croyez peut-être, que pour suffire à  
 “ l'échange de vos produits, dont le total,  
 “ après notre arrangement, doit être désigné par  
 “ 475 millions 200 mille livres *en argent*, &  
 “ non pas *en objets quelconques*,---il vous faudra  
 “ réellement en argent la valeur de cette somme ;  
 “ vous vous trompez : à l'époque de la société  
 “ où vous êtes, il ne vous en faudra tout au  
 “ plus que le quart, c'est-à-dire 118 millions  
 “ 800,000 livres, que vous partagerez entre  
 “ la terre & l'industrie ; & vous verrez jour-  
 “ nellement arriver chez l'une pour satisfaire  
 “ aux besoins journaliers de l'autre, autant  
 “ d'argent que la première sera obligée d'en  
 “ porter à la seconde, pour satisfaire à ses pro-  
 “ pres besoins. La portion de l'une & de  
 “ l'autre sera donc constamment égale, puisque  
 “ leurs besoins sont égaux & constants.

“ Ainsi, quoique vous n'avez en numéraire ou  
 “ argent, que la valeur du quart de vos pro-  
 “ duits annuels jusqu'alors si difficiles à échan-

( 57 )

“ ger, vous n'en serez pas moins fondés à dire :  
 “ — *Nous sommes annuellement riches d'une repro-*  
 “ *duction qui vaut évidemment 475 millions 200*  
 “ *mille livres en argent, puisque, 1<sup>o</sup>, nous pouvons*  
 “ *quand nous le voulons, réaliser en argent telle*  
 “ *partie de nos produits que nous ayons besoin de*  
 “ *réaliser, — puisque, 2<sup>o</sup>, nous pouvons au besoin*  
 “ *réaliser en produits telle partie de notre argent*  
 “ *qui nous est devenue inutile, — et 3<sup>o</sup>, puisque*  
 “ *celui de qui nous avons reçu les 118 millions*  
 “ *800 mille livres en argent, qui donnent une*  
 “ *valeur réelle en argent à toutes nos reproductions*  
 “ *quoiqu'elles soient le quadruple de cette somme, se*  
 “ *contente pour l'intérêt de l'argent qui lui donne*  
 “ *cette valeur, de 5 millions 940 mille livres en*  
 “ *produits, qui ne sont qu'environ la dix-huitième*  
 “ *partie de leur totalité. —*

“ Je dois maintenant vous précautionner  
 “ contre un raisonnement fort naturel, mais  
 “ inexact dans la plus essentielle des consé-  
 “ quences qu'on pourroit en tirer ; --- vous  
 “ gagnerez, pourroit-on vous dire, une fois pour  
 “ toutes, 118 millions 800 mille livres en argent  
 “ que vous n'avez pas, mais cet argent en lui-  
 “ même n'est pas un jouissance, — & vous perdez  
 “ tous les ans les 5 millions 940 mille livres de  
 “ produits très-réels dont vous jouiriez, si vous ne

( 58 )

“ le donniez pas pour l'intérêt des 118 millions  
 “ 800 mille livres qu'on veut vous prêter.—

“ Ce raisonnement, comme la plupart de ceux  
 “ qu'on fait sur cette matière, ne contient qu'une  
 “ partie de la vérité; car il ne faut pas oublier  
 “ le temps que vous ne perdrez plus à faire tant  
 “ de voyages inutiles dans l'année, à détourner  
 “ tant de fois des travaux les plus pressans & les  
 “ plus lucratifs, 10 & 20 de vos hommes les  
 “ plus adroits & les plus vigoureux, & que vous  
 “ remplacerez par un enfant ou un vieillard  
 “ porteur de quelques subdivisions de l'argent  
 “ que je vous aurai donné. Or, en supposant que  
 “ vous ne gagnerez ainsi que la 2<sup>8</sup>me partie de  
 “ votre temps, vous gagnerez annuellement, non-  
 “ seulement les 5 millions 940 mille livres que  
 “ vous me donnerez, mais 11 millions 880 mille  
 “ livres de produits additionnels qui vous reste-  
 “ ront bien justement pour votre bénéfice;—  
 “ comme les 5 millions 940 mille livres d'intérêt  
 “ me feront bien justement dus pour y avoir  
 “ contribué; & voilà pourquoi ma portion,  
 “ comme la vôtre, ne sera échue que l'année  
 “ prochaine, puisqu'elle n'existera qu'alors;—  
 “ mais alors il fera bien visible, qu'au lieu de  
 “ perdre une somme de produits, vous en aurez  
 “ gagné deux contre moi une seulement,—parce

( 59 )

“ qu'un honnête capitaliste, qui place aussi sure-  
 “ ment son capital, ne doit jamais en désirer  
 “ davantage.

“ Vous direz, peut-être :—Pourquoi ne gardez-  
 “ vous pas chez vous cet argent que vous nous  
 “ apportez, & qui devrait vous donner dans votre  
 “ propre pays les avantages que vous cherchez dans  
 “ le nôtre?—

“ Pourquoi? Parce que cet argent est une  
 “ partie de nos produits annuels,—qu'une partie  
 “ de nos travailleurs est constamment occupée  
 “ à le tirer de nos mines,—qu'il ne nous en faut  
 “ qu'une certaine quantité pour nos besoins  
 “ intérieurs,—& que 118,800,000 livres, ajoutés  
 “ à la même somme, qui suffit aussi pour tous nos  
 “ échanges, ne feroient que doubler inutilement  
 “ le prix de tout, & diminuer de moitié celui de  
 “ l'argent seul, puisqu'il se présenteroit par-tout  
 “ 2 d'argent au lieu de 1 qui suffit à nos  
 “ échanges, comme il leur est nécessaire....

“ Si je vous disois la quantité prodigieuse de  
 “ cet argent que nous avons tiré de nos mines  
 “ depuis deux ou trois siècles!—les projets in-  
 “ sensés auxquels cette abondance nous déter-  
 “ mina, quand nous en eûmes au-delà de nos



( 60 )

“ besoins!—les mesures extravagantes que nous  
 “ primes pour le garder chez nous quand nous  
 “ nous aperçûmes qu’il pouvoit faire du bien  
 “ ailleurs, & y empêcher le mal que nous  
 “ avions dessein d’y faire!.....Cependant que  
 “ seroit-il arrivé si le succès eût répondu aux  
 “ criminels desirs qui enfantèrent ces mesures  
 “ extravagantes?—Nous serions aujourd’hui obli-  
 “ gés de donner chez nous une livre d’argent  
 “ pour bien des objets qui n’en valent pas une  
 “ partie à peine perceptible.

“ Il peut vous venir une idée à l’occasion de  
 “ ce dernier mystère que je viens de vous ré-  
 “ véler;—c’est qu’une grande partie des 11 mil-  
 “ lions 880 mille livres de produits additionnels  
 “ que vous aurez pour votre portion de bénéfice  
 “ l’année prochaine, vous seroit inutile, puisque  
 “ chaque membre de votre association a déjà tout ce  
 “ qu’il peut en consommer,—& qu’ainsi vous seriez  
 “ obligé d’en recevoir chaque année de notre pays,  
 “ la valeur en argent, & que cet argent superflu  
 “ ne serviroit qu’à doubler dans bien peu d’années  
 “ le prix de toutes vos jouissances réelles sans en  
 “ augmenter le nombre, & à diminuer de moitié  
 “ la valeur de l’argent que vous recevrez aujour-  
 “ d’hui.

( 61 )

“ Cette idée seroit pardonnable à une petite  
 “ peuplade ignorant tout, & ignorée elle-même,  
 “ dans une île inabordable à tous les autres  
 “ peuples; mais elle seroit absurde dans votre  
 “ position; car à moins d’étouffer les penchans  
 “ les plus naturels, ou de renoncer à votre raison  
 “ lorsqu’elle vous présente un moyen facile pour  
 “ satisfaire ces penchans, *en satisfaisant ceux*  
 “ *d’un autre peuple*,—voici la réponse que vous  
 “ ne manquerez pas de vous faire à vous-mêmes  
 “ après un moment de réflexion.

“ *Nous avons assez de l’ancienne quantité de*  
 “ *nos produits, cela est vrai;---nous en ferons*  
 “ *un quarantième de plus, cela est encore pro-*  
 “ *bable;---mais si cet étranger qui nous a porté*  
 “ *tant d’argent cette année, vouloit, l’année pro-*  
 “ *chaine, au lieu d’argent, nous apporter pour*  
 “ *11 millions 880 mille livres de quelques-uns de*  
 “ *ces autres produits de son pays dont il nous a*  
 “ *parlé, & qu’il voulût prendre en échange les*  
 “ *nouveaux produits du nôtre, que nous ne pour-*  
 “ *rons pas consommer, nous aurions certainement*  
 “ *pour 11 millions 880 mille livres de jouissances*  
 “ *additionnelles, qu’il seroit bien absurde de nous*  
 “ *refuser.*

“ Telle seroit la réponse que vous ne man-  
 “ querez pas de vous faire, & qui vous con-

( 62 )

“duiroit bientôt aux vrais moyens d’assurer  
 “*la réciprocité* comme la perpétuité de ces  
 “échanges dont vous venez d’apercevoir l’uti-  
 “lité ; mais il ne s’agit, pour ce moment-ci,  
 “que d’observer que vous pouvez, sans autre  
 “inconvenient que d’irriter vos fainéans d’hypo-  
 “crites, porter l’année prochaine votre repro-  
 “duction, de 475 millions 200 mille livres,  
 “à 493 millions 20 mille livres ;—& je vous  
 “promets d’avoir soin, *pour mon profit comme*  
 “*pour le vôtre*, de vous débarrasser l’année  
 “prochaine de tout ce que vous ne voudrez  
 “pas consommer.”

---

### SEPTIÈME ET DERNIÈRE ÉPOQUE.

*Besoin reconnu d'un Gouvernement ; son objet &  
 ses moyens pour tous les temps ; & ce qui en  
 résulte relativement à la richesse générale & à  
 l'aisance particulière.*

JE commencerai par reconnoître que nul autre  
 qu’un insensé ne seroit capable d’imaginer,---&  
 que nul autre qu’un homme profondément per-  
 vers, n’auroit l’impudence d’établir en principe—

( 63 )

qu’il fût possible d’arriver à la 6<sup>me</sup> époque,  
 que nous venons de parcourir, ni même à la  
 4<sup>me</sup>, dont nous sommes déjà fort loin,---  
 sans un gouvernement pourvu de l’instinct  
 ou de la somme d’expérience & de réflexion  
 nécessaire pour sentir, *au moins confusément*, la  
 justice de cette inégalité de partage, que j’ai  
 établie de 2 à 1, entre les travaux *antérieurs* &  
 les *travaux annuels*, ou, pour mieux dire, entre  
 les capitalistes & les travailleurs,---aussi bien  
 que la nécessité de l’équilibre que j’ai supposé  
 entre la valeur des produits de la terre, & celle  
 des produits de l’industrie. Mais la conviction  
 de ces deux vérités n’auroit pas suffi pour main-  
 tenir tout dans cet ordre qu’il est si essentiel de  
 conserver ; la raison ne domine pas long-temps  
 quand elle est seule ;---il falloit donc, pour que  
 la société parvînt à la 7<sup>me</sup> époque, qu’un gou-  
 vernement quelconque, quelque imparfait qu’il  
 pût être à d’autres égards, eût été, du moins  
 jusqu’alors, assez fort pour la protéger, & contre  
 les brigands intérieurs toujours prêts à se  
 montrer par-tout où la force est paralysée,---  
 & contre les hypocrites qui ne parlent jamais  
 des travailleurs sans pousser de longs soupirs  
 sur la médiocrité de leurs salaires,---*qu’ils*  
*seroient bien fâchés d’augmenter*,---& enfin,  
 contre les scélérats profonds, mais circonspects,  
 qui n’attendent pour tout usurper, s’ils le



( 64 )

peuvent, qu'un premier signe de la foiblesse du gouvernement :-- observons d'ailleurs, qu'un gouvernement ne mérite pas ce nom respectable, s'il n'existe pas dans la manière dont il est constitué, des moyens prompts & sûrs pour le fortifier dans les momens critiques & orageux, & s'il n'a pas habituellement toute la force nécessaire pour se borner à tout surveiller dans les temps ordinaires;---mais alors, faire plus que surveiller feroit une vraie preuve de foiblesse ou d'ignorance. Je supposerai cependant qu'il s'est passé un nombre considérable d'années, avant que le besoin de cette force, tantôt active, & tantôt *surveillante seulement*, se soit fait sentir à la 6<sup>me</sup> époque;---mais enfin, la 7<sup>me</sup> se dénote par des embarras d'une espèce nouvelle, auxquels il est instant de remédier *sous peine d'être en assez peu de temps renvoyés à la première époque.*---

Un étranger se présente, & dit :---

“ Vous pardonneriez la franchise d'un homme  
 “ que votre intérêt seul engage à vous parler,  
 “ puisqu'il ne vous demande rien, & que vous  
 “ vous n'avez sur sa fortune, d'autre influence  
 “ que cette influence générale que des peuples  
 “ voisins, à-peu-près sortis de la barbarie, ont  
 “ nécessairement sur la fortune les uns des  
 “ autres.---

“ Tout

( 65 )

“ Tout a prospéré chez vous aussi long-tem ps  
 “ que vous avez tous agi comme des espèces  
 “ de machines organisées de manière à se servir,  
 “ dans tous les temps, de la portion d'intelli-  
 “ gence, de force, & d'adresse, qui leur fut  
 “ départie, — pour augmenter aux moindres  
 “ frais leurs jouissances,—& favoriser, *pour leur*  
 “ *propre intérêt & sans y songer*, le développe-  
 “ ment des mêmes facultés dans toutes les  
 “ autres machines organisées de la même ma-  
 “ nière. Des dispositions mécaniques aussi  
 “ générales peuvent être dans la nature des  
 “ abeilles, mais elles ne sont pas dans la nature  
 “ des hommes; elles ne pouvoient donc pré-  
 “ sider long-temps à vos opérations réciproques;  
 “ —aussi vous pouvez observer qu'aujourd'hui  
 “ il n'est pas un seul membre de votre affoci-  
 “ ation, qui ne se soit établi le centre de tout,  
 “ —pas un seul qui ne prétende dominer tous  
 “ les autres,—& pas un seul en qui l'on puisse  
 “ soupçonner les lumières & les talens qu'il  
 “ faudroit pour donner du moins quelque plau-  
 “ sibilité à une pareille prétention—dans un  
 “ siècle & dans un pays où l'on voit tant de  
 “ demi-talens & tant de demi-lumières.  
 “ Lorsqu'un homme domine dans son mé-  
 “ tier, soit par son habileté, soit par l'igno-  
 “ rance de ses collègues, le mal n'est pas

F

( 66 )

“ grand & ne peut être long ; son exemple  
 “ & le succès de ses opérations obligent bien-  
 “ tôt les plus fainéans & les plus maladroits  
 “ de ses collègues, à s'évertuer & s'instruire  
 “ pour sortir de l'indigence, où s'empêcher  
 “ d'y tomber :—le besoin de bien faire con-  
 “ duit toujours à faire mieux,—le métier se  
 “ perfectionne, & la société entière profite de  
 “ ce qu'on appelle émulation ou rivalité.—  
 “ Mais lorsque toutes les professions, qui ne sont  
 “ cependant qu'autant de métiers, dont celui  
 “ de la guerre est le seul qui n'ait pas rougi d'en  
 “ conserver le nom,—lorsque toutes les pro-  
 “ fessions, au lieu de se renfermer *ou d'être*  
 “ *strictement* contenues dans l'exercice des fonc-  
 “ tions qui seules en constatent l'utilité,  
 “ peuvent impunément ne s'occuper que du  
 “ projet de dominer, chacune, toutes les  
 “ autres ;—lorsque tous les charlatans qui les  
 “ dominant elles-mêmes, ne brillent que par  
 “ les raisons dont ils abondent pour démontrer  
 “ l'absurdité d'un pareil projet *dans toute autre*  
 “ *profession que celle qu'ils dirigent*, & dont  
 “ ils se flattent de faire l'instrument de leur  
 “ propre ambition,—il faut bien alors que la  
 “ défiance s'empare de tous les esprits & que  
 “ tout s'arrête, puisque chacun trouve par-tout

( 67 )

“ la même résistance comme le même dessein,—  
 “ le dessein de conserver tout son pouvoir, & de  
 “ l'augmenter de celui de tous les autres :—mais  
 “ qu'en résultera-t-il enfin ?—Qu'au moindre  
 “ mouvement de celui qui se croira le plus fort  
 “ ou le plus adroit, tout sera bouleversé.—

“ Cependant, pour sortir d'une crise aussi  
 “ dangereuse, & prévenir les maux incalculables  
 “ dont vous êtes menacé,—il ne vous manque  
 “ que deux choses,—UN GOUVERNEMENT ET  
 “ QUELQUE ARGENT :—*un gouvernement dont*  
 “ *l'organisation justifie l'inaction & commande la*  
 “ *confiance des nations étrangères, & dont la force*  
 “ *ne laisse à vos charlatans de toutes les pro-*  
 “ *fessions, que la liberté de se plaindre & de*  
 “ *regretter l'ordre de choses qui mécontentoit tout*  
 “ *le monde sans les excepter.*—Quant à l'argent  
 “ nécessaire pour maintenir un gouvernement  
 “ capable de remplir ces deux objets, il n'est  
 “ pas encore temps de s'en occuper ; on ne  
 “ peut à cet égard rien dire de satisfaisant, avant  
 “ d'avoir mis sous vos yeux le tableau de votre  
 “ situation dans la sixième époque de votre  
 “ histoire, & celui de l'état où vous êtes au-  
 “ jourd'hui sous tout autre point de vue que  
 “ celui de la crise à laquelle il est instant de  
 “ remédier.

F 2

( 68 )

“ 1°. Vous n'aviez que six cents mille fa-  
 “ milles à la fin de la sixième époque, la date  
 “ précise de l'année est bien indifférente, mais  
 “ cette année exista indubitablement :—je con-  
 “ viens qu'il feroit impossible de dire positive-  
 “ ment combien vous avez de familles au-  
 “ jourd'hui :—mais si l'on peut en juger par la  
 “ quantité d'associations qui se sont jointes à la  
 “ vôtre,---par la quantité de terres cultivées  
 “ où vous n'aviez que des forêts, par celle des  
 “ villages où l'on ne voyoit que quelques  
 “ cabanes, par celle des villes où l'on ne trouvoit  
 “ que des villages,—il me semble qu'on ne  
 “ s'éloignera pas beaucoup de la vérité, si, au  
 “ lieu des 600 mille familles, on en suppose  
 “ 6 millions.

“ 2°. Le produit général du travail des six  
 “ cents mille familles, tant sur la terre que dans  
 “ l'industrie, à la sixième époque, étoit de 493  
 “ millions 20 mille livres (v. p. 62) ;—celui de  
 “ vos six millions de familles, devoit donc, dans  
 “ cette proportion, être seulement de 4 mil-  
 “ liards 930 millions 200 mille livres :—mais  
 “ comme on voit aujourd'hui chez vous en  
 “ fabots, bien des gens qui alloient pieds nuds  
 “ à la sixième époque, & en fouliers—beaucoup  
 “ de ceux qui n'avoient que des sabots, &c. je

( 69 )

“ crois qu'on peut assez raisonnablement porter  
 “ votre revenu général actuel à 5 milliards ;—  
 “ & j'adopte d'autant plus volontiers cette  
 “ évaluation, qu'une autre un peu plus exacte  
 “ étant absolument indifférente à l'essentiel de  
 “ notre objet, celle-ci facilite des calculs dont  
 “ il n'est pas possible de se dispenser.

“ 3°. Rappeliez-vous que l'étranger qui, à la  
 “ fin de votre sixième époque, vous prêta  
 “ 118 millions 800 mille livres, vous prouva  
 “ qu'ils devoient suffire à la circulation de votre  
 “ revenu d'alors, & ils suffirent en effet :---il  
 “ sembleroit donc qu'il suffiroit aussi de décu-  
 “ pler cette somme pour trouver celle que vous  
 “ avez actuellement pour la circulation d'un  
 “ revenu qu'on peut supposer décuple, &  
 “ subvenir aux échanges annuels de vos pro-  
 “ priétés comme de leurs produits :--- mais  
 “ l'ignorance où vous étiez des moyens les  
 “ plus infallibles pour avoir toujours au mo-  
 “ ment du besoin tout l'argent nécessaire,---des  
 “ préjugés à cet égard encore plus funestes que  
 “ l'ignorance,—& sur-tout beaucoup d'injustices  
 “ publiques & particulières, les unes tolérées,  
 “ les autres considérées comme ressource,---vous  
 “ ont surchargé d'une quantité d'espèces qui vous  
 “ sont devenues nécessaires par une suite de ces

( 70 )

“ fausses mesures; je crois donc être autorisé  
 “ à supposer que vous avez dans votre circula-  
 “ tion environ deux milliards, au lieu de 12 à  
 “ 15 cents millions seulement que vous devriez  
 “ avoir.---La différence est bien grande de  
 “ 2 milliards aux 118 millions 800 mille  
 “ livres de la sixième époque :---mais ce qu'il  
 “ est plus essentiel de remarquer, c'est, que  
 “ ces deux milliards vous sont arrivés sans que  
 “ vous puissiez dire comment, & malgré vos  
 “ préjugés sans nombre, & vos injustices mul-  
 “ tipliées; — supposez le contraire, — l'argent  
 “ trouvera-t-il plus de difficulté à s'introduire ?

“ 4°. Votre revenu général, terre & in-  
 “ dustrie, étant de 493 millions 20 mille livres  
 “ à la fin de la sixième époque,---celui de la  
 “ terre seule n'étoit donc alors que de 246 mil-  
 “ lions 510 mille livres,---dont le tiers (82 mil-  
 “ lions 170 mille livres) appartenoit au pro-  
 “ priétaire ou capitaliste territorial, & ne pouvoit  
 “ alors être vendu qu'au denier 20 :---il ne  
 “ valoit donc alors qu'un milliard 643 millions  
 “ 400 mille livres :---or observez qu'avant ces  
 “ troubles intérieurs qui ont tout dénaturé chez  
 “ vous, le revenu total de votre terre seule étoit  
 “ d'environ 2 milliards 500 millions,---& que  
 “ la portion du propriétaire territorial étoit de  
 “ 833 millions 333 mille 333 livres, qu'il pou-

( 71 )

“ voit vendre au denier 30 au lieu du denier 20 :  
 “ ---cette portion, qui ne valoit qu'un milliard  
 “ 643 millions 400 mille livres à la sixième  
 “ époque, valoit donc, avant vos troubles, près  
 “ de 25 milliards;---& les capitaux de votre  
 “ industrie étoient également augmentés dans  
 “ la proportion qui existera toujours entre leur  
 “ valeur & celle des capitaux consacrés à la  
 “ terre.---

“ *Mais, direz-vous, qu'importe la valeur des*  
 “ *capitaux ?---c'est leur produit seul qui doit*  
 “ *fournir annuellement aux frais d'un gouverne-*  
 “ *ment;---l'énormité de ces frais nous épouvante;---*  
 “ *on parle d'y sacrifier un quinzième de la valeur*  
 “ *de nos produits tant de la terre que de l'in-*  
 “ *dustrie :---*

“ C'est positivement à ce point que je voulois  
 “ vous amener; & je n'ai pas dessein de vous  
 “ flatter, car je vous assure qu'il faudra non pas  
 “ en sacrifier, mais en donner davantage, à  
 “ moins de commettre beaucoup d'iniquités,  
 “ & de vous priver de beaucoup d'objets sans  
 “ lesquels un bon gouvernement ne peut pas  
 “ subsister.—*Mais que vous importe le prétendu*  
 “ *sacrifice & son étendue, pourvu qu'après que*  
 “ *vous l'aurez fait, il vous reste la même somme.*

( 72 )

“ *que vous aviez avant de le faire?*—Ce que je  
 “ vous dis vous paroît impossible; cependant  
 “ rien n’est plus aisé, si vous n’écoutez ni les char-  
 “ latans, ni les hypocrites, ni les trembleurs,—  
 “ *Et que vous rendiez exactement justice à tout le*  
 “ *monde:* vous allez en convenir, après que nous  
 “ nous serons bien entendus sur quelques autres  
 “ points de cette grande question.

“ L’argent qui circule n’est essentiellement  
 “ dans la main de celui qui le donne comme de  
 “ celui qui le reçoit, que *la représentation con-*  
 “ *venue d’un travail quelconque, ANTERIEUR,*  
 “ *ACTUEL ou FUTUR, PASSAGER ou CONSTANT*  
 “ (v. sixième époque);—la somme de contribu-  
 “ tion ou d’argent qu’il faut donner pour former  
 “ & pour entretenir un gouvernement, n’est donc  
 “ rien de plus ni de moins que la représentation  
 “ supposée du travail *particulier* qu’auroient pu  
 “ faire pour eux-mêmes & pour leurs familles,  
 “ tous ceux qui voudront bien recevoir cet  
 “ argent comme un dédommagement de la  
 “ valeur de ce travail *particulier* qu’ils auroient  
 “ fait, & comme une récompense de l’obligation  
 “ qu’ils contractent d’en faire un autre, c’est-  
 “ à-dire, de remplir dans les temps ordinaires,  
 “ les fonctions attachées *ordinairement* aux pro-  
 “ fessions religieuses, civiles, militaires, & autres—

( 73 )

“ dont l’ensemble constitue & garantit la for-  
 “ tune & l’état d’un peuple bien gouverné.—

“ Supposons maintenant que le nombre de  
 “ ces hommes *nécessaires* chez vous, soit de 350  
 “ à 360 mille individus tant subalternes que  
 “ chefs, directeurs, surveillans, &c.—ces 360  
 “ mille individus dans une population telle  
 “ que la vôtre, suffisamment garnie de tra-  
 “ vailleurs & de capitalistes, représentent bien  
 “ réellement 360 mille familles;—combien  
 “ donc doivent-ils recevoir comme représenta-  
 “ tion de leur travail *particulier* dont leurs  
 “ familles ne profiteront plus, puisqu’ils vont  
 “ l’abandonner pour se livrer entièrement aux  
 “ travaux qui intéressent *la généralité*;—tra-  
 “ vaux dont jusqu’ici l’on s’acquittoit fort mal,  
 “ parce qu’on fait toujours fort mal, tout ce  
 “ qu’on fait à tour de rôle,—après de longs in-  
 “ tervalles,—& sans être payé? Rien, ce me  
 “ semble, n’est plus facile à déterminer:—

“ Le produit général des travaux particu-  
 “ liers de vos 6 millions de familles, tant  
 “ capitalistes que travailleurs, est supposé cinq  
 “ milliards;—la représentation du travail par-  
 “ ticulier de 360 mille individus qui repré-  
 “ sentent autant de familles, & qui vont se

( 74 )

“ consacrer au travail de tous, étoit donc, avant  
 “ le sacrifice proposé, d'environ 300 millions :—  
 “ donc, en leur assignant cette somme, vous ne  
 “ ferez à leur égard ni avarés, ni prodigues, ni  
 “ généreux ; vous ferez justes ; vous leur don-  
 “ nerez ce qui leur sera dû comme dédommage-  
 “ ment, salaires, appointemens, gages, hono-  
 “ raires,—n'importe le mot, pourvu qu'ils soient  
 “ exactement payés—& distribués parmi les  
 “ 360 mille individus, dans les proportions  
 “ dictées par l'importance ou la facilité des  
 “ opérations dont chacun d'eux sera chargé.—  
 “ 300 millions sont une somme considérable  
 “ sans doute ;—& cependant, pour exiger que  
 “ les fonctions ou devoirs de ces 360 mille  
 “ individus, soient toujours remplis avec exacti-  
 “ tude, décence, & un zèle soutenu,—il faut,  
 “ indépendamment de ces 300 millions destinés  
 “ à payer leur nourriture, entretien, & autres  
 “ frais dont ils seront chargés,—il faut, dis-je,  
 “ une quantité prodigieuse d'établissmens de  
 “ toute espèce, qui demanderoient une somme  
 “ énorme, s'il falloit les construire.—Heureuse-  
 “ ment ! votre pays est convert de bâtimens à  
 “ vendre,—de bâtimens qu'il est facile d'appro-  
 “ prier aux différens services dont vous avez  
 “ besoin,—de bâtimens que l'espèce d'anarchie  
 “ où vous êtes, oblige les propriétaires d'offrir

( 75 )

“ à moitié prix :—ne vous laissez pas séduire  
 “ par ce prétendu bon marché ;—soyez encore  
 “ justes pour votre propre intérêt, & observez  
 “ que c'est votre faute à tous, si la valeur de ces  
 “ différentes propriétés dont vous avez besoin,  
 “ est tombée de 4 milliards à 2 ;—*or cette*  
 “ *valeur n'a pu tomber ainsi sans dégrader toutes*  
 “ *les autres dans la même proportion ;*—un bon  
 “ gouvernement doit les relever toutes :—ces  
 “ établissemens qui vous sont nécessaires, valoient  
 “ 4 milliards avant vos troubles ; n'hésitez donc  
 “ pas à les acquérir, au moyen d'un intérêt  
 “ annuel & perpétuel de 200 millions ;—intérêt  
 “ qui représentera jusqu'à la destruction de votre  
 “ agriculture & de votre industrie, une pro-  
 “ priété réelle de 4 milliards dans quelques  
 “ mains qu'elle puisse passer :—*propriété d'au-*  
 “ *tant plus précieuse aux gens sages & peu for-*  
 “ *fortunés qui font quelques épargnes sur leurs sa-*  
 “ *laire, qu'elle est plus divisible sans se dété-*  
 “ *riorer,—qu'elle est plus facile & moins coûteuse*  
 “ *à transmettre qu'aucune autre,—que ces gens*  
 “ *sages & peu fortunés peuvent chaque jour en ache-*  
 “ *ter pour le montant de la somme qu'ils auront*  
 “ *épargnée,*—ET QUE CETTE ACQUISITION NE  
 “ LES DÉTOURNERA PAS DES SOINS QU'ILS  
 “ DOIVENT AU GENRE D'OCCUPATION QU'ILS  
 “ AURONT EMBRASSÉ.....Au nom de ces gens



[ 76 ]

“ sages, & peu fortunés, qui travaillent encore  
 “ & savent toujours épargner,—& même au  
 “ nom de ceux qui après une vie laborieuse &  
 “ sage veulent enfin se reposer,—n’écoutez aucun  
 “ de ceux qui vous proposeront de la racheter,  
 “ de la rembourser, ou de la réduire cette pré-  
 “ cieuse propriété,—*la seule que tous ces gens*  
 “ *qui auront le plus mérité de la société entière,*  
 “ *puissent, en mourant, laisser sans inquiétude à*  
 “ *leurs enfans hors d’état de travailler.*

“ Il faut maintenant répondre à une objection  
 “ très-naturelle :—*si 360 mille individus qui*  
 “ *représentent autant de familles, tant de capi-*  
 “ *talistes que de travailleurs, abandonnent leurs*  
 “ *travaux particuliers, & que cette somme de leurs*  
 “ *travaux particuliers montât à celle de 300*  
 “ *millions dans la reproduction générale,—on*  
 “ *trouvera donc dans cette reproduction un vide de*  
 “ *6 pour cent.—Cette reproduction ne sera plus que*  
 “ *de 4 milliards 700 millions ;—ôtez de cette somme*  
 “ *les 500 millions de la contribution proposée, les*  
 “ *propriétaires du revenu général seront donc ré-*  
 “ *duits à 4 milliards 200 millions :—que devient*  
 “ *mon assertion (p. 71) QU’APRÈS LE SACRIFICE*  
 “ *DE LA CONTRIBUTION PROPOSÉE IL VOUS*  
 “ *RESTERA LA MÊME SOMME QUE VOUS AVIEZ*  
 “ *AVANT DE LE FAIRE ?*

( 77 )

“ Vous trouverez la réponse à cette objection  
 “ dans celles que vous serez obligés de faire  
 “ vous-mêmes aux questions suivantes ;—& ce  
 “ fera la conséquence nécessaire de vos réponses,  
 “ qui vous prouvera la justesse de mon asser-  
 “ tion.---

“ N’est-il pas vrai que vous êtes obligé de  
 “ consacrer, ou pour mieux dire, de perdre une  
 “ semaine sur 5 ou sur 6, à ces occupations, à  
 “ ces travaux qui intéressent la généralité,---  
 “ à ces travaux, à ces occupations que vous  
 “ reconnoissez indispensables pour empêcher les  
 “ brigands de toutes les espèces, d’anéantir vos  
 “ propriétés, & de vous obliger à la fin de  
 “ devenir des brigands vous-mêmes ?”

*Cela est vrai.*

“ N’est-il pas vrai que très-souvent, lorsque  
 “ vous revenez de ces occupations, vous êtes  
 “ des jours entiers avant de vous livrer avec  
 “ la même activité, le même plaisir, & le même  
 “ succès, à vos occupations ordinaires, à vos  
 “ travaux particuliers ?”

*Cela est vrai.*

“ N’est-il pas vrai que ces travaux publics,  
 “ ces occupations générales auxquelles vous



“ êtes moins propres & moins rompus qu'à vos  
“ occupations particulières, souffrent souvent  
“ & de votre inexactitude au moment du besoin  
“ & de votre maladresse à vous en acquiter,  
“ après les 5 ou 6 semaines où vous n'avez été  
“ occupé que des vôtres ?”

*Cela est vrai.*

“ N'est-il pas vrai que si l'on vous proposoit  
“ un moyen de faire toujours, & sans inquiétude,  
“ ce que vous faites bien & avec facilité, & qui  
“ vous dispensât de la nécessité de faire trop  
“ souvent ce que vous faites mal & presque  
“ toujours avec répugnance,---n'est-il pas vrai  
“ qu'il y auroit de la folie à rejeter ce moyen ?

*Cela est vrai, mais pourvu qu'il ne fût pas trop  
dispendieux.*

“ N'est-il pas vrai que si ce moyen n'excède  
“ pas annuellement la valeur des huit à dix se-  
“ maines que vous perdez chaque année à faire  
“ ce que vous faites mal & avec dégoût, vous  
“ gagnerez, outre le montant de cette perte  
“ bien réelle, l'avantage de faire constamment,  
“ avec plaisir, & avec facilité, ce que vous  
“ savez bien faire ?

*Cela est vrai.*

“ Hé bien, calculez la somme que vous  
“ produiroient vos huit à dix semaines perdues,  
“ si elles étoient bien employées ;---joignez-  
“ y celle des jours entiers que vous perdez  
“ avant de vous remettre avec vigueur à vos  
“ travaux particuliers ;---comptez aussi la dé-  
“ pense que vous faites de vos produits annuels,  
“ pendant ces 8 à 10 semaines & tant de jours  
“ perdus, comme s'ils étoient employés à aug-  
“ menter la quantité, ou perfectionner la qualité  
“ de vos produits ;---n'oubliez pas enfin ce qui  
“ doit résulter de l'habitude constante d'un  
“ même travail, & de l'affurance de n'en être  
“ jamais arraché que par votre propre vo-  
“ lonté d'en essayer un autre ;---calculez, dis-je,  
“ & voyez si tous ces objets réunis ne vous  
“ rendent pas le double des frais d'un gouverne-  
“ ment qui ne vous coûtera que cinq cents  
“ millions.---Je demeurerai donc beaucoup au-  
“ dessous de la vérité en portant votre revenu  
“ général à 5 milliards 500 millions, lorsque  
“ vous serez en pleine jouissance de ce bon gou-  
“ vernement,—qui se trouvera d'autant plus so-  
“ lidement établi, qu'il ne vous coûtera pas  
“ annuellement au-delà des 500 millions que  
“ son établissement ajoutera chaque année à  
“ votre reproduction,---& qu'il laissera, comme  
“ j'avois osé le dire, à votre libre disposition,

( 80 )

“ la même somme de 5 milliards, que vous aviez  
 “ avant ce prétendu sacrifice.

“ Nous pouvons maintenant songer à l'argent  
 “ dont vous serez obligé de faire la dépense,—  
 “ à cet argent qu'il faudra trouver,—à la quan-  
 “ tité d'espèces qu'il faudra nécessairement ajou-  
 “ ter à votre circulation, pour avoir exactement  
 “ chaque année, jusqu'à la destruction de votre  
 “ agriculture & de votre industrie, les 500  
 “ millions qu'il faudra payer chaque année, tant  
 “ à ce gouvernement qui protégera tout, qu'aux  
 “ différens créanciers de l'Etat, qui en auront  
 “ complété les moyens : c'est le second objet  
 “ dont j'avois ( p. 67 ) renvoyé l'examen après  
 “ l'éclaircissement des différens points dont nous  
 “ venons de nous occuper ;—

“ Je commencerai par vous rappeler que vos  
 “ 2 milliards de numéraire suffisoient avant vos  
 “ troubles, à la circulation d'un revenu terri-  
 “ torial & industriel de 5 milliards :—

“ Or, il vient d'être prouvé, par vos propres  
 “ réponses, que ce revenu—cette reproduction  
 “ annuelle de 5 milliards—fera de 5 milliards  
 “ 500 millions, lorsque vous aurez un bon gou-  
 “ vernement bien solidement établi ; —ce fera  
 “ donc un dixième de revenu que vous aurez de  
 “ plus à faire circuler :—

“ Donc

( 81 )

“ Donc il suffira d'ajouter à votre numéraire  
 “ actuel, le dixième des deux milliards qui le  
 “ composent—c'est - à - dire 200 millions ;—&  
 “ cette dépense faite *une seule fois* (ce qu'il est  
 “ essentiel d'observer) suffira pour assurer à per-  
 “ pétuité la circulation de votre reproduction  
 “ annuelle, augmentée cependant de 500 mil-  
 “ lions.

“ Maintenant cherchez,---& j'ose vous assu-  
 “ rer que vous trouverez---une espèce de con-  
 “ tribution ou d'impôt, capable de retirer (sans  
 “ faire le moindre tort à qui que ce soit) de  
 “ chaque objet de votre reproduction,---le di-  
 “ xième de sa valeur, pour le remettre chaque  
 “ année dans la main du gouvernement---qui ne  
 “ le recevra que pour le distribuer le plus tôt  
 “ possible, à ceux qui le renverront aussi vite  
 “ dans votre circulation,---pour recommencer  
 “ le même cours l'année d'après & les suivantes.

“ Or le dixième d'une reproduction annuelle  
 “ de 5 milliards 500 millions, est certainement  
 “ 550 millions.

“ Or vous n'aviez besoin d'ajouter à la con-  
 “ tribution annuelle de 500 millions reconnue  
 “ nécessaire, que 10 millions d'intérêt, qui fe-  
 “ ront dus aux prêteurs des 200 millions qu'il  
 “ faudra emprunter pour les ajouter à la circu-  
 “ lation de votre revenu augmenté d'un di-  
 “ xième :---

G

( 82 )

“ Donc vous trouverez dans la contribution  
 “ d’un dixième seulement de votre revenu, un  
 “ excédent de quarante millions :---négligeons  
 “ cet excédent pour arriver au but principal, &  
 “ conclure enfin---que dans la supposition ad-  
 “ mise d’un revenu général de 5 milliards, dont  
 “ la circulation n’exigeoit que deux milliards  
 “ de numéraire, il suffit d’y ajouter, *une fois pour*  
 “ *toutes*, deux cents millions d’espèces, pour  
 “ assurer à perpétuité, non-seulement l’augmen-  
 “ tation d’un dixième de ce revenu, mais encore  
 “ la perception d’une contribution annuelle de  
 “ 500 & tant de millions ;---*contribution néces-*  
 “ *saire pour former & établir solidement un gou-*  
 “ *vernement capable de garantir à chacun la jouis-*  
 “ *sance paisible de toutes ses propriétés,—& la*  
 “ *fin si désirable de cet état scandaleux, où le*  
 “ *défaut d’un bon gouvernement vous avoit plongé.*  
 “ Examinez non-seulement si la chose est ainsi,  
 “ mais s’il n’est pas impossible qu’elle soit autre-  
 “ ment.”---

*Mais qui voudra prêter ces 200 millions ?---*

“ Pas un homme raisonnable, aussi long-temps  
 “ que vous n’aurez pas un bon gouvernement,---  
 “ *un gouvernement assez fort pour empêcher ou*  
 “ *punir les injustices, ET ASSEZ BIEN ORGANISÉ*

( 83 )

“ POUR N’OSER S’EN PERMETTRE A LUI-MÊME:---  
 “ je vous préviens que cette dernière condition  
 “ est aussi nécessaire que l’autre, si vous ne vou-  
 “ lez pas, avant bien peu d’années, être préci-  
 “ pités, sans espoir de retour, dans un état pire  
 “ que celui où vous êtes ;---mais avec le gou-  
 “ vernement que je vous recommande, vous  
 “ trouverez ces 200 millions dans la main de  
 “ 20 & 30 capitalistes, qui disposent de tous les  
 “ autres dans les pays bien gouvernés,—& qui  
 “ trouveront ensuite leur intérêt à transmettre  
 “ la créance qu’ils auront sur vous en la parta-  
 “ geant entre des milliers d’acheteurs, qui ne  
 “ manquent jamais dans aucun pays bien gou-  
 “ vernés, parce que, dans tous les pays bien  
 “ gouvernés, il existe toujours autant de gens  
 “ qui ont besoin d’acheter, qu’il en existe de  
 “ ceux qui ont besoin de vendre ; & que c’est  
 “ toujours le plus ou le moins de force & de  
 “ justice raisonnée & *reconnue* dans les gou-  
 “ vernemens, qui décide du plus ou du moins  
 “ de cette facilité de vendre quoi que ce soit, ou  
 “ de l’acheter.

#### ÉVÉNEMENT A PRÉVOIR.

“ Votre gouvernement sera donc assez fort  
 “ & assez bien organisé pour retenir les brouil-  
 “ lons intérieurs dans l’ordre, ou les y faire bien-

“ tôt rentrer;---mais rien ne peut encore le  
“ garantir de l'ambition peu éclairée des Puif-  
“ sances étrangères,---qui n'ont peut-être pas  
“ encore été assez châtiées de leurs erreurs pour  
“ y avoir sincèrement renoncé;---les mesures  
“ vigoureuses qu'il faudra bien leur opposer,  
“ vous coûteront, je suppose, un milliard dans  
“ un espace de 3 ans, *indépendamment de la con-  
“ tribution annuelle des 500 millions destinés à  
“ l'entretien de votre gouvernement.*---

“ Dans cette supposition la première question  
“ sera---

“ *De quelle manière le gouvernement doit-il  
“ pourvoir à cette dépense extraordinaire ?*

“ La seconde question---

“ *Quel effet doit produire sur votre état futur,  
“ & sur votre revenu porté jusqu'à 5 milliards  
“ 500 millions, cette dépense extraordinaire d'un  
“ milliard, dans le court espace de 3 ans ?*

“ Je réponds à la première question :---

“ Vous n'imaginerez pas sans doute qu'il  
“ fût raisonnable, possible, encore moins pra-  
“ ticable, de tirer annuellement de votre re-

“ venu, les 333 millions quelques cent mille  
“ livres qu'il vous faudra chaque année pour  
“ soutenir la crise;---si cette idée se présentait  
“ à quelqu'une de vos têtes brûlantes, le froid  
“ bon sens diroit bien vite aux autres,---que vous  
“ n'avez 5 milliards 500 millions de revenu  
“ assuré, que parce que toutes les parties qui  
“ composent ce revenu, trouvent tous les ans  
“ des acheteurs en état de les payer:---donc si  
“ vous enleviez annuellement à ces acheteurs,  
“ 333 millions & quelques cents mille livres des  
“ moyens qu'ils avoient pour acheter,---cette  
“ partie de votre revenu qu'ils consommoient,  
“ & qui resteroit nécessairement invendue, ne  
“ feroit pas reproduite l'année d'après;---car on  
“ ne reproduit jamais que les objets dont on est  
“ moralement sûr de se défaire avec avantage;---  
“ il s'agit donc de trouver le moyen de subvenir  
“ aux besoins de l'Etat, sans diminuer la vente  
“ de quoi que ce soit, puisque c'est de la conti-  
“ nuité de cette vente que dépend la continuité  
“ de votre revenu,---& celle de votre contribu-  
“ tion ordinaire & nécessaire de 500 millions:---

“ Pour trouver ce moyen dans la supposition  
“ actuelle, nous partons heureusement de cette  
“ base essentielle que nous avons solidement  
“ établie; & nous ne doutons point que ce bon

( 86 )

“ gouvernement si solidement établi & si bien  
 “ organisé, aura tout le crédit nécessaire pour  
 “ emprunter dans les trois ans de la crise, le  
 “ milliard dont il aura besoin pour la soutenir,—  
 “ *Et qu'il ne l'aura point emprunté sans assurer*  
 “ *aux prêteurs 50 millions d'intérêt, en portant*  
 “ *la contribution annuelle de 500 millions à 550*  
 “ *millions—*

“ La première question clairement répondue,  
 “ je vais passer à la seconde,—

“ *Quel effet doit produire sur votre état futur,*  
 “ *Et sur votre revenu général porté jusqu'à 5 mil-*  
 “ *liards 500 millions, cette dépense extraordinaire*  
 “ *d'un milliard dans le court espace de 3 ans?*  
 “ Voici la réponse :—

“ J'ai supposé (p. 81.) que vous cherchiez,  
 “ & que vous trouveriez une espèce de contri-  
 “ bution ou d'impôt, qui porteroit nécessaire-  
 “ ment sur toutes les parties de votre revenu  
 “ général, afin d'en ôter le dixième dont vous  
 “ aviez besoin pour l'établissement & l'entretien  
 “ de votre gouvernement ;—mais dans la crise  
 “ dont il s'agit, vous n'avez pas même stricte-  
 “ ment besoin du centième de votre revenu,  
 “ puisqu'il ne faut que cinquante millions d'in-  
 “ térêt pour les prêteurs, & que le centième  
 “ de votre revenu vous donneroit 55 millions ;

( 87 )

“ difons cependant le centième :—qu'en résul-  
 “ tera-t-il ?—

“ 1°. Les producteurs de ce revenu, dont  
 “ l'impôt prend le centième, ne seroient pas en  
 “ état de soutenir la dépense nécessaire pour  
 “ continuer la reproduction, s'ils ne trouvoient  
 “ un moyen de se rembourser de l'impôt,  
 “ & des frais qu'il leur occasionnera ;—ainsi  
 “ donc, ils ne manqueront pas d'ajouter un cen-  
 “ tième à chaque valeur de 100, ce qui la por-  
 “ tera à 101, & élèvera conséquemment le prix  
 “ du total de ce revenu de 5 milliards 500 mil-  
 “ lions, à celui de 5 milliards 555 millions ;  
 “ le producteur n'aura donc rien perdu comme  
 “ producteur,—il ne perdra comme consumma-  
 “ teur, que la somme qu'il doit perdre à ce titre,  
 “ & il y a tout à parier qu'il ne s'en appercevra  
 “ pas.

“ 2°. L'Etat, après la crise, sera comme il  
 “ étoit avant,—tranquille & prospère ;—& le  
 “ revenu général augmenté de 55 millions,  
 “ donnera aux propriétés qui fournissent ce  
 “ revenu, une valeur additionnelle, au moins  
 “ de 20 fois la somme du revenu additionnel qui  
 “ sera dû à l'impôt ;—or ce revenu additionnel  
 “ étant de 55 millions, qui, multipliés par 20,

“ donnent un milliard 100 millions,—la masse  
 “ générale des propriétés de la nation aura donc  
 “ visiblement acquis, *par le moyen de l'impôt,*  
 “ une valeur additionnelle égale au milliard  
 “ emprunté pendant la crise,---comme le revenu  
 “ général fera visiblement augmenté de tout le  
 “ montant de l'intérêt qu'on sera obligé de  
 “ payer aux prêteurs.---

“ 3°. Le prêteur, ayant prêté son argent au  
 “ gouvernement pour défendre l'Etat, au lieu  
 “ de le prêter à des particuliers pour augmenter  
 “ leur fortune, aura son hypothèque sur toutes  
 “ les propriétés que son argent aura défendues,  
 “ au lieu de l'avoir sur les 50, ou sur les 1000,  
 “ qu'il auroit enrichies;---conséquemment la  
 “ nation dans son total ne fera pas moins riche  
 “ qu'elle n'étoit avant la crise;---elle n'aura  
 “ perdu que les jambes, les bras, les têtes que  
 “ la crise aura coûté,---ce qui réduit tout à cette  
 “ question,---*la crise pouvoit-elle s'éviter?*---

“ 4°. Enfin, le revenu général n'étant aug-  
 “ menté que d'un centième,—ne pouvant con-  
 “ séquemment exiger, pour sa nouvelle circu-  
 “ lation, qu'une addition du centième de l'an-  
 “ cienne,—& l'ancienne n'étant que de 2 mil-  
 “ liards 200 millions ( v. p. 81 )—il aura donc

“ visiblement suffi d'ajouter *une fois pour toutes,*  
 “ 22 millions à l'ancienne circulation, pour  
 “ assurer aux prêteurs jusqu'à la destruction de  
 “ l'agriculture & de l'industrie nationale, le  
 “ paiement d'un intérêt annuel de 50 millions—  
 “ & pour donner à la masse générale des pro-  
 “ priétés nationales, une valeur additionnelle  
 “ d'un milliard, montant de l'emprunt nécessité  
 “ par la crise.—Et il en feroit ainsi, & dans la  
 “ même proportion, de tous les capitaux que le  
 “ gouvernement pourroit être, par la suite, obligé  
 “ d'emprunter.

“ *Mais, dites-vous, si le gouvernement emprunte*  
 “ *sans cesse, il y aura bien un terme fatal où il*  
 “ *sera impossible de payer l'intérêt des sommes*  
 “ *empruntées...*

“ Je ferai deux réponses à cette objection.

“ 1°. Il feroit aussi absurde de supposer dans  
 “ les hommes une continuité d'extravagance,  
 “ qu'une continuité de sagesse. Je supposerai  
 “ donc, que dans l'espace d'un siècle, votre  
 “ pays n'éprouvera pas, soit par sa propre faute,  
 “ soit par celle des autres nations, au-delà de  
 “ quinze accès de folie pareille à celle dont nous  
 “ venons de présenter le remède;—j'admettrai

( 90 )

“ même ce qu'on peut démontrer impossible,—  
 “ que dans vos 15 intervalles de bon sens & de  
 “ paix, votre revenu général ne sera pas aug-  
 “ menté réellement, de manière à vous dédom-  
 “ mager de vos 15 accès de folie :—mais obser-  
 “ vez que ces 15 accès, à 1 p. c. d'enchérisse-  
 “ ment chacun, ne feroient en tout que 15 p. c.  
 “ d'enchérissement sur le total de votre revenu  
 “ pendant un siècle—(toutefois avec l'espèce  
 “ d'impôt que je vous ai recommandé de chercher—  
 “ les autres sont plus coûteux)—Quel feroit donc  
 “ le capitaliste territorial qui pourroit, à la fin  
 “ du siècle, se plaindre d'acheter tout de l'indus-  
 “ trie, 15 p. c. plus cher,—quand il lui vendroit  
 “ 15 p. c. plus cher, le total des produits de sa  
 “ terre ?—quel feroit le travailleur qui se plain-  
 “ droit d'acheter les marchandises enchéris de  
 “ 15 p. c., quand il vendroit son travail 15 p. c.  
 “ plus cher qu'il ne le vendoit au commence-  
 “ ment du siècle ?—Et quelle feroit la nation  
 “ étrangère qui refuseroit d'acheter la même  
 “ quantité & qualité de vos produits enchéris  
 “ de 15 p. c., quand elle pourroit vous donner  
 “ en échange la quantité & qualité correspon-  
 “ dante de ses produits enchéris dans la même  
 “ proportion ?..... J'avoue que ce raisonnement  
 “ est trop simple pour convaincre les gens qui  
 “ ont beaucoup d'esprit & un grand intérêt à

( 91 )

“ tout compliquer, pour se faire des êtres impor-  
 “ tans & difficiles à remplacer ;— cependant  
 “ examinez, réfléchissez, & vous verrez qu'il  
 “ ne s'agit pour vous que de chercher & de  
 “ TROUVER L'ESPÈCE D'IMPÔT QUI FRAPPE  
 “ VISIBLEMENT ET INÉVITABLEMENT SUR  
 “ TOUTES LES PARTIES DE VOTRE REVENU,  
 “ POUR LES ENCHÉRIR TOUTES AINSI QUE LE  
 “ TRAVAIL, LE PLUS TÔT POSSIBLE, AU MÊME  
 “ TAUX, ET PROPORTIONNELLEMENT A VOS  
 “ BESOINS.

“ 2°. Lorsque vous parlez d'un terme fatal,  
 “ où il seroit impossible de payer l'intérêt des  
 “ sommes empruntées, vous ne songez sans doute  
 “ qu'à des Ministres qui peuvent, avec des pré-  
 “ ambules, faire tout impunément, sans com-  
 “ promettre rien de plus que la nation, & le mal-  
 “ heureux que sa naissance condamne à la repré-  
 “ senter !—Ou bien vous parlez d'usurpateurs  
 “ de hasard, incertains de la durée de leur domi-  
 “ nation,—empressés d'extorquer sous le masque  
 “ & le nom d'emprunteurs, & égorgeant qui-  
 “ conque tente ou tenta d'échapper à leurs ex-  
 “ tortions ;—ce n'est ni l'un ni l'autre de ces  
 “ deux fléaux que je vous ai proposé ;—je ne  
 “ vois entre eux d'autre différence que le plus  
 “ ou le moins de rapidité avec lequel ils vous



“ entraîneroient nécessairement vers le même,  
“ but,—*la confusion de tout, & finalement la*  
“ *destruction de toute espèce de principe & de pro-*  
“ *priété.*”

“ LE GOUVERNEMENT QUE JE VOUS AI RE-  
“ COMMANDÉ, EST UN GOUVERNEMENT ASSEZ  
“ BIEN ORGANISÉ POUR N’OSER SE PERMETTRE  
“ NI FOLIES, NI INJUSTICES, UN GOUVERNE-  
“ MENT QUI N’EMPRUNTE JAMAIS SANS ASSURER  
“ L’INTÉRÊT DE L’EMPRUNT, PAR UN IMPÔT  
“ BIEN DISCUTÉ,—SANS AVOIR CONVAINCU LES  
“ GENS SAGES DE SA NÉCESSITÉ, ET SUR-TOUT  
“ SANS SAVOIR QU’IL FAUDRA JUSTIFIER DE  
“ L’EMPLOI QU’IL AURA FAIT DE LA SOMME  
“ EMPRUNTÉE, &c. &c. &c.”

On doit pressentir quelle foule de conséquences majeures, intéressantes pour tout l’ordre social, on pourroit encore déduire des principes établis par l’étranger que j’ai introduit sur la scène; mais j’ai dû me borner ici aux plus générales, & à celles dont la connoissance doit précéder & faciliter l’examen de mon principal objet.— Il s’en présentera naturellement quelques autres, à mesure qu’elles seront nécessaires au plus grand éclaircissement de chacune de ses parties, & qu’il s’agira d’en faire la dissection. Je vais enfin entrer en matière.

---

## CONSIDÉRATIONS

SUR

LES EFFETS DE L’IMPÔT

DANS

LES DIFFÉRENS MODES DE TAXATION.

---

---

CONSIDERATIONS  
SUR  
LES EFFETS DE L'IMPÔT  
DANS  
LES DIFFÉRENS MODES DE TAXATION.

---

CHAPITRE PREMIER.

EXPOSITION DU SUJET.

**J**E comprends sous le nom général d'impôt ou de taxe, toutes les espèces de contributions destinées à subvenir aux différens besoins des gouvernemens ;—je cherche la plus avantageuse à l'état & la moins onéreuse aux contribuables ;—& ce ne sera qu'après avoir examiné les effets des plus usitées, que je proposerai celle qui me paroît la moins dispendieuse, la plus juste, & en même temps la plus propre à garantir annuellement la perception des sommes proportionnées aux besoins.

Mais lorsqu'il s'agit de matières d'un intérêt aussi général—les raisonnemens les plus justes perdroient beaucoup de leur utilité, si l'on négligeoit d'en faire l'application à des circonstances précises, & sur-tout à quelque pays considérable dont on connoisse à-peu-près la population & les facultés. J'ai pensé qu'à beaucoup d'égards la France pouvoit encore être ce pays. Malgré quelques raisonnemens de la haute politique, mon esprit se refuse aussi imperturbablement que mon cœur, à l'idée de sa destruction,—& je n'ai pas une grande opinion de la prescience de ceux qui ont eu le courage contraire, & l'espérance d'en profiter :—mais j'accorde qu'après la réintégration de la France dans la liste des Etats civilisés, sa population sera réduite d'environ 27 millions d'habitans, à 24 millions rendus enfin à leurs occupations tant civiles que productives, & qu'elle aura besoin d'un impôt annuel de 500 millions ;—il me semble que pour reconstruire solidement l'édifice de sa prospérité, que beaucoup de gens croient écroulé pour jamais,—il ne faut pas d'autres élémens que cette contribution bien assurée, ces 24 millions d'habitans bien occupés, & des administrateurs capables de bien juger l'espèce de gouvernement qui doit convenir à ce royaume, après que l'ordre y sera solidement rétabli.—

L'édifice de la prospérité Française écroulé pour jamais !... Que le ciel en préserve tous les autres édifices !

Je supposerai ces 24 millions d'habitans divisés, par une conséquence naturelle de l'état de la société en Europe, en trois portions à-peu-près égales, savoir, environ 8 millions attachés à la culture de la terre,—8 millions consacrés aux travaux de l'industrie,—& les 8 autres millions composés, partie d'une multitude de dépendans (\*) d'une autre espèce que les travailleurs proprement dits, & partie de ces deux classes précieuses de *capitalistes* ou *propriétaires*, sans lesquels il est reconnu (v. *Notions Préliminaires*) que le produit du *travail annuel*, tant sur la terre que dans l'industrie, seroit nécessairement moindre des deux tiers, qu'il ne le devient avec l'assistance de cette accumulation de *travaux antérieurs* que j'appelle, suivant le besoin, *capitaux* ou *propriétés* :—

---

H

(\*) Les domestiques de toutes les dénominations, & les gens d'une infinité de professions non salariées par l'Etat, mais qui n'en sont pas moins dans l'ordre général de la société, & qui se subdivisent & augmentent nécessairement à mesure que la société s'enrichit & se perfectionne.

Certainement il n'existe dans le monde, d'autre richesse proprement dite, que cette accumulation de *travaux antérieurs*, échappée tant à l'injure des temps qu'aux jouissances habituelles ; mais je supplie de ne pas oublier qu'il existe aussi deux bases, ou si l'on veut, deux sources de cette richesse,—*la terre* qui fournit la matière, & *l'industrie* qui la modifie.—Pour mieux sentir ce qu'elles se doivent l'une à l'autre, & ne pas s'aveugler sur les causes ni sur les effets de leur dépendance mutuelle, on doit toujours distinguer avec le même soin deux espèces de capitalistes ou propriétaires ; j'appelle les uns *capitalistes de la terre*, & les autres *capitalistes de l'industrie* :—les capitalistes de la terre ou territoriaux, sont non-seulement les propriétaires du grand capital de la terre, mais ceux de toutes les espèces de capitaux nécessaires pour tirer du grand capital, tout le produit dont il est susceptible :—les capitalistes industriels, ou de l'industrie, sont les différens propriétaires non-seulement du capital en argent qui met journellement le travailleur en action dans l'industrie comme il le met sur la terre, mais de tous ces autres capitaux appelés bâtimens, ustensiles, machines, *crédit* même, &c. le tout évidemment nécessaire pour élever à son plus haut point, le produit de cette seconde source de la richesse & de la prospérité na-

tionales, si injustement appelée *classe stérile* par les économistes, quoiqu'elle double, triple, & quelquefois centuple la valeur de quelques productions brutes de la première,—dont le travail de l'industrie pouvoit *seul* constater pour nous l'utilité.

Il reste encore quelques observations à faire sur la division que je suppose du revenu général en trois parties égales, dont l'une appartient aux travailleurs, & les deux autres sont partagées entre les différens capitalistes dont j'ai parlé :—on sent assez la justice de ce partage lorsqu'il s'agit du revenu général composé de celui des deux sources de la richesse ; mais il est trop prouvé qu'on peut abuser étrangement de ce principe lorsqu'il s'agit uniquement du revenu de la terre ; & j'avouerai que je n'ai pu être effrayé des extravagances que j'avois entendues & lues sur cet objet, que lorsque j'ai vu les professeurs de ces extravagances, *saisis du pouvoir*, & se hâter de mettre en pratique leur destructive théorie. Je vais donc expliquer le principe, & montrer à quoi il se réduit, lorsque rien ne s'oppose à ce qui doit naturellement en résulter, pour l'avantage de tous.

Si le propriétaire d'une terre, l'est également des autres capitaux nécessaires pour la mettre

en valeur, & qu'il la cultive de ses propres mains, il est évident qu'il réunit les trois titres qui peuvent lui en assurer exclusivement tout le revenu ;—s'il l'affirme, la valeur du total se partage en trois parties à-peu-près égales, dont l'une forme le salaire des travailleurs,—l'autre appartient au fermier régisseur & propriétaire des capitaux secondaires qui mettent journellement les travailleurs en action sur cette base fondamentale de la prospérité comme de l'existence,—la troisième portion revient aussi justement au propriétaire de la terre.—Mais quel est le propriétaire de la terre ?—est-ce l'homme qui peut la vendre, l'affirmer ou la cultiver lui-même comme bon lui semble, & ensuite brûler, consommer ou dissiper tous ces produits, sans que personne ait rien à lui dire ni à lui demander ?—Oui, sans doute :—mais ce n'est pas l'homme qui ne peut consommer, dissiper, ou brûler tous les produits de la terre, sans qu'un autre homme ait le droit de lui dire,—“ Je vous ai vendu ma terre, mais je me suis réservé le dixième ou le huitième du revenu que vous y feriez ;—*le prix de la vente a été réglé sur cette réserve ;*”— & sans qu'un troisième aussi fondé, se présente & lui dise,—“ Moi je n'ai consenti à cette vente que sous la condition que vous me payeriez, comme votre prédécesseur, une telle redevance

“ annuelle soit en fruits, soit en argent, soit en travaux, sans préjudice de telle autre redevance éventuelle que je réclamerai lorsqu'elle me sera due.—Il est donc évident que vous n'avez acheté la propriété de la terre dont vous jouissez & du revenu qu'elle vous donne,—que *moins* la portion de cette propriété qui appartient à vos deux co-propriétaires ; & ils n'ont consenti dans le principe à vous en confier la gestion, que parce que vous êtes le plus intéressé de vos co-propriétaires, à la rendre encore plus productive, puisque, malgré les redevances de toute espèce auxquelles vous vous êtes soumis, il vous reste encore beaucoup plus de ses fruits, qu'ils ne peuvent vous en demander ;—n'oubliez donc jamais que vous n'avez *ni acheté ni payé* cette portion de propriété, représentée par les différentes espèces de droits que nous nous sommes réservés ;—n'oubliez jamais que si l'état où la société seroit parvenue exigeoit qu'on prît à l'égard de ces droits, quelques nouvelles mesures,—la nation elle-même en corps ne pourroit, sans une injustice criante qui conduiroit bientôt à la destruction de toutes les autres propriétés, attenter à la nôtre qu'en nous donnant un dédommagement tel qu'une raison éclairée ne pût le refuser.”—

—François, vous payez bien cher aujourd'hui le premier essai qu'on a fait chez vous de maximes contraires à ce principe de toute équité.

Je reviens à celui qui nous a conduit à cette espèce de dissection de la propriété,—j'entends le partage de ses produits;—il est aussi indisputable;—mais on peut dire qu'à l'égard des moyens de le maintenir, le gouvernement fera sans inquiétude s'il observe, 1<sup>o</sup>, qu'aujourd'hui, dans toutes les parties vraiment civilisées de l'Europe, le travailleur fait assez bien ce qu'il doit gagner; & que, s'il a le droit de demander plus, le capitaliste auquel il s'adresse a celui de le refuser, & non de le contraindre au travail;—2<sup>o</sup>, que le possesseur d'une terre, en l'achetant sur la connoissance de son revenu, déduction faite de toutes ses charges, favoit à quel taux il plaçoit son argent;—3<sup>o</sup>, que le fermier qui payoit cette valeur au propriétaire possesseur, avoit su avant de l'offrir, les charges qu'il auroit de plus à payer, & le profit qu'il devoit faire tant pour sa peine & ses soins que pour l'intérêt des capitaux de toute espèce, qu'il alloit consacrer à la culture de la terre dont il sollicitoit le bail;—& qu'enfin, 4<sup>o</sup>, pour que tout soit réglé entre ces

différens intérêts, aussi bien qu'on peut l'attendre de l'état actuel de la société, le gouvernement ne doit avoir d'autre principe, que d'être absolument inactif quand aucun de ces intérêts ne se plaint d'un autre,—& de veiller exactement à l'exécution des loix qui garantissent à chacun d'eux la plus prompte justice sur toutes sortes de plaintes.—Après une expérience trop récente & trop cruelle, il est inutile d'ajouter que l'intérêt le plus pressant de toute société qui ne veut pas se dissoudre, est d'affurer, de la manière la moins équivoque, la recette annuelle des sommes nécessaires pour le maintien de ce gouvernement—*qui ne mériteroit pas ce nom respectable, s'il n'existoit pas dans la constitution de l'Etat, des moyens prompts & surs pour le fortifier dans les momens orageux, & s'il n'étoit pas habituellement assez fort pour se borner à tout surveiller dans les temps ordinaires;—faire plus alors que surveiller, seroit une preuve de sa faiblesse ou de son ignorance.*—C'est ce que j'avois dit p. 64, & qu'on ne doit pas se lasser de répéter.

Ces différens points bien éclaircis, & les deux sources de la richesse nationale (la terre & l'industrie) une fois reconnues pour les deux seuls moyens de reproduction annuelle qui puissent

répondre aux besoins de l'Etat comme à ceux des travailleurs, des capitalistes, & de leurs dépendans de toutes les espèces,—il faut encore, si l'on veut éviter l'inconvénient attaché aux maximes trop générales, & raisonner sur l'impôt avec quelque espoir d'utilité, il faut, dis-je, se former une idée aussi approchante qu'il est possible, du montant de cette reproduction ; & il m'a paru qu'on pouvoit y parvenir avec quelques réflexions sur le prix moyen des journées du travailleur.

En France, avant la révolution, ce prix moyen ne répandoit, journallement, dans la famille du travailleur (*compensation faite des jours de repos & de maladie*), qu'un peu moins de 6 sols par tête, père, mère, & deux enfans hors d'état de travailler ; cependant, pour éviter l'embarras fort inutile ici, des fractions, je calculerai sur six sols, & lorsque nous aurons le produit, j'en déduirai la différence que deux ou trois deniers de trop peuvent y faire.

Six sols par jour, payés pour chaque tête des individus qui composent les différentes familles de travailleurs, tant sur la terre que dans l'industrie, font par jour 4 millions 800 mille livres, & forment à la fin de l'année un revenu pour les travailleurs, ou, si l'on veut, une masse de

salaires, qui coûte aux capitalistes, un milliard 752 millions :—on a vu (*Not. prél.*) qu'il suffit de tripler cette somme pour avoir la valeur assez exacte du produit général, *terre & industrie*,—dont les deux tiers qui restent après les salaires payés, appartiennent aussi justement aux deux capitalistes,—que celui qui forme les salaires, appartient aux travailleurs.

Cette somme d'un milliard 752 millions, triplée par les raisons déjà déduites, donne celle de 5 milliards 256 millions ; mais eu égard à la déduction nécessaire que j'ai annoncée, je ne prendrai que 5 milliards pour valeur du revenu général, dont la moitié, c'est-à-dire 2 milliards 500 millions, appartiennent bien légitimement aux capitalistes de la terre,—& 2 milliards 500 millions aux capitalistes de l'industrie,—parce que chacun d'eux a déjà payé d'avance à ses travailleurs, le tiers du revenu qu'il doit à leurs travaux de toute l'année.

Il faut maintenant s'occuper des 500 millions de contribution, supposés nécessaires.—

On peut taxer la terre seule—on peut ne taxer que l'industrie—on peut desirer de partager le fardeau, &, dans cette idée, taxer l'une &



( 106 )

l'autre :—laquelle de ces taxes fera la moins onéreuse à ceux qui doivent la payer—la plus infailible—la plus promptement rendue dans les mains de ceux qui doivent la recevoir—& de quelle manière doit-elle être levée ? C'est ce qui fera la matière de quelques autres Chapitres, & des Sections nécessaires pour en mieux éclaircir les différentes parties.

---

## CHAPITRE SECOND.

### DE LA TAXE SUR LA TERRE SEULE.

UN homme de bon sens, à moins qu'il ne fût digne de participer au gouvernement prétendu républicain de la France, n'aura jamais l'idée de parcourir, inquisitorialement, toutes les caves, les greniers & les granges du royaume—pour établir cette taxe sur tous les produits de la terre, ou seulement sur les articles qu'il jugeroit les plus capables de la supporter ;—elle ne peut être imposée que sur le propriétaire ou le fermier :... nous allons examiner ses effets dans l'une & dans l'autre supposition.

( 107 )

## SECTION PREMIÈRE.

### Premier Mode de Taxation.

*Effets d'une taxe de 500 millions, prise dans la poche du propriétaire de la terre, en déduction de son PRODUIT NET.*

IL n'y a que les économistes qui prétendent que même dans l'état actuel de la société, c'est la terre seule qui doit être taxée, & qu'on doit prendre la taxe sur le produit net qui revient au propriétaire de ce grand capital.

*Le produit prétendu net de ce propriétaire par excellence (que les économistes ont sur-tout à cœur de favoriser), n'est, en général, que la valeur du tiers des produits brutes de la terre ; les deux autres tiers se partagent, comme nous avons dit, entre les travailleurs & le fermier—propriétaire aussi d'un grand nombre de capitaux de toute espèce, nécessaires pour obtenir de la terre, la masse entière du revenu qu'elle fournit annuellement aux travaux des uns, & à toutes les espèces de capitaux des autres :—or nous avons évalué le revenu brute de la terre*

( 108 )

(v. p. 105) à deux milliards 500 millions ;— donc il ne revient au propriétaire par excellence que 833 millions 333 mille 333 livres & quelques fractions, (je négligerai toujours les fractions) ;—ôtez de ce prétendu *produit net* les 500 millions de la taxe, — que reste-t-il à ce propriétaire de la terre—*que les économistes veulent favoriser ?*—Il lui reste *net* jusqu'à la fin du bail, 40 pour cent, ou les deux cinquièmes de son argent.

Il est vrai que les économistes *qui ont le pouvoir dans la tête quand ils ne l'ont pas dans la main*, ne manquent jamais de moyens pour dédommager le propriétaire par excellence ; ils commencent par lui donner les dixmes *qui appartiennent à d'autres*, — puis ils obligent le fermier d'opter entre résilier son bail, ou ajouter au produit net du propriétaire par excellence, une partie de ce qu'il n'a pas encore pour se croire le plus gratifié de ceux dont leur système doit faire la fortune ;— puis ils dédommagent le fermier & couronnent en même tems leurs bienfaits envers le propriétaire, en promettant à l'un & à l'autre que l'industrie qu'ils appellent *la classe stérile*, s'empressera de leur donner tous ses produits, *au plus bas prix*, — par reconnaissance de l'affranchissement de toute espèce de contri-

( 109 )

contributions, qu'elle devra à ces *créateurs de la science*, à ces amis de l'humanité, à ces fondateurs de l'aisance, de la prospérité, de la richesse, & de la liberté universelle ! (\*)

Rien de plus admirable que ces promesses ; mais quand seront-elles effectuées ?—Les hommes ne savent faire promptement que le mal :—certainement, après quelques temps, la nature le répare ; mais ses opérations pour le réparer, sont aussi sourdes & aussi lentes, que celles des hommes sont bruyantes & rapides pour le faire ;—& ce qui résulte immédiatement du système économiste, c'est qu'il est impossible que le propriétaire

---

(\*) S'il pouvoit être de la moindre utilité aujourd'hui, de savoir à quel excès étoient portées, & la crédule patience de l'Assemblée Nationale en 1790, & l'extravagance des vues qui dirigeoient son *Comité des contributions publiques*, composé presque en entier d'économistes, — il faudroit lire le rapport de ce Comité sur un impôt de 600 millions — dont la nécessité n'étoit due qu'à la rage qui le possédoit de tout détruire pour tout recréer, & dont il pressoit l'Assemblée, d'établir immédiatement 300 millions sur la terre, en attendant ce moment si désiré, où le Comité demanderoit qu'on la chargeât des 300 autres millions, pour l'avantage futur de ses propriétaires, avantages dont l'économiste Comité étoit la seule caution !

( 110 )

taire de la terre conserve un grand intérêt pour une propriété dont la valeur réelle seroit déjà diminuée de trois cinquièmes, *en attendant le sacrifice nécessaire au premier besoin*;—mais indépendamment de cette expectative, quel acheteur voudroit désormais en donner au-delà du capital désigné par les 333 millions 333 mille 333 liv. qui resteroient au propriétaire de la terre, après qu'il auroit payé la taxe?—Ces tristes débris de son ancien revenu ne vaudroient donc plus que dix milliards,—& les 833 millions 333 mille 333 liv. de revenu réel qu'il avoit avant la taxe, auroient coûté 25 milliards au même acquéreur!—Je demande à l'économiste le plus aveuglé par le triomphe momentané de sa secte, le plus persuadé que la folle perspective présentée par ses dominateurs, se réalisera dans les dix ans que doit prendre le ridicule *cadastre* qu'ils proposent, avant qu'il soit achevé, —je lui demande de quelle manière ils dédommageront les malheureux propriétaires *actuels* que cette absurde théorie mise en pratique, obligera de vendre leurs propriétés dans le cours de ces 10 années;—& si je remonte à l'époque, où ils firent décréter la vente de trois milliards de biens nationaux,---je lui demanderai si cet absurde système n'en réduisoit pas immédiatement la valeur à douze cents millions.

Tâchons

( 111 )

Tâchons d'oublier les économistes, & l'usage qu'ils ont fait de leur omnipotence, pendant le funeste moment qu'elle a duré; mais réfléchissons enfin sur une expérience bien généralement connue, & d'après laquelle *enfin* il seroit trop honteux de ne pas se décider,---c'est que *les impôts enchérissent tout sur la terre comme dans l'industrie, ET CEPENDANT TOUT N'EST PAS TAXE*;---essayons donc de découvrir à quel point tout doit enchérir en France, dans la supposition d'un produit territorial de deux milliards 500 millions, & d'une taxe du cinquième de ce revenu;---mais au lieu de prendre la taxe dans la poche du propriétaire qui n'a que son argent, prenons-la dans la poche du fermier qui tient sous la clef tous les produits territoriaux qui doivent enchérir, & qui sera trop intéressé à l'enchérissement nécessaire, pour épargner aucun moyen, soit de le produire, soit de le justifier.

SECTION

S E C T I O N   S E C O N D E .

Second Mode de Taxation.

*Effets de la taxe de 500 millions, prise dans la poche du fermier, sauf à lui de se dédommager, S'IL LE PEUT, par un enchérissement de 10 pour cent sur tous les produits territoriaux.*

L'EFFET inévitable de tout impôt, une fois reconnu, & la taxe de 500 millions sur la terre, décidée, jusqu'après la démonstration de son absurdité, il est bien évident que c'est dans la poche du fermier que la taxe dont il s'agit, doit être prise, & non dans celle du propriétaire,---puisque c'est le fermier qui tient à sa disposition & qui vendra les produits territoriaux qui doivent enchérir,---puisque c'est lui, & non le propriétaire, qui profitera de l'enchérissement de ces produits jusqu'à la fin de son bail,---& que jusqu'alors, au contraire, cet enchérissement inévitable & juste diminuera bien réellement la valeur de l'argent que le fermier donne au propriétaire. Mais passons à l'essentiel :---

Dans la supposition admise, l'intérêt des travailleurs fera visiblement conservé au moyen d'une

d'une augmentation de 10 pour cent sur leurs salaires, puisque rien n'est enchéri que dans cette proportion.—

Examinons l'intérêt du fermier :—

Nous savons qu'avant la taxe il avoit, comme les travailleurs & les propriétaires, 833 millions 333 mille 333 livres ;—

Or l'enchérissement proposé pour essai, porté à la vérité le total de ses produits territoriaux, de deux milliards cinq cent millions, à la somme de ———— 2,750,000,000 liv.

Mais il faut déduire de cette somme,—

1°. Le montant des nouveaux salaires des travailleurs, portés par l'augmentation de 10 pour cent à 916 millions 666 mille

I 666

( 114 )

livres.

Porté d'autre part 2,750,000,000

666 liv. ci - - 916,666,666

2°. Le montant du bail, déjà fait avec le propriétaire, & dont le fermier profitera jusqu'à ce qu'il soit fini

833,333,333

3°. Le montant de la taxe que le fermier est obligé de payer - -

500,000,000

Ne parlons pas même des intérêts qui lui sont dus pour la taxe qu'il avance;—ces trois objets seuls font la somme de - - -

2,249,999,999

Il est donc réduit par la taxe à la somme de - - -

500,000,001

Mais avant la taxe, le fermier avoit 833 millions 333 mille 333 livres liquidés, travailleurs & propriétaires payés;—il perd donc

( 115 )

par la taxe, malgré l'enchérissement de 10 pour cent sur tous ses produits territoriaux, la somme énorme de 333 millions 333 mille 332 livres.—

Quant au propriétaire de la terre, son intérêt est mieux ménagé, puisqu'il reçoit encore la même somme, & que les objets de sa consommation ne sont enchéris que de 10 pour cent; il ne pourroit donc perdre que le dixième de la valeur réelle de son argent, ainsi que tout autre consommateur; mais je les préviens tous que leur triomphe ne seroit pas long; car la perte du fermier, le privant d'une partie aussi considérable de ses moyens de reproduction, l'effet en seroit immédiat sur la première ou seconde récolte, & le prix énorme de ses produits, bientôt déterminé par la prodigieuse diminution de leur quantité, porteroit peut-être à 50 pour cent, la perte des consommateurs, qu'on croyoit bornée à 10.—Mais en supposant alors la loi absurde de la fixation des prix, que les consommateurs ne manqueroient pas de solliciter,—

Le résultat de cette taxe sur la terre, prise dans la poche du fermier, & balancée seulement par un avantage de 10 pour cent d'augmen-

( 116 )

tation, sur le prix des produits territoriaux, feroit,

1<sup>o</sup>, Qu'il n'y auroit ni perte ni gain pour le travailleur, comme cela est juste ;—

2<sup>o</sup>, Qu'il n'y auroit qu'une perte de 10 pour cent pour le propriétaire, comme pour tout autre consommateur ;—

Et, 3<sup>o</sup>, Que le fermier qui combine, dispose, & dépense tout pour opérer la reproduction qui doit fournir à la consommation de tout le monde,—perdroit quarante pour cent des moyens qu'il avoit pour reproduire & pour fournir à sa propre consommation :—heureusement nous entrevoyons le préservatif de cette injustice, & nous allons en faire l'essai.

SECONDE

( 117 )

SECTION TROISIÈME.

## Troisième Mode de Taxation.

*Effets de la taxe de 500 millions sur la terre,—prise encore dans la poche du fermier, mais avec l'essai d'un taux d'enchérissement plus considérable que celui dont nous avons reconnu l'insuffisance à l'égard du fermier.*

CE troisième mode de taxation ne diffère du second, que par le taux d'enchérissement ; cependant j'ai préféré la dénomination de troisième mode, pour conserver aux idées la précision qu'elles doivent avoir dans les comparaisons que je ferai d'un mode à l'autre.

Dans le premier mode de taxation, le seul des intéressés qui perdit, étoit le propriétaire de la terre,—& sa perte étoit des trois cinquièmes de son revenu : ce système ne peut convenir qu'aux administrateurs qui sont bien déterminés à changer les propriétaires en mendiants, & les mendiants en propriétaires :—

Dans le second mode, c'est le fermier qui perd le plus ; il perd 40 pour cent des moyens

I 3

qu'il avoit pour reproduire & pour consommer,— pendant que le propriétaire de la terre, comme tout autre consommateur (travailleurs exceptés), n'éprouve d'autre inconvénient que de payer 10 pour cent plus cher, les objets de sa consommation ;—il est donc évident que le simple consommateur & le propriétaire doivent perdre beaucoup plus,—& le fermier beaucoup moins.

Conservons du premier mode, le lieu désigné pour y puiser la taxe, puisqu'il diminue la perte du propriétaire,—& cherchons dans un taux d'encherissement plus considérable & combiné sur l'augmentation nécessaire des salaires du travailleur, le moyen de diminuer la perte de ce fermier si précieux à tout ce qui a besoin d'user de ses produits ;—cette double ressource est d'autant moins susceptible d'objection, qu'un des faits les plus incontestables (il faut encore le répéter), un des faits le plus généralement connus, & qui devroient être le plus profondément médités,—c'est, que *les taxes encherissent tout, quoique tout ne soit pas taxé* :—il n'est donc rien de plus essentiel pour vous, administrateurs, que de connoître à quel point tout doit enchérir dans tous les cas, pour en instruire quiconque n'est pas dans l'administration, afin que personne ne soit surpris de ce qui

fera, & que tous les intéressés voient qu'ils n'auront aucun sujet de se plaindre.

Au lieu d'un encherissement de 10 pour cent, qui ruineroit immédiatement le fermier, & seroit bientôt aussi préjudiciable aux consommateurs, ayons le courage d'en supposer un de 33 $\frac{1}{3}$ , & attendons pour nous recrier, que nous l'ayons considéré sous tous les points de vue.

33 $\frac{1}{3}$  pour cent, d'une valeur de reproduction territoriale annuelle, supposée de 2 milliards 500 millions, font 833 millions 333 mille 333 livres, qui portent cette valeur à 3 milliards 333 millions 333 mille 333 livres.—

Mais les salaires des travailleurs territoriaux n'étoient, avant la taxe & l'encherissement, que de 833 millions 333 mille 333 livres; & il a bien fallu les augmenter de 33 $\frac{1}{3}$  pour cent, c'est-à-dire de 277 millions 777 mille 777 liv. avec fractions toujours négligées ;—les salaires actuels sont donc, à quelque petite fraction près, de 1,111,111,111.

Ajoutez à cette somme le	
montant de la taxe - -	500,000,000
Ajoutez aussi le montant	
du bail payé au propriétaire, & qui n'a point	
changé - - - -	833,333,333
	<hr/>
	2,444,444,444



	livres.
Porté d'autre part	2,444,444,444
Ajoutez encore l'ancienne & très-juste portion du fermier égale à celle du propriétaire	833,333,333
& vous aurez une somme de	3,277,777,777
Revenons à la nouvelle valeur des produits de la terre depuis leur enchérissement de 33 $\frac{1}{3}$ pour cent ;— nous l'avons trouvée de	3,333,333,333
Mais il faut en déduire les 4 sommes dont je viens de parler, montant à	3,277,777,777
Il restera donc au fermier au-delà de son ancienne portion	55,555,556
Maintenant observez que le fermier a été obligé de faire l'avance, 1 <sup>o</sup> , de la taxe	500,000,000
Et, 2 <sup>o</sup> , de l'augmentation de 33 $\frac{1}{3}$ pour cent sur les salaires du travailleur ; ci	277,777,777
Que le total de ces deux articles est de	777,777,777

& qu'enfin, les 55 millions 555 mille 556 liv. que le fermier reçoit au-delà de son ancienne portion, ne font qu'un intérêt à quelques fractions de plus de 7 pour cent, dont le fermier est obligé de donner la plus grande partie à celui qui lui a prêté les 777 millions & quelques centaines de mille livres de l'avance qu'il a faite tant de la taxe que de l'augmentation des salaires du travailleur.

Le résultat de ce troisième mode de taxation, est, que l'intérêt du travailleur, qui doit être dans toutes les suppositions le plus scrupuleusement considéré, (on en verra ci-après la raison) est ici conservé dans toute sa plénitude ;—

2<sup>o</sup>. Que l'intérêt du fermier, le second en importance, semble du moins n'y recevoir aucune atteinte qui puisse affecter la reproduction (c'est ce que nous examinerons plus scrupuleusement ci après) ;—

3<sup>o</sup>. Que le propriétaire, ainsi que tout autre consommateur qui n'auroit à vendre ni son travail ni celui des autres, n'y perdrait que les 33 $\frac{1}{3}$  pour cent qu'il doit perdre dans ce mode de taxation, pour que les deux intérêts le plus immédiatement liés à celui de la repro-

duction qui est l'intérêt de tout le monde,—restent aussi intacts qu'ils doivent l'être pour que la reproduction ne soit pas diminuée.

Mais nous avons annoncé une réaction inévitable, lorsque nous avons dit d'après l'expérience universelle, *les taxes enchérissent tout, quoique tout ne soit pas taxé*; voyons donc quel effet doivent produire sur l'industrie, les nouveaux prix de l'agriculture, & tâchons de donner une idée de l'opération relativement au taux d'enchérissement supposé;—il est inutile d'ajouter que dans la supposition d'un taux différent, la même cause auroit toujours un effet proportionné.

---

SECTION QUATRIÈME.

*Cause immédiate de la réaction des prix qui s'établissent dans l'agriculture, sur tous ceux de l'industrie.*

ON a vu, dans la Section précédente, le fermier obligé d'enchérir de  $33\frac{1}{3}$  pour cent tous

les produits de la terre, & d'augmenter dans la même proportion les salaires du travailleur, pour conserver entre ces deux intérêts majeurs de la reproduction, cette juste balance de besoins & de moyens, sans laquelle on verroit les capitaux du fermier s'anéantir dans bien peu d'années,—& les forces du travailleur se perdre journellement en raison des vols qu'on lui feroit sur sa consommation.

Maintenant, indépendamment de l'absurdité de prétendre que le produit du travail de 8 millions d'hommes dans l'industrie, soit moins évalué que celui du travail d'un nombre égal sur la terre,—je demande s'il ne feroit pas injuste que les salaires du travailleur sur la terre fussent augmentés dans une proportion quelconque, sans que les salaires du travailleur dans l'industrie fussent augmentés dans la même proportion;—je demande s'il est raisonnable de supposer que le travailleur dans l'industrie verroit cette injustice sans réclamer contre;—& si le capitaliste qui a autant de besoin de son travail, que ce malheureux en a de travailler, persiftoit cependant à maintenir l'ancien taux des salaires qu'il lui donnoit,—je ne demande plus s'il feroit juste, mais s'il feroit possible d'empêcher le tra-

vaieur industriel (que je veux bien supposer très-fage) de se porter sur la terre, où le travail feroit mieux payé.

Il faudra donc que les capitalistes de l'industrie, s'ils veulent prévenir au moins l'émigration, augmentent aussi de  $33\frac{1}{3}$  les salaires de l'industrie,—comme le fermier s'est vu forcé, pour éviter sa ruine, de les augmenter sur la terre.

Mais dans quelle proportion cette augmentation nécessaire de  $33\frac{1}{3}$  pour cent sur les salaires, augmentera-t-elle le prix de la totalité des produits de l'industrie, dont ces salaires ne formoient que le tiers avant le dérangement de l'équilibre?—Essayons si 25 pour cent donneroient aux consommateurs des produits de l'industrie (*sans nuire à ses capitalistes*) quelque dédommagement de la perte qu'ils viennent d'éprouver sur leur consommation des produits de l'agriculture. J'ai dit *sans nuire aux capitalistes de l'industrie*;—ainsi n'oublions pas que sur une valeur de 2 milliards 500 millions de leur reproduction, ils n'avoient à payer que 833,333,333 liv. à leurs travailleurs, & qu'il restoit conséquemment un milliard 666 mille 666 livres à partager entre ces différens capita-

listes ou propriétaires des capitaux de toute espèce, affectés à l'industrie.—

Vingt-cinq pour cent d'augmentation de valeur sur une reproduction de 2 milliards 500 millions, la porte à - - 3,125,000,000

Mais les salaires de leurs travailleurs, augmentés de  $33\frac{1}{3}$  pour cent, montent après cette augmentation à - - - 1,111,111,111

Il reste donc aux capitalistes de l'industrie, après l'enchérissement de leurs produits - - 2,013,888,889

Cependant on avoit recommandé de ne pas oublier qu'avant l'augmentation des prix, il leur restoit seulement - 1,666,666,666

Donc, direz-vous, ils font, dans le nouvel ordre de choses, un bénéfice injuste de - - 347,222,223

Point du tout :—ils sont même fort loin de leur compte; car s'il pouvoit exister entre les capitalistes de l'industrie & ceux de la terre,

la même franchise qui existe communément entre les divers capitalistes de l'industrie, ceux-ci diroient aux ruraux,

1°. Que les salaires des travailleurs étant augmentés d'un tiers dans l'agriculture, ils avoient bien été forcés, *pour conserver leurs ouvriers*, de se soumettre au même taux dans l'industrie :—

2°. Qu'ils n'avoient pas oublié qu'avant l'augmentation du prix des produits territoriaux, ils pouvoient acheter, avec telle quantité & qualité de leurs produits industriels bien spécifiées, telle quantité & qualité bien spécifiées des produits de la terre ; mais que les capitalistes territoriaux, ayant jugé à propos de désigner par le nombre 4, les mêmes quantités & qualités qu'ils désignoient par celui de 3,—par 12 les mêmes qualités & quantités désignées par le nombre 9,—& finalement par 2 milliards 222 millions 222 mille 221 livres, les mêmes quantités & qualités d'objets territoriaux, qu'ils ne désignoient que par un milliard 666 millions 666 liv.— l'équilibre réel des échanges d'objets connus, exigeoit que les capitalistes de l'industrie adoptassent pour désigner les mêmes quantités & qualités de leurs produits, les mêmes nombres que

les capitalistes territoriaux venoient d'adopter pour désigner les mêmes qualités & quantités des produits de la terre qu'ils offroient encore en échange :—

3°. Qu'ils respectoient les raisons qui avoient tiercé les prix de l'agriculture, mais qu'il n'en étoit pas moins vrai qu'entre l'ancienne & la nouvelle valeur des produits dont ils venoient de parler, il y avoit une différence de 555 millions 555 mille 556 livres, moins fraction ; & qu'ainsi,

4°. Au lieu d'un bénéfice prétendu de 347,222,223 livres, il y auroit au contraire pour eux, une perte réelle de 208 millions 333 mille 332 livres :—

Je ne vois d'autre réponse à ces raisons que de se décider à rétablir l'ancien équilibre entre le travail de l'agriculture, & le travail de l'industrie—entre les prix des deux masses de produits de ces deux sources de la richesse, & conséquemment à porter à 33 $\frac{1}{3}$  pour cent d'augmentation, le prix des produits de la seconde, lorsque la première est forcée d'augmenter les siens dans cette proportion.

Ainsi nous dirons,  $33\frac{1}{3}$  pour cent d'augmentation de valeur sur une masse de produits industriels, évaluée deux milliards 500 millions, porte cette masse, comme celle des produits de la terre, à - - - 3,333,333,333

Mais il faut déduire de cette somme, —

1°. Le montant actuel des salaires des travailleurs III,III,III

2°. L'ancienne & légitime portion des capitalistes - - - 1,666,666,666

3°. La différence de l'ancienne à la nouvelle valeur des échanges entre les capitalistes de la terre & ceux de l'industrie, différence reconnue dans la page précédente - - - 555,555,556

Lesquelles sommes additionnées font celle de - - - 3,333,333,333  
Le

Le résultat de cette réaction inévitable des prix de l'agriculture à l'industrie, qui a fait la matière de la présente Section, est donc, 1°, que dans le mode de taxation que nous venons d'examiner, cette réaction ne porte aucune atteinte aux intérêts des travailleurs, puisque ceux de l'industrie sont payés comme ceux de la terre en raison de l'enchériffement des produits de l'une & de l'autre ;

2°, Que chacun des deux capitalistes, terre & industrie, reste, après comme avant la taxe & sa réaction, pourvu de tous les moyens nécessaires pour continuer la même reproduction & les mêmes échanges ;

Et, 3°, Que le consommateur payera  $33\frac{1}{3}$  pour cent plus cher, les objets de sa consommation en produits de l'industrie, comme il est obligé de les payer sur les produits de la terre. —

Il est bon cependant d'observer, que cet enchériffement de  $33\frac{1}{3}$  pour cent ne fait pour le consommateur qu'une perte réelle de 25 pour cent de ses jouissances ; puisqu'avec 100 livres qui

K

( 130 )

lui donnoient 100 objets valant 20 sols la pièce avant la taxe,—ces mêmes objets portés par la taxe à 26 sols 8 deniers, les 100 livres du consommateur lui donneront encore 75 de ces objets.

---

## CHAPITRE TROISIÈME.

### DE LA TAXE SUR L'INDUSTRIE SEULE.

**C**ETTE taxe peut être perçue de deux manières; l'une en la prenant dans la poche des capitalistes de l'industrie, l'autre en l'établissant sur les objets réputés les plus capables de la supporter. Je vais examiner les effets de la première.

SECTION

( 131 )

## SECTION PREMIÈRE.

## Quatrième Mode de Taxation.

*Effets de la taxe de 500 millions, prise dans la poche des capitalistes de l'industrie.*

ON doit sentir maintenant qu'il feroit inutile ici d'essayer à l'égard de l'industrie, un autre taux d'enchérissement de ses produits, que celui de  $33\frac{1}{3}$  pour cent, qui n'a fait aux consommateurs que le mal inévitable, jusqu'ici, d'une perte réelle de 25 pour cent de leurs anciennes jouissances, & qui n'a donné au fermier que l'embarras d'encherir ses produits, & d'augmenter les salaires de ses travailleurs jusqu'au point précis qui conserve aux travailleurs toute la force dont ils ont besoin, & à lui-même tous les moyens nécessaires pour opérer & continuer la même reproduction. Je me bornerai donc à présenter le tableau de la recette & de la dépense, après avoir rappelé que cet enchérissement de  $33\frac{1}{3}$  pour cent, sur tous les produits de l'industrie, les porte de deux milliards 500 millions, à 3 milliards 333 millions 333

K 2

( 132 )

mille 333 livres, que nous porterons pour  
recette, ci - - - 3,333,333,333

Mais il faut  
déduire de cette  
somme le mon-  
tant de la taxe - 500,000,000

Les anciens sa-  
laire - - - 833,333,333

L'addition aux  
anciens - - - 277,777,777

Total - - - - - 1,611,111,110

Il reste donc aux capitalistes  
de l'industrie - - - 1,722,222,223

Mais avant la taxe ils n'a-  
voient que - - - 1,666,666,666

Ils ont donc un excédent de 55,555,557

Lesquels 55 millions 555 mille 557 livres, ne  
font qu'un intérêt d'un peu plus de 7 pour

( 133 )

cent, bien légitimement dû à l'avance de la  
taxe - - - 500,000,000 }  
et de l'addition } 777,777,777  
aux salaires - - 277,777,777 }

Après les raisons que nous avons données dans  
la Section précédente, de l'impossibilité d'éviter  
dans l'industrie, la réaction des prix de l'agri-  
culture, même dans le cas où ce seroit l'agriculture  
seule qui supporteroit la taxe,—après les motifs  
allégués p. 126 & 127, par les capitalistes de  
l'industrie, pour justifier, à leur égard, la néces-  
sité de cette réaction,—il n'est personne qui ne  
sente que les mêmes raisons, les mêmes motifs, la  
même justice, la même nécessité, subsistent à  
l'égard de l'agriculture, lorsque c'est l'industrie  
seule qui est taxée.—D'où il résulte, que dans ce  
quatrième mode de taxation les consommateurs  
payeroient également tous les produits de la terre  
33 $\frac{1}{3}$  per cent plus cher qu'avant la taxe, & consé-  
quemment qu'ils perdrieroient, comme dans le  
troisième mode, 25 pour cent de leurs anciennes  
jouissances.



( 134 )

## SECTION SECONDE.

## Cinquième Mode de Taxation.

*Effets de la taxe de 500 millions, établie sur quelques produits de l'industrie.*

On préfère les taxes directes ; on a raison :— mais au lieu de prendre directement le montant de la taxe dans la poche de tous les capitalistes de l'industrie, je vais taxer directement & exclusivement quelques-uns de ses produits :— ce mode de taxation me paroît d'autant plus justifiable, que *taxer* un objet quelconque, ne doit signifier rien autre chose que *l'enchérir*, & que tous ceux qui le trouveront trop cher, dit-on, font les maîtres de ne pas l'acheter. Cependant il reste bien des difficultés à résoudre ; car enfin tous les produits n'étant pas taxés, pourquoi celui-ci plutôt que celui-là ?— Pourquoi ma consommation plutôt que celle d'un autre ?— Pourquoi telle partie de ma consommation qui monte au quart de ma dépense, pendant que cette même partie ne peut aller qu'au centième de la consommation de celui qui est à ma porte ? — Pourquoi cet objet est-il taxé de 6, 8, 10 fois

( 135 )

sa valeur, pendant que celui-là n'est taxé que d'un dixième, & que beaucoup d'autres sont à peine effleurés ?— Si la taxe qui me blesse est assez forte pour m'obliger à m'abstenir de l'objet taxé, ne perdrez-vous pas ma portion de la taxe sur laquelle vous comptiez ?— Si vous la rejetez sur la consommation d'un autre, cet autre ne pourra-t-il pas vous fatiguer des mêmes interpellations ? & n'aura-t-il pas la même ressource contre un déni de justice ?— Supposez la même conduite dans un troisième, un quatrième, &c. ignorez-vous à quel point vous entraînera, malgré vous, cette chaîne de beuves, cette cascade d'inepties ?— Ou bien, est-ce le courage qui vous manque pour aborder ce point aujourd'hui, & sauver le vaisseau en jettant *dès aujourd'hui* cette véritable ancre de miséricorde ?

Il est certain qu'un administrateur sensé, qui n'auroit pas une massue à la main, ou qui ne croiroit pas parler à un imbécille, feroit fort embarrassé pour répondre d'une manière satisfaisante à ces questions, & à quelques autres qu'on pourroit encore trouver :— heureusement, on n'a jamais attendu de la sagacité d'un ministre de finance, rien de plus que de taxer tout ce qu'il croit capable de lui donner le plus d'argent en

excitant le moins de clabauderies,—comme on n'exige de sa complaisance rien de plus que de se taire quand il n'a que de mauvaises raisons à donner. Le Ministère Anglois finit toujours par une raison excellente : si ma taxe vous déplaît, dit-il à l'Opposition, proposez-en une meilleure, mais l'Etat a besoin du montant de la taxe.

Jusqu'au moment où j'aurai prouvé qu'il est aussi facile de taxer tout, qu'il est juste que tout soit taxé, j'usurai des droits de l'administrateur dont je viens de parler ; & en supposant avec lui qu'il est impossible de taxer tout, sans recourir à une espèce d'inquisition qui seroit intolérable même en Turquie, je tâcherai de remédier, *comme lui*, à cette impossibilité prétendue de taxer tout, en divisant la totalité des objets façonnés par l'industrie en plusieurs classes,—disons 100,—dont 20 seulement seront taxées :—mais pour faciliter l'opération, chacune de ces 20 classes sera *gratifiée* du vingtième de la taxe ; observez bien que j'ai dit *gratifiée*, c'est-à-dire *enchérie* ou *enrichie* ; — car l'industrie a cet avantage prodigieux sur l'agriculture, que malgré les raisons qui se joignent à l'expérience pour démontrer la nécessité de cette réaction des prix de l'une à ceux de l'autre, on ne pardonne jamais à l'agriculture un enchérissement de

ses denrées, que lorsqu'elle peut alléguer une disette ;—& il faut que cette disette soit assez forte pour qu'on sente la nécessité de se soumettre immédiatement à de nouveaux prix beaucoup plus considérables ;—il faut aussi que cette disette dure assez long-temps, pour que la diminution des prix n'arrive que par degrés, & qu'elle puisse naturellement s'arrêter au prix moyen qui peut seul rétablir le niveau entre l'agriculture & l'industrie.—Voyez au contraire avec quelle franchise un marchand de chapeaux, par exemple, va dire à un acheteur,—*Il est vrai, Monsieur, que ce chapeau ne valoit hier que 20 francs ; mais il vient d'être taxé de 4 livres sans compter la nouvelle taxe sur les maisons ; d'ailleurs la matière première & le travail ont beaucoup enchéri ; je ne puis en vérité donner ce chapeau à moins de 26 livres.....* A-t-on besoin du chapeau ? on le paie au nouveau prix, & on l'emporte ; mais avant de sortir de la boutique du marchand, on s'étoit déjà promis de se dédommager des 6 livres, par le nouveau prix qu'on mettroit sur la totalité des objets qu'on a aussi à vendre..... Administrateurs, attendez-vous quelque autre raison pour renoncer à taxer l'agriculture ou ses produits, & chercher uniquement dans l'industrie les objets sur lesquels on

peut avec le moins d'inconvénient se décider à établir la taxe ?

Nous avons supposé que les 20 classes désignées dans leur totalité pour supporter la taxe entière de 500 millions, en supporteroient chacune un vingtième ; donc chacune de ces classes enrichies ou enrichies de ce vingtième, vaudra 25 millions de plus qu'elle ne valoit.

Supposez maintenant que ces 20 classes valussent, avant la taxe, la moitié de la totalité des produits annuels de l'industrie, c'est-à-dire un milliard 250 millions,—elles valent donc, immédiatement après la taxe, 500 millions de plus, c'est-à-dire un milliard 750 millions,—& la totalité des produits industriels pris ensemble, est donc montée, de deux milliards 500 millions, à 3 milliards ;—prix énorme sans doute, mais qui n'empêchera pas l'administrateur de bénir son imagination qui lui a suggéré les objets qui n'étoient pas consommés par le peuple, c'est-à-dire par les travailleurs,—expédient qui selon lui dispensera les capitalistes de l'industrie d'augmenter le prix des journées du travailleur, *pour ne pas nuire à la balance du commerce étranger* ;—& malheureusement, l'administrateur a trop sou-

vent raison sur ce point de la conduite de ces capitalistes.—

Cependant si l'administrateur vouloit bien ne pas perdre de vue qu'il est une autre *balance* bien plus immédiatement nécessaire,—celle du *commerce intérieur*, celle qui doit conserver les anciens rapports de consommation & de reproduction intérieure ;—balance dont je n'ai démontré la nécessité qu'en indiquant, qu'en m'obstinant à indiquer l'unique moyen de la rétablir, si des taxes mal jugées venoient à la déranger :—

Si l'administrateur vouloit bien observer qu'il ne peut avoir les 500 millions de sa taxe, qu'autant que tous les objets taxés seront consommés ; & qu'une conséquence inévitable de cette consommation qui lui est si nécessaire, seroit de diminuer celle d'une infinité d'objets non taxés, puisqu'une grande partie de la somme consacrée à les acheter, va maintenant être appliquée au paiement de la taxe ;—

S'il observoit que la consommation de ces objets non taxés, ne peut diminuer, sans diminuer dans la même proportion les motifs qui déterminoient à les reproduire ;—

S'il observoit qu'une conséquence immédiate de la diminution de cette reproduction, sera de laisser sans travail comme sans subsistance, tous les travailleurs qui ne subsistoient que par la continuation ;—

S'il observoit qu'il ne peut y avoir de ressource contre cette chaîne de beuyes & de calamités, que dans une augmentation de facultés par-tout où elle est nécessaire pour continuer à reproduire & à consommer, c'est-à-dire, dans une augmentation du prix de tous les produits de l'industrie,—comme du travail qui les procure : lequel prix doit s'élever jusqu'au point qui présentera sous de nouveaux chiffres, tous ces anciens rapports de consommation & de reproduction, qu'il est si essentiel de conserver. On verra bientôt que cette augmentation doit être de 33 $\frac{1}{3}$  pour cent dans le cinquième mode de taxation dont il s'agit ici, comme dans le troisième & le quatrième que nous avons examinés ; mais pour en mieux sentir la nécessité, contentons-nous d'abord de supposer une augmentation de 25 pour cent.

Les produits de l'industrie montoient, avant la taxe, à 2 milliards 500 millions ;—

enchéris de 25 pour cent par la taxe, ils montent à - - - 3,125,000,000

Mais les salaires des travailleurs, augmentés aussi de 25 pour cent après la taxe, montent à - - - 1,041,666,666

En déduisant cette dernière somme, il restera donc à l'industrie - - - 2,083,333,334

Mais il faut retirer de cette somme, le compte de l'administrateur des finances, c'est-à-dire les 500 millions de la taxe, qu'il faut lui donner à mesure que les capitalistes de l'industrie les recevront de la main des consommateurs - - - 500,000,000

Donc, après le paiement de la taxe, il ne restera plus aux capitalistes de l'industrie que - - - 1,583,333,334

Mais nous avons observé tant de fois, qu'avant la taxe il leur restoit - - - 1,666,666,666

Donc la taxe leur feroit perdre - - - 83,333,332

indépendamment de la perte de l'intérêt qui leur feroit bien légitimement dû pour l'avance de l'augmentation des salaires de leurs travailleurs.

Venons donc aux 33<sup>1</sup>/<sub>3</sub> pour cent d'augmentation de valeur sur la totalité des produits de l'industrie ; & nous verrons en son lieu, comment cette valeur se subdivise naturellement, quoiqu'il n'y ait dans ma supposition actuelle que 20 classes sur 100, qui supportent la taxe.

Les produits de l'industrie seront donc montés de 2 milliards 500 millions à 3,333,333,333

Mais les salaires du travailleur sont aussi montés, par la même raison, de 833 millions 333 mille 333 livres, à 1,111,111,111

Il restera donc à l'industrie, salaires de ses travailleurs payés - - - - 2,222,222,222

Otez de cette somme le montant de la taxe qu'il faut donner à l'administrateur à mesure qu'il la reçoit des consommateurs (ce qui étant possible en Angleterre, doit l'être par-tout ailleurs) 500,000,000

Il reste enfin aux capitalistes de l'industrie - - 1,722,222,222

livres.

Porté d'autre part 1,722,222,222

Mais nous avons vu qu'il ne leur restoit de liquidé avant la taxe que - - - 1,666,666,666

Donc il leur restera de plus qu'avant la taxe - - - 55,555,556

Dont 27 millions 777 mille 777 livres, sont l'intérêt à 10 pour cent des 277,777,777 livres, qu'ils ont donnés aux travailleurs en augmentation de salaires ; & les autres 27 millions 777 mille 777 livres, sont la juste récompense tant du nouvel embarras auxquels les capitalistes de l'industrie sont assujettis de recevoir le montant de la taxe en milliers de parcelles, que des risques qu'ils courent dans cette opération.

Le résultat de ce cinquième mode de taxation ne présente à l'industrie abstraction faite considérée, qu'une seule différence entre son état après la taxe & celui qu'elle auroit eu si rien n'eût été taxé ; — différence attachée à toutes les espèces de taxes, & qui est absolument nulle relativement à l'intérêt de ces capitalistes, puisque

chacun d'eux retire de la taxe le bénéfice dû à toute peine, tout risque, & toute avance d'argent ; *cette différence consiste en ce que les 277,777,777 liv. que ces capitalistes donnent à leurs travailleurs en augmentation de salaires, auroient, sans la taxe, été employés à augmenter la quantité ou améliorer la qualité des produits de l'industrie, au lieu que, réunis à la taxe, ils n'ont fait qu'encherir les produits de l'industrie, sans les améliorer ni augmenter leur quantité.* Mais il faut toujours en venir à cette question ; — *la taxe est-elle nécessaire, ou ne l'est-elle pas ?* Si elle ne l'est pas, on ne doit pas l'établir ; si elle est nécessaire, il faut bien se soumettre à l'inconvénient inévitable de toute espèce de taxe, celui d'encherir tout en proportion de la somme demandée, & des effets attachés à une espèce de taxe ou à une autre.

On voit aussi qu'après la taxe il reste également aux travailleurs la même quantité de jouissances, puisqu'en les encherissant de  $33\frac{1}{3}$  pour cent, on leur donne en argent de plus qu'avant la taxe, les  $33\frac{1}{3}$  pour cent nécessaires pour les payer à leur nouveau prix.

On voit également que les consommateurs ne sont pas mieux traités dans ce système que dans les deux qui précèdent ; c'est toujours  $33\frac{1}{3}$

pour cent plus cher qu'ils paient tout ce qu'ils veulent acheter.

Quelques autres observations que je pourrais faire ici, se présenteront aussi naturellement dans les endroits où elles seront plus nécessaires & d'un plus grand effet.

---

SECTION TROISIÈME.

Observation.

*Sur une objection qu'on pourroit faire contre le principe qui sert de base à la réaction des prix, réaction aussi nécessaire dans le cinquième mode de taxation, que dans tout autre.*

IL est inutile de répéter ici ce que j'ai dit sur la nécessité de cette réaction ; on doit même sentir qu'elle est si indépendante des causes qui peuvent produire l'augmentation des prix (*lorsque ces causes ne sont pas accidentelles & passagères*), qu'en la supposant produite par une augmentation de richesses réelles, sans établissement

L

dé taxes, la réaction des prix feroit aussi infaillible alors, que dans le cas dont il s'agit ici, d'un établissement de taxe, sans accroissement de richesse.—Je me dispenserois même de parler de cette réaction sur l'agriculture—dans le mode de taxation que nous venons d'examiner, s'il ne conduisoit à quelques développemens dont l'utilité sera plus sensible ici, qu'elle ne l'eût été lorsque j'ai parlé de la même réaction à l'égard du 4<sup>me</sup> mode; mais avant de présenter le tableau de son résultat le plus essentiel dans le cinquième, je dois prévenir une objection spécieuse qu'on pourroit faire contre la supposition d'une égalité assez stricte des prix du travail dans l'industrie & sur la terre.—On dit assez généralement, que le travail est mieux récompensé dans l'industrie que sur la terre, & que cette différence en faveur de l'industrie, doit déranger les combinaisons fondées sur le principe général d'égalité de profits, de pertes, de dépense & de revenu, que je prétends *s'établir mécaniquement* entre les deux sources de la richesse :—

Si le premier coup-d'œil présente une différence en faveur des prix du travail usités dans l'industrie, j'ose assurer que le second fera bientôt appercevoir que cette différence est peu considérable dans sa totalité, & qu'elle se réduit

à l'intérêt bien légitimement dû pour un nombre d'années que le travailleur industriel a passé sans recevoir de salaires, avant de favoir son métier.—Sur la terre, au contraire, le travailleur apprend le sien sans aucune perte, à mesure que ses forces se développent & lui permettent de s'appliquer à l'une plutôt qu'à l'autre des opérations rurales;—ajoutez, que si le travailleur dans l'industrie reçoit quelques fols de plus que le travailleur dans l'agriculture, la femme du premier contribue moins aux travaux productifs, parce qu'elle est obligée de s'occuper davantage & plus long-temps de ses enfans, qui sont plus tard en état d'entrer en apprentissage & de gagner quelques salaires :—au lieu que la femme du simple travailleur dans la campagne, est presque à chaque instant du jour, & presque tous les jours de l'année, occupée au travail productif comme son mari,—qu'elle emporte chaque soir, comme lui, le paiement de sa journée,—& que ses enfans ont à peine 7 à 8 ans qu'ils gagnent une partie de leur nourriture;—concluez enfin du parallèle, que, tout compensé, il ne peut arriver journellement dans la famille du travailleur de l'industrie, qu'environ la somme qui se partage dans la famille du travailleur sur la terre.



J'accorde cependant que la masse des travailleurs dans l'industrie, reçoit des salaires un peu plus considérables que sur la terre :—mais l'excédent (qui ne peut être, comme je l'ai déjà dit, que l'intérêt de plusieurs années consacrées à l'apprentissage sans recevoir de salaires) ne représente-t-il pas bien réellement dans la main du travailleur industriel, un *capital* comme tout autre *accumulation de travaux antérieurs*, & qui réclame, comme tous les *capitaux actifs*, un revenu qui lui soit proportionné ? Le travailleur industriel à qui ce capital appartient, se trouve donc placé, *pour une partie de ses salaires*, dans la classe des capitalistes de l'industrie, & partage avec eux, *suivant sa mise*, leur portion de capitalistes :— celle qui lui reste à titre de simple travailleur, ne se trouve-t-elle pas ainsi réduite au prix que le simple travail peut obtenir sur la terre ?

Jé passe enfin au tableau annoncé.

Les produits de la terre se trouvent portés, par la réaction du 5<sup>me</sup> mode dont il s'agit, de 2 milliards 500 millions, à - - - - - 3,333,333,333 livres.

Déduisez les nouveaux salaires portés par la réaction, à 1,111,111,111

Il reste donc aux capitalistes de la terre - - - - - 2,222,222,222

	livres.
D'autre part,	2,222,222,222
Mais ils n'avoient avant la taxe que - - -	1,666,666,666
	<hr/>
Donc ils gagnent par la taxe	555,555,556

Déduisez, comme il est assez juste, pour l'intérêt à 10 pour cent des 277 millions 777 mille 777 livres d'augmentation de salaires données aux travailleurs, ci - - - 27,777,777

Il restera donc aux capitalistes de la terre - - - 527,777,779

Mais dans ce même mode de taxation (v. p. 143), après que les capitalistes de l'industrie ont payé la taxe & l'augmentation de salaires, & qu'ils ont retiré l'intérêt de cette augmentation, il ne leur reste que 55,555,055 livres, dont 27 millions 777 mille 777 livres leur sont dus pour l'intérêt des 277 millions 777 mille 777 livres d'augmentation de salaires, donnés à leurs travailleurs, & les 27 autres millions 777 mille 777 livres, également dus pour l'embaras & les risques de percevoir le montant de la taxe.— Si cela n'est pas injuste, par les raisons que j'ai alléguées p. 126 & suivantes, en faveur de

l'industrie, on ne peut du moins se diffimuler, que cet équilibre si nécessaire entre les profits de l'agriculture & ceux de l'industrie, est également rompu, dans le quatrième mode de taxation & dans le cinquième—& que la seule différence entre ces deux modes à cet égard, est que, dans le quatrième, tout le bénéfice étoit pour l'industrie ; au lieu que dans le cinquième il est tout pour l'agriculture :—d'où résulte pour le défenseur officieux de ces deux sources de la richesse, l'obligation indispensable de chercher un autre mode de taxation, plus analogue à l'équilibre annoncé.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Sixième Mode de Taxation.

*Effets de la taxe de 500 millions, partagée entre les produits de la terre consommés exclusivement par les riches & les produits qui y correspondent dans l'industrie.*

LE premier point qui va frapper dans ce sixième mode, c'est qu'il rétablit cet équilibre dont je viens de parler,—& qu'au lieu d'enchérir tout de  $33\frac{1}{3}$  pour cent, il n'exige qu'un enchériffement de  $16\frac{2}{3}$ , comme on le verra par le compte suivant de l'agriculture, dont celui de l'industrie ne peut être que la répétition :—

La totalité des produits territoriaux, enchérie de $16\frac{2}{3}$ pour cent, est portée de deux milliards cinq cents millions, à	2,916,666,666
Deduisiez maintenant pour les nouveaux salaires, portés par cet enchériffement de $16\frac{2}{3}$ pour cent, de 833 millions 333 mille 333 livres, à	972,222,221
(L'addition est 138,888,888)	
Il restera aux capitalistes de la terre	1,944,444,445
L. 4	

( 152 )

livres.

De l'autre part, 1,944,444,445

Mais il faut déduire de ce prétendu reste,

1°, Le montant de la moitié de la taxe — 250,000,000

2°, L'intérêt à 10 pour cent de l'addition de salaires — 13,888,888

3°, La récompense légitimement due pour les peines, embarras, & risques attachés à la collecte de cette moitié de la taxe évaluée dans sa proportion (v. p. 149). - - 13,888,888

Total des trois articles - - 277,777,776

Il restera donc aux capitalistes de la terre, taxe, salaires, intérêts, peines & risques bien dûment payés - - 1,666,666,669

( 153 )

c'est-à-dire un écu de plus qu'ils n'avoient avant la taxe, & qu'ils ne doivent qu'à l'embarras des fractions que j'ai voulu éviter.

Le compte de l'industrie ne pouvant être, comme nous avons déjà dit, que la répétition de celui de l'agriculture, l'équilibre entre les deux sources de la richesse seroit donc rétabli par ce sixième mode, & les consommateurs ne payeroient le total de leur consommation que 16<sup>2</sup>/<sub>3</sub> pour cent plus cher, au lieu des 33<sup>1</sup>/<sub>3</sub> nécessités par les deux modes précédens; mais

Comment trouver dans l'agriculture aussi facilement que dans l'industrie 20 classes d'objets réellement susceptibles de taxation, & qui le soient (d'après le financier) parce qu'ils ne sont pas, ou ne doivent pas être consommés par les travailleurs?—Je supposerai cependant qu'un grand financier ne manquera pas de vous indiquer les 20 classes; car un grand financier est bien plus habile que le petit Grec de Juvenal (*Græculus esuriens in cælum jussus ibit*): celui-ci ne savoit que monter au ciel quand il en recevoit l'ordre;—celui-là se chargera de vous y porter, sous la seule condition que vous fermerez toujours les yeux.—

( 154 )

Cependant, après qu'il vous aura indiqué & que vous aurez taxé ces 20 classes, aurez-vous dans tous les champs des inspecteurs pour en fuivre la récolte, & obliger les fermiers de les mettre dans leurs granges, leurs caves, leurs greniers, dont ils auront une clef, & les inspecteurs une autre, afin qu'ils ne soient ouverts qu'au moment de la vente,—ni les denrées vendues (aux risques & périls des fermiers) qu'à ceux qui feront assez riches pour payer votre taxe avant de les enlever?—Ou bien, après que vos inspecteurs auront pris la note de la quantité des classes soumises à la taxe, & du montant de chacune, obligerez-vous les fermiers de commencer par vous payer (*indépendamment du bénéfice dû à l'inventif financier*) les 250 millions de la portion de taxe à laquelle vous aurez condamné l'agriculture, sauf à se dédommager par le surhaussement successif du prix des articles taxés?—Mais comment la reproduction se trouvera-t-elle de cette surcharge du fermier, jointe à l'incertitude où ils feront de leur remboursement?

Quant à l'industrie, on fait qu'une taxe sur un objet de son ressort, n'est pour elle qu'un droit d'en augmenter le prix—le jour même de la taxe; personne n'en disconvient, & tout le monde se récrie contre les mêmes prétentions de

( 155 )

la part de l'agriculture;—toutes ces considérations réunies vous ramèneront-elles au cinquième mode de taxation, malgré les inconvéniens qu'il présente, & doublerez-vous la taxe des 20 classes qu'il est si facile de trouver & de taxer dans l'industrie?—Avant de vous décider, examinez avec quelque attention les réflexions suivantes sur cette division en classes d'objets susceptibles & non susceptibles de taxation; l'analyse du remède le plus vanté, détrompe quelquefois ses victimes, & les dispose à reconnoître le spécifique qu'il faut lui substituer.

---

 CHAPITRE CINQUIÈME.
 

---

*Analyse du Système de la Division des Produits en Classes taxées & Classes non taxées.*


---

## SECTION PREMIÈRE.

*Différence des effets que la division des produits en classes taxées & classes non taxées, opère à l'égard des unes & des autres.*

DANS la supposition admise d'une taxe qui devrait finalement, pour faire le moins de mal possible, enchérir tout de  $33\frac{1}{3}$  pour cent, il est évident que s'il eût été possible de taxer tous les produits séparément, au prorata de leur valeur, chaque objet en particulier auroit acquis, par le moyen de la taxe, une valeur additionnelle de  $33\frac{1}{3}$  pour cent, — valeur additionnelle aussi incontestable que celle du chapeau dont j'ai parlé (p. 137) : alors toute la magie de l'enchérissement eût disparu, sa nécessité comme sa raison eût été sensible : le vendeur n'avoit qu'à dire — " Cet objet valoit 3 ; il est chargé d'un de plus ; il vaut donc 4 ; paie, emporte l'objet, & ne te plains pas ;

car si tu as à vendre un autre objet qui valoit 3, il vaut aussi 4, puisqu'il est chargé du tiers de son ancienne valeur comme celui que tu emportes." Point de réplique. —

Il est probable que l'impossibilité prétendue de cette opération de taxer tout en particulier, beaucoup plus que le desir de respecter les jouissances du travailleur, fit imaginer la division en classes taxables & classes non taxables ; mais l'expérience apprend que cette division ne produit point sur les classes non taxées, l'heureux effet prétendu par l'administrateur — de les garantir du prétendu malheur de l'augmentation de leur prix ; augmentation reconnue sans objection possible par l'administrateur lui-même à l'égard des classes taxées. Tâchons du moins de découvrir avec quelque précision, la différence que la taxe produit sur le prix des unes & des autres, & ce qui résulte finalement de ce tripotage si admiré.

Puisqu'on fait déjà quelle raison frappe sur les classes taxées, & de combien elle les enchérit immédiatement, il me semble que pour connoître exactement le montant de la différence dont je viens de parler, il ne s'agit plus que de trouver de combien toutes les classes de produits,

taxées ou non taxées, doivent enchérir, ainsi que la raison de cette nécessité,—& tirer la conséquence de ces deux observations.

On a vu (p. 13 & 133) que la taxe, pour faire le moins de mal possible, nécessitoit une augmentation de salaires qui

monte à	-	-	-	277,777,777
& qu'il falloit aux capitalistes pour intérêt d'avance, &c.	-	-	-	<u>55,555,557</u>
Total	-	-	-	333,333,334

Cette dépense extraordinaire des producteurs, partagée & répandue indistinctement sur tous les produits taxés ou non taxés, enchérit seule de 13½ pour cent chaque partie des uns & des autres ;—

Donc les 20 classes taxées dans l'hypothèse, éprouvent cet enchériffement comme les 80 qui ne le font pas.

Mais la taxe de 500 millions, outre le fardeau général dont je viens de parler, forme elle seule un fardeau particulier de 40 pour cent sur les 20 classes taxées qu'on évaluoit avant la taxe à la moitié du revenu, c'est-à-dire à un milliard 250 millions (on verra ci-après pourquoi) :

Donc la différence cherchée est que les 20 classes taxées sont enchéries de 53½ pour cent de leur valeur antérieure à la taxe, & que les classes non taxées le font seulement de 13½ pour cent.

Avant de s'applaudir de l'avantage qui semble résulter de cette différence, en faveur de la division en classes taxées & classes non taxées, je demande qu'on me permette d'en réduire encore le nombre, afin d'en faire mieux sentir, non pas les avantages, mais les inconvéniens & l'absurdité.

SECTION SECONDE.

*Effet de la réduction des 20 classes taxées, à 2.*

POUR mettre dans un plus grand jour l'absurdité de cette division de produits en classes taxées & classes non taxées (toujours sous le prétexte que les classes taxées ne comprennent que les objets de luxe, consommés exclusivement par les riches),—je supposerai un administrateur qui partageroit ou feindroit de partager, dans toute son énergie, le zèle aveugle ou feint des déclamateurs, des enthousiastes & des hypocrites de tous les siècles,—& qui, au lieu de 20 classes sur 100,

se détermineroit à n'en taxer que deux ;—il est inutile d'observer qu'il les choisira parmi celles dont les hommes les plus riches, les plus sensuels, les plus fastueux, peuvent seuls se permettre la jouissance. Ainsi l'on doit supposer que ces deux classes valent seule la moitié du prix assigné avant la taxe, aux 20 dont le sort après la taxe vient d'être analysé.

Elles valent donc avant la taxe 625,000,000  
 Ajoutez la taxe qui ne porte que sur ces deux classes - - 500,000,000

Voilà donc ces deux classes déjà enchéries de 80 pour cent de leur valeur primitive, c'est-à-dire portées à - - - 1,125,000,000

Ajoutez l'effet général des deux sommes dont nous avons parlé (p. 158) qui enchérit les classes taxées comme les classes non taxées, de 13 $\frac{1}{3}$  pour cent, ce sera pour les deux classes taxées - - - - 83,333,333

Ces deux classes taxées seront donc enchéries de 93 $\frac{1}{3}$  pour cent de leur valeur antérieure à la taxe, & seront ainsi portées de 625 millions à - - - 1,208,333,333

De l'autre part, 1,208,333,333

Maintenant observez que les 98 classes favorisées n'en sont pas moins enchéries de 13 $\frac{1}{3}$  pour cent,—ce qui les porte d'un milliard 875 millions à 2,125,000,000 & élève, comme les autres modes de taxation, le revenu de deux milliards 500 millions, antérieur à la taxe, à la somme de - - - - 3,333,333,333

Voilà du moins, diront les financiers, 18 nouvelles classes favorisées comme les 80 de la première supposition, & qui, au lieu d'éprouver en entier l'enchérissement de 33 $\frac{1}{3}$  pour cent, n'en éprouvent, grâces à la réduction à 2 classes, qu'un de 13 $\frac{1}{3}$ , comme les 80 auxquelles elles viennent d'être associées ; c'est donc un bénéfice palpable de 20 pour cent en faveur des 98 classes épargnées, contre les deux qui n'intéressent que des gens en état de les payer à leurs nouveaux prix.

On verra bientôt que ce bénéfice n'est palpable qu'à ceux qui ne sont pas en garde contre tous les bénéfices annoncés par les financiers ; mais quand celui-ci seroit réel, — qu'ils n'oublient



( 162 )

pas que la seule raison que les engage à ne taxer que deux classes sur 100, est l'idée qu'ils propagent que cete espèce de taxe n'influe point sur le prix des objets non taxés,—*Et qu'elle dispense les capitalistes d'augmenter les salaires de leurs travailleurs.* C'est donc sous ce point de vue qu'il faut & que je vais détailler plus particulièrement les funestes effets de ce miserable système.

## SECTION TROISIÈME.

*Développemens ultérieurs, nécessaires pour apprécier au juste le système de la taxation du luxe, relativement à ses deux grands prétextes,—GARANTIR DE L'ENCHÉRISSEMENT TOUS LES OBJETS NON TAXÉS, ET DISPENSER LES CAPITALISTES—DE LA NÉCESSITÉ D'AUGMENTER LES SALAIRES DE LEURS TRAVAILLEURS.*

POURQUOI les 2 classes taxées dont on a parlé dans la section précédente, valaient-elles seules avant la taxe 625 millions, pendant que les 98 classes non taxées ne valaient ensemble que trois fois cette somme?—C'est uniquement parce que, *dans un temps moyen*, il n'y a de constamment attachés au travail qui doit donner les 98 classes non taxées, que trois fois autant de

( 163 )

travailleurs que dans les deux classes soumises à la taxe :—d'où il suit que le produit du travail annuel d'un nombre quelconque de travailleurs, étant une fois évalué, il suffit également ou de savoir quelle partie de la population est attachée à une espèce de travail, pour connoître la valeur de son produit, ou de connoître la valeur de son produit, pour savoir quelle partie de la population s'en est occupée : or 625 millions sont le quart des deux milliards 500 millions, valeur supposée de la totalité des produits de l'industrie ; — donc ils représentent nécessairement, *dans un temps moyen*, le quart de la population, comme la valeur précise—la juste valeur du travail dont ce quart s'est occupé.—

Or ce quart de la population consacrée au travail de l'industrie, n'est pas moins de deux millions d'âmes qui ne subsistent *que par la consommation des deux classes taxées* :—

Il faut donc, pour apprécier plus exactement le miserable système de la taxation du luxe, c'est-à-dire de la consommation des riches, le considérer, comme je l'ai dit, dans la supposition réputée la plus avantageuse—1<sup>o</sup>, dans l'esprit des ignorans, c'est-à-dire ne produisant aucun effet sur le prix du travail, afin de conserver le pré-

( 164 )

cieux avantage de la balance commerciale ;—  
& 2°, dans le sens des hypocrites, c'est-à-dire,  
conservant toujours intact le prix des objets de  
nécessité, consommés par le pauvre, *comme si le  
pauvre devoit être condamné à ne consommer jamais  
que les objets de première nécessité !—*

*Observez maintenant que l'administrateur a  
besoin des 500 millions de la taxe :—*

Supposez-vous que la taxe sera payée, comme  
vous devez le supposer, puisqu'elle est nécessaire ?  
—Donc après le paiement de la taxe, c'est-à-dire,  
après que les gens riches auront consommé les  
objets taxés, ils auront 500 millions de moins  
qu'ils n'avoient avant la taxe, lorsqu'ils avoient  
payé la partie de leur consommation qui sup-  
porte la taxe entière ;—& dans ce cas je vois  
bien que le quart de la population qu'on occupoit  
à reproduire ces objets scandaleux de luxe, si  
réprouvés par les hypocrites, vit exactement  
comme si rien n'étoit taxé ;—

Mais il est temps de se rappeler que la popu-  
lation entière supposée de 24 millions, se trouve  
naturellement divisée en trois parties assez égales,  
dont l'une est consacrée aux travaux de l'agri-  
culture, l'autre à ceux de l'industrie ;—& quoique

( 165 )

la troisième soit composée de 8 millions d'ames  
comme chacune des deux autres, il faut encore  
observer que la plus grande partie de ces 8 mil-  
lions est destinée à des travaux d'une autre espèce,  
à des travaux d'une nécessité secondaire sans doute,  
mais aussi indispensables dans l'ordre actuel des  
sociétés, que ceux des deux autres tiers occupés à  
produire & à modifier les productions :—

Cependant vos capitalistes, après qu'ils ont payé  
leur consommation des objets taxés, ont 500  
millions de moins à répandre sur cette partie si  
précieuse du troisième tiers de la population ; il  
faudra donc diminuer d'autant son ancienne  
récompense :—

Mais à quel usage la totalité de cette récom-  
pense étoit-elle consacrée ? n'étoit-ce pas à payer,  
soit directement, soit indirectement, & par cas-  
cades, quelque autre espèce de travail de pre-  
mière nécessité ?—& si les divers capitalistes qui  
faisoient l'avance de tous les frais nécessaires pour  
continuer ce travail de première nécessité,  
reçoivent dorénavant 500 millions de moins,  
feront-ils tentés de renouveler cette avance, &  
de la continuer jusqu'à leur ruine ?

*Mais, direz-vous, la taxe de 500 millions n'est  
pas demandée pour être enfouie ; elle sera répandue*

M 3

( 166 )

*en d'autres mains, qui feront en plus, la même dépense que va faire en moins, cette partie du troisième tiers de la population dont on a diminué la récompense :—*

Soit ; mais indépendamment de l'injustice de cette diminution, j'observe une altération choquante dans les rapports nécessaires qui existoient avant la taxe, entre la récompense des travailleurs de première nécessité, & celle des malheureux destinés à ces autres travaux de nécessité secondaire,—travaux, je le répète, aussi indispensables dans l'état actuel de la société, que les travaux de première nécessité l'étoient même dans l'état de nature.—Eh ! s'il existe un moyen de conserver toujours l'équilibre sur tout, pourquoi s'obstiner à ne pas le chercher ? pourquoi le repousser lorsqu'on vous le présente ?

Je viens de supposer le paiement de la taxe ;— je vais maintenant, pour faire ma cour aux hypocrites, supposer que les 93 $\frac{1}{2}$  pour cent d'augmentation sur le prix des deux classes taxées, révolteront tous les consommateurs, & qu'ils s'abstiendront de tous les objets taxés : dans ce cas, 1<sup>o</sup>, il faudra bien que l'administrateur change de système,—& tant mieux, c'est sur quoi j'insiste ;—mais 2<sup>o</sup>, il faudra aussi que les deux

( 167 )

millions d'ames qui ne vivoient que de la production, consommation, & reproduction annuelle des deux classes d'objets exclusivement soumis à la taxe, désertent de votre pays,—ou qu'ils volent sur vos grands chemins,—ou bien que vous les nourrissiez sans rien faire ; à moins que vous ne préféreriez, comme la Convention en France, d'en envoyer une partie chez l'étranger pour égorger tout ce qui voudra se soustraire à leur brigandage, & de laisser habilement chez vous l'autre partie occupée à s'entregorger, pour qu'elle ne songe pas à vous égorger vous-mêmes, francs hypocrites.

Direz-vous que le défaut d'emploi pour les objets de luxe qui se sont attirés votre animadversion, obligera bientôt ceux qui *s'en occupoient*, de se porter à ces travaux de première nécessité qui donnent à vivre à tout le monde ?

Vous vous trompez encore ; car il n'y a rien de plus certain que cette grande vérité si peu connue, ou du moins si peu méditée, qui donneroit la solution de tant de difficultés, qui détruiroit tant de faux raisonnemens, & préviendroit tant de fausses mesures,—*jamais, jamais il n'y aura*, DANS UN TEMPS MOYEN, en objets de première nécessité, que la *quantité qui en sera toujours consommée* DANS CE TEMPS MOYEN

( 168 )

*qu'il faut toujours* SUPPOSER.—Or pour fournir abondamment à cette consommation, il ne faut peut-être pas un sixième de la population des travailleurs, lorsque l'agriculture & l'industrie sont libres & bien entendues ;—que ferez-vous des cinq autres sixièmes, vous qui devriez d'avance être si embarrassés des deux millions de malheureux dont votre ridicule système de taxation alloit vous surcharger ?—Ce n'est pas tout ;—vous avez besoin de 500 millions ;—taxerez-vous enfin les objets de nécessité, ou bien les prendrez-vous en nature pour les donner, de la même manière, à vos agens & à vos créanciers ?—Il faudra bien aussi dire un mot de cette chimère ; mais il est plus instant de poursuivre l'analyse que j'ai commencée.

## SECTION QUATRIÈME.

*Continuation du même Sujet.*

PEINTRES & poètes peuvent extravaguer sans inconvénient pour qui ce soit, si ce n'est pour eux-mêmes :—il n'en est pas ainsi d'un grand financier ;—hors lui & ses prôneurs, tout l'État souffre de ses extravagances :—tâchons du

( 169 )

moins d'en garantir le travailleur, jusqu'ici toujours victime de l'ignorance ou de l'hypocrisie.

Les 98 classes de produits que la fagacité prétendue de l'administrateur, l'empêche de taxer, sont donc, selon vous, préservée de ce fléau de l'augmentation de leurs prix, qui eût été l'effet nécessaire de leur taxation ;—& conséquemment, selon vous aussi, les 16 millions de travailleurs (famille comprise) dont la consommation doit être bornée, selon vous encore, aux objets compris dans ces 98 classes non taxées, ne peuvent justement prétendre à aucune augmentation de salaires, *puisque les objets de luxe sont les seuls qui soient taxés* :—

Je veux prouver que le travailleur est le seul dans la société, que ce misérable système opprime, quand il ne fait que vexer inutilement tous les autres états.

Nous avons supposé la consommation générale, divisée en 100 classes pour la commodité du taxateur, & de celui qui disèque ses opérations. Certainement on ne peut nier que le travailleur tant de l'industrie que de l'agriculture avoit bien justement, *avant la taxe*, sur

( 170 )

toutes les 100 classes, comme sur chacune d'elles, un droit proportionné à l'étendue de ses facultés,—c'est-à-dire au montant du milliard 666 millions 666 mille 666 livres de salaires qu'il recevoit,—& qu'on ne veut point augmenter depuis la taxe, par la raison si souvent alléguée. —Mais depuis que la taxe a porté la bouteille de vin de 2 sols à 4, le sel d'un fol à 13, le tabac de 8 sols à 4 livres, &c.—a-t-on prouvé au travailleur qu'il lui étoit aussi avantageux de renoncer en tout ou en partie au vin, au sel, & au tabac,—& de se dédommager de ces privations, par une plus grande consommation des objets non-taxés, dont il avoit déjà tout ce qu'il desiroit en avoir—que de recevoir une augmentation de salaires qui le mettroit en état de continuer son ancienne consommation des objets taxés, sans diminuer en rien celle des autres? Répondez....

Les différens objets qui composent les deux classes taxées, donnent certainement de la force ou du plaisir; quelques-uns même donnent l'un & l'autre: or, le travailleur a besoin de force quand il travaille, & de plaisir les jours de fête,—est-il juste, est-il prudent, est-il digne d'un administrateur, de fixer la qualité, & de

( 171 )

régler la dose que le travailleur doit prendre de l'un & de l'autre? Répondez.....

Si la différence énorme, que la taxe d'un article met entre son ancien prix & le nouveau, engage le vendeur à falsifier l'article, pour le donner à un prix moins éloigné des facultés du consommateur,—& qu'il résulte de la falsification, les inconvéniens les plus graves relativement aux forces, à la santé, à la vie du travailleur,—oserez-vous les calculer, & transigerez-vous sur cet objet avec autant d'héroïsme que les conventionnels l'ont fait sur le nombre des millions d'hommes que l'établissement de leur domination doit coûter à toute l'Europe?—Répondez.....

Maintenant si le travailleur est le seul, oui, le seul dans la société, qui n'ait pour lui & sa famille que cette portion indispensable dans les objets de nécessité & de luxe, que l'état actuel de la société lui permet, comme le même état exige qu'on le lui donne,—conviendrez-vous, indépendamment des réponses que vous seriez forcé de faire aux trois questions précédentes, conviendrez-vous, dis-je, que le travailleur est le seul dans la société que votre misérable système opprime?—je vais le prouver,—

Lorsque je parle généralement du travailleur, on doit entendre l'homme qui n'a d'autre ressource que son travail pour vivre pendant tout le cours de l'année ; car il est évident que le travailleur qui seroit en même temps propriétaire & de la quantité de terre, & de celle des capitaux de toute espèce reconnus nécessaires pour l'occuper continuellement sur cette terre pendant toute l'année, *avec le plus de fruit pour la société comme pour lui-même*,—il est, dis-je, évident que ce travailleur doublement propriétaire, produiroit, dans cet espace de temps, trois fois la valeur de la somme qu'on donne au simple travailleur dans le même espace de temps ;— dans ce cas, le premier tiers de cette valeur lui appartiendroit comme travailleur, le second comme copropriétaire du grand capital de la terre nationale, & le troisième comme propriétaire indivis des autres capitaux de tout espèce qui concourent avec sa terre & son travail, à former la totalité de son revenu. Il a donc, grâces à ses deux propriétés comme à son travail, deux tiers de leurs produits, de plus que le simple travailleur ; or ces deux tiers n'étant, relativement aux objets de luxe qu'on a taxés, diminués chacun que d'une portion égale à celle qu'il perd sur le troisième tiers qui lui appartient à titre de travailleur, on ne peut

nier qu'il lui reste encore une portion considérable de luxe dont le simple travailleur est privé. — Les détails suivans développeront mieux cette idée, & ne seront pas inutiles à d'autres égards.

Je ne vois aucun moyen de s'empêcher d'extravaguer dans la définition *du luxe & du nécessaire*, & dans la répartition de l'impôt, toujours décidée d'après les extravagances de cette définition, que de réduire *le nécessaire* à son dernier terme, c'est-à-dire au seul objet sans lequel il ne seroit pas possible d'exister.—Dire, comme Mr. Adam Smith, dans son ouvrage très-estimable & très-estimé sur *la richesse des nations*, que les fouliers ne sont pas un luxe pour le travailleur en Angleterre, parce qu'il n'y est pas accoutumé à marcher sans cette espèce de chaussure,—mais qu'ils peuvent être considérés comme un luxe pour le travailleur en France, parce qu'un grand nombre de travailleurs y sont accoutumés à porter des sabots,—c'est décider, sans y faire attention, que les dentelles, les dorures, les carrosses, &c. ne sont pas un luxe pour quiconque s'est fait par l'habitude un besoin de ces superfluités,— lesquelles, dans le fait, ne sont qu'une espèce de luxe *qui nourrit tant de familles de travail-*



*leurs*, comme les fouliers en font une autre espèce qui nourrit tant d'autres familles :—or, pour se décider en homme de bon sens en faveur de l'une ou de l'autre de ces deux espèces de luxe, il faudroit savoir celle qui nourrit le plus de familles ;—& il est probable qu'après l'information, l'homme de bon sens se décideroit à les conserver toutes les deux.—Il faut être plus strict, plus sévère dans ses définitions, lorsqu'on doit en tirer des conséquences qui intéressent essentiellement l'existence du travailleur, les jouissances de tous les hommes, & la richesse de toutes les nations. Je dirai donc rigoureusement,—

Chez un sauvage, *le nécessaire* c'est l'animal qu'il est *obligé* de tuer pour éviter que la faim ne le tue lui-même ;—en Europe aujourd'hui, *le nécessaire* c'est assez généralement le pain qu'il faut gagner par un *travail actuel*, un travail de tous les jours, lorsqu'on ne l'a pas assuré par *une accumulation de travaux antérieurs*, qui permet à celui qui la possède, de se reposer—de se reposer, en payant journellement le droit de son repos à ceux qui n'ont d'autre ressource pour vivre que leur travail de tous les jours & de toute l'année :—*le luxe sera donc tout ce qui n'est pas cet objet si évidemment nécessaire.*—

J'ai dit ailleurs,\* & il faut bien le répéter, que le travailleur en Angleterre avoit deux fois & demi autant de luxe que le travailleur en France ;—& je l'ai *démontré* par le montant des salaires qu'on leur donne dans les deux pays. En effet le travailleur en Angleterre, *avant la guerre d'Amérique*, avoit par jour, pour chacune des quatre têtes dont sa famille est en général composée, environ six *pence*, que les François traduisent par six sols.

Le travailleur avoit également six sols en France ;—mais les six sols qu'on donnoit aux travailleurs François, n'étoient que six sols monnoie Française ; au lieu que les six *pence* Anglois, quoique traduits en François par six sols, valoient douze sols monnoie *réelle* de France :—je dois donc, quand il s'agit de comparer les salaires Anglois avec ceux de France, calculer sur les douze sols François qu'on donnoit aux travailleurs en Angleterre *avant la guerre d'Amérique*, & sur les six sols François qu'on donnoit aux travailleurs en France ;—c'est ce que je vais faire, pour avoir assez juste, la somme de jouissances des uns & des autres.

---

\* Seconde Suite des Considérations sur le Mécanisme des Sociétés.



( 176 )

La ration journalière de cette espèce de pain substantiel, nécessaire à tout un peuple qui y seroit réduit pour toute nourriture, valoit en France, *prix moyen*, environ trois sols François ; elle ne valoit quelque chose de plus en Angleterre, que dans des circonstances accidentelles qui la portoient également au-dessus de ce prix en France :—

Or, chaque tête de la famille du travailleur François n'avoit que six sols par jour ; —donc chaque tête de la famille du travailleur François n'avoit & ne pouvoit avoir qu'un de luxe & un de nécessité.—

Chacune de ces têtes en Angleterre avoit douze sols par jour ; & la ration de pain qui lui est nécessaire, excédoit rarement la valeur du quart de sa portion de salaire, disons cependant qu'elle en absorboit deux septièmes ; —donc elle avoit un de nécessité, & deux & demi de luxe.

Ces deux conclusions me paroissent, à quelques fractions très-insignifiantes près, d'une évidence irrésistible ; & voici ce qui en résulte.

On

( 177 )

On a vu dans la section précédente, que *dans le cas où l'on réussiroit à n'augmenter le prix ni du travail ni de ses produits*, une conséquence inévitable du système de la taxation du luxe, seroit *d'occasionner un vide dans la reproduction* ; —or, si l'on admet pour éviter le plus grand mal, que ce vide dans la reproduction générale ne sera pas dans la partie qui renferme l'objet déclaré de première & absolue nécessité, parce qu'on est obligé de le fournir au travailleur, afin qu'il continue d'exister pour reproduire, —il faudra bien qu'on accorde que ce vide se trouvera dans les articles que ma définition, aussi juste que rigoureuse, présente sous le nom de luxe, comme vin, cidre, biere, fouliers, &c.

Supposons maintenant que ce vide soit d'un quart (autant vaut cette fraction qu'une autre), & revenons au simple travailleur ; —nous savons qu'il a par jour pour chacune des têtes qui composent sa famille, six sols, dont trois sont consacrés au strict nécessaire qu'il faut avoir pour exister, —& trois sont destinés à ce petit degré de luxe, dans lequel beaucoup d'idées fausses, accompagnées de beaucoup d'injustices, l'ont circonscrit en France depuis bien des années, —tandis-qu'un peu moins d'idées fausses, & beaucoup moins d'injustices, ont élevé le

N

( 178 )

simple travailleur Anglois jusqu'aux deux & demi de luxe, dont il jouissoit déjà en Angleterre en 1774.

Cependant lorsque le travailleur François est déjà réduit à un de luxe,—si le vide occasionné dans la reproduction par le déplorable système que je m'obstine à disséquer, lui en enlève réellement une quatrième partie, en lui faisant payer les  $\frac{1}{4}$  qui lui restent, aussi cher qu'il payoit l'entier, . . .

Observez maintenant que cela est inévitable, & que long-temps avant qu'on en soupçonnât la cause, l'expérience avoit prouvé que si la production de 100 objets d'un usage ordinaire, est évaluée à 100 livres, & que cette reproduction diminue d'un quart, & réduise le nombre des 100 objets à 75, par quelque raison que ce soit,—les 75 seront portés par la concurrence *au moins* à la somme des 100 livres qu'on donnoit pour les 100 objets; ce sera donc bien véritablement du quart de ses jouissances réelles en luxe,—que le vide de la reproduction dépouillera cet infortuné *simple travailleur*:—mais certainement ce même vide n'enlèvera au *travailleur doublement propriétaire* dont j'ai parlé au commencement de cette section, que le quart

( 179 )

de chacune des trois portions de luxe, qu'il avoit dans sa triple capacité de *simple travailleur* & de *double propriétaire*;—

Donc, au lieu de  $\frac{3}{4}$  de luxe qui resteront seulement au *simple travailleur*, il en restera neuf quarts au *travailleur doublement propriétaire*;—

Celui-ci ne fera donc qu'injustement volé, & l'autre sera indignement opprimé, comme j'avois promis d'en donner la preuve.

Une analyse exacte devient à la longue un arrêt de destruction, contre tous les mauvais raisonnemens de la finance, comme elle l'est bientôt en matière de chymie, contre tous les remèdes des charlatans;—il faut donc braver la certitude de déplaire aux financiers, & ne pas se laisser d'analyser leurs bévues.

( 180 )

## SECTION CINQUIÈME.

Continuation du même Sujet.

*Effets des réductions de l'intérêt de la Dette Nationale.*

ON vient dans la dernière section de se convaincre qu'il étoit impossible d'épargner au malheureux travailleur le contre-coup de cette opiniâtreté à ne pas augmenter son salaire, lorsqu'on taxoit uniquement les objets anathématisés par les hypocrites :—

On avoit au contraire observé, dans plusieurs des sections précédentes, qu'avec la précaution d'augmenter toujours les salaires du travailleur, en raison des nouveaux prix que la taxe & ses réactions nécessitoient sur tout,—le taxateur pouvoit à son gré taxer la consommation de quiconque auroit le malheur de déplaire aux déclamateurs.

On n'aura pas manqué d'observer aussi, qu'il résulteroit cependant un très-grand avantage pour les consommateurs *oisifs* de l'exacte con-

( 181 )

servation des anciens prix, qu'on a supposée dans les deux sections précédentes ; & cette observation est aussi juste, que celles par lesquelles j'ai commencé la présente section ; je conviendrai même que dans ce cas il n'y auroit dans la société que les travailleurs & tous ceux qui contribuent, par le sage emploi de leurs capitaux, à tripler la reproduction,—qui pourroient raisonnablement s'en plaindre.—Mais abstraction faite des intérêts particuliers des consommateurs oisifs, des travailleurs, & des capitalistes de toute espèce, tâchons de trouver, *à-peu-près*, la somme que ce misérable système du maintien des anciens prix, & l'opération de finance la plus propre à l'assurer, ont fait perdre à la France, depuis la fin du dernier siècle. Je n'ai pas besoin de répéter qu'on ne doit pas s'attendre à une précision mathématique ; mais j'ose croire que les penseurs trouveront dans les faits & les réflexions que je vais leur soumettre, une espèce de démonstration de l'*à-peu-près* que je viens d'annoncer.

L'opération de finance la plus propre à maintenir les prix de tout, & même à les diminuer pour quelques années, c'est sans contredit cette méthode suivie assez constamment en France, de réduire tantôt d'un quart, tantôt d'une moitié,

( 182 )

tantôt des  $\frac{3}{8}$ , le revenu de quiconque avoit osé placer son capital dans les fonds publics de ce royaume.—

Si l'on demande quel effet a dû nécessairement produire cette méthode si commode pour les administrateurs *saisis de l'omnipotence*;—je commencerai par répondre *généralement* qu'il a dû nécessairement en résulter, & qu'il en est démonstrativement résulté, *un vide dans la consommation parfaitement égal à ce quart, à cette moitié, à ces  $\frac{3}{8}$  des facultés de consommer, qu'on avoit ainsi réduites.*—Or, combien de fois cette opération a-t-elle été répétée?—Au défaut de documens positifs, fort difficiles à trouver depuis le bouleversement de toute propriété en France, il faut bien encore répondre *généralement*, qu'on étoit trop heureux lorsque les prétendus besoins de l'Etat étoient seuls mis en avant pour autoriser cette étrange mesure; car on ne rougissoit pas quelquefois d'en célébrer la justice:—n'a-t-on pas même porté le délire jusqu'à vouloir établir en principe—que le Roi, à son avènement au trône, avoit le droit de supprimer la dette publique, & qu'en ayant le droit, son devoir étoit de le faire pour le plus grand bien du peuple qui en auroit d'autant moins à payer!—Mais vous

( 183 )

tous qui parlez, ou de réduire ou de supprimer, soit en France, soit en Angleterre, ou par-tout, répondez,—quelle différence faites-vous, de vous-mêmes à la Convention? Elle égorge tous ceux dont elle veut envahir les propriétés;—ne condamnez-vous pas à une mort plus cruelle, puisqu'elle est plus lente, tous ceux qui ne subsistent, soit directement soit indirectement, qu'aux dépens de ce revenu que vous ne parlez de réduire qu'en attendant le prétendu besoin de le supprimer?

Graces aux modifications apportées à cet étrange principe du droit royal, de supprimer la dette entière,—& peut-être aussi graces aux inconvéniens qui auroient suivi de bien près l'exécution complète & rapide de cette grande mesure, la France doit encore environ 150 millions tournois, de rentes tant perpétuelles que viagères, & qu'on pourroit évaluer ensemble à 120 millions, s'il s'agissoit de réduire les viagères en perpétuelles,—c'est ce que je proposerai.—

Maintenant, voyons à-peu-près combien la France devroit aujourd'hui de ces rentes perpétuelles, si l'on avoit fait en France tout le

( 184 )

bien, & qu'on n'y eût fait que le mal qu'on a fait en Angleterre,—c'est-à-dire si, après des emprunts bien ou mal employés, au lieu de réductions qui diminoient les valeurs, & conséquemment les prix, ou eût établi des impôts qui les eussent augmentés—si au lieu de baisser progressivement la dette jusqu'au triste niveau des taxes destinées à en payer l'intérêt, on eût élevé les taxes jusqu'à la hauteur des intérêts de la dette,—voyons, dis-je, combien la France devrait aujourd'hui de ces rentes perpétuelles ;—c'est par-là qu'il faut commencer, pour trouver la somme que ces réductions si vantées, ont fait perdre à la France depuis la fin du dernier siècle. On sent encore ici, qu'on ne peut arriver au but que par une voie oblique ; on voudra bien me la pardonner.

Les impôts consacrés en Angleterre aux intérêts de la dette nationale, en y joignant le million sterling inutilement prodigué pour l'absurde remboursement qu'on a malheureusement déclaré nécessaire,—montent à dix millions sterling (quelques milliers de livres plus ou moins ne font absolument rien aux conséquences essentielles que je veux en déduire) ;—or 10 millions sterling valent environ 240 millions tournois, & représentent, au denier vingt seulement,

( 185 )

un capital de 4 milliards 800 millions de livres tournois.

Maintenant il faut observer que la France fut obligée de soudoyer des alliés comme l'Angleterre,—de payer des ambassadeurs comme elle—& comme elle, d'entretenir beaucoup de ces espèces d'intelligences que l'argent seul peut procurer ;—comme elle aussi, la France fut obligée de soutenir des guerres de mer, & il fallut de plus qu'elle, que la France créât une marine pour soutenir ces guerres, recréât cette marine toutes les fois que l'Angleterre l'avoit détruite, & dépensât pour ces créations & recreations bien plus que l'Angleterre ne dépensoit pour conserver & entretenir :—n'hésitez donc pas à reconnoître que la France devrait, pour les articles seuls des dépenses qu'elle a faites comme l'Angleterre, avoir aujourd'hui, comme l'Angleterre, un intérêt annuel à payer, de 240 millions tournois, pour les 4 milliards 800 millions de capitaux qu'elle a certainement empruntés & dépensés pour les articles dont je viens de parler :—

Ajoutez à ces 4 milliards 800 millions, les autres milliards empruntés aussi & dépensés pour soutenir tantôt sur terre, & tantôt sur mer, tantôt contre l'Europe entière, & tantôt contre la moitié de l'Europe, des guerres qui exigeoient des armées continentales de 3 à 400 mille hommes,—des

quantités de forteresses à bâtir ou à reconstruire sur des plans nouveaux & les plus dispendieux,—des arsenaux immenses,—des établissemens de toute espèce répandus & dans l'intérieur & sur toutes les frontières, &c. &c. n'oubliez pas plusieurs centaines de millions empruntés & dépensés en maisons royales—*en maisons royales*, direz-vous, *mais c'est mal-à-propos*—je n'en fais rien, mais ils ont été empruntés, & ils ont été dépensés en maisons royales, en ameublemens de la plus grande richesse, en tableaux du plus grand prix, en bijoux les plus rares, qu'il a été bien plus facile de dilapider, qu'il ne le seroit de les évaluer;—additionnez enfin tous ces objets, & il faudra bien convenir que la France doit avoir emprunté pour ces nombreux articles de dépenses à elles particulières, & auxquelles la situation & le génie de l'Angleterre ne l'ont pas exposée—une seconde masse de capitaux, au moins de 4 milliards 800 millions comme la première, & qui devroient aujourd'hui être représentés par 240 autres millions d'intérêt annuel, aussi légitimement dus pour les articles de dépense particulière à la France,—que les 240 millions dont j'ai parlé plus haut, le seroient encore légitimement, pour les capitaux très-réellement empruntés & absorbés par les dépenses égale à celles que l'Angleterre a visible-

ment faites,—dépenses qu'il n'est pas possible de nier, puisqu'elles lui coûtent encore un intérêt de 10 millions sterling par année.—On dira sans doute que *je devois du moins faire la soustraction du million consacré à l'inutile remboursement*;—non, parce qu'il est bien loin d'équivaloir aux réductions d'intérêt que l'Angleterre s'est permises comme la France, mais qu'on ne peut pas reprocher aussi amèrement à l'Angleterre, parce qu'elles n'y ont jamais été forcées comme en France.—Mais revenons à la question:—

240 millions tournois d'une part, & 240 millions tournois d'une autre, font bien 480 millions de rentes perpétuelles que la France devoit en toute justice, pour l'intérêt des 9 milliards 600 millions des capitaux qu'elle a visiblement empruntés. ....

Ici l'on m'arrête, & l'on s'écrie:—

Comment! la France devoit aujourd'hui 480 millions de rentes perpétuelles!

La France devoit en rentes perpétuelles 360 millions de plus que les 150 millions tant de perpétuelles que de viagères, qu'elle ne peut réduire qu'à 120 millions de perpétuelles!

*Il faudroit lever de plus sur les peuples 360 millions d'impôts annuels, pendant que la demande seule de 115 ou 117 millions qu'on pouvoit réduire à 60, l'a précipitée dans ce déplorable état, dont ses plus aveugles ennemis commencent à redouter les conséquences pour eux-mêmes !*

J'espère qu'on ne trouvera pas que j'affoiblisse l'objection ; je vais cependant tâcher d'y répondre ; & si l'on trouve que ma réponse conduit à une espèce de nouveau monde bien préférable à l'ancien, je pourrai dire que ce n'est pas ma faute si la découverte n'en a pas été faite plus tôt ; les indices que j'en ai donnés annuellement depuis dix années, sont peut-être plus forts que ceux qui déterminèrent Christophe Colomb à chercher l'Amérique.

Je commencerai ma réponse par une question :—

Pourquoi l'Angleterre, avec une population moindre des deux tiers, porte-t-elle si lestement, au-dessus de ses autres fardeaux, la masse énorme d'impôts consacrés à l'intérêt de sa dette,—laquelle masse d'impôts est de 240 millions tournois toujours très-bien payés ?

C'est, direz-vous, parce qu'elle a une masse énorme de capitaux, & que les capitaux s'y présentent sans cesse pour tout produire comme pour tout payer :—

Cela est incontestable ;—mais si vous avez successivement, en conséquence de vos misérables idées soutenues de votre omnipotence, réduit de 5 à 4, puis de 4 à 3, de 3 à 2, puis à 1, sans compter les occasions brillantes où vous avez pris tout ce qui étoit dans la poche de vos bachas concussionnaires,—si vous avez, dis-je, réduit un capital bien réel de 9 milliards 600 millions, que vous aviez emprunté, aux 2 milliards 400 millions représentés par 120 millions de rentes perpétuelles, vous avez donc anéanti—bien positivement—7 milliards 200 millions de capitaux que vous aviez,—que vous pouviez conserver,—& que vous auriez encore si vous aviez fait à leur égard comme l'Angleterre,—qui, en respectant les intérêts de sa dette, a conservé cette masse énorme de capitaux qu'on ne peut évaluer à moins de 4 milliards 800 millions, dont l'intérêt toujours payé à jour fixe, atteste l'existence,—pendant que vous ne pouvez exhiber qu'un capital trop estimé deux milliards 400 millions, puisqu'en exhibant même les 120 millions de rentes perpétuelles qui devroient en assurer l'in-



( 190 )

térêt, vous ne pouvez vous dissimuler, ni à qui que ce soit, que ces rentes n'ont pas toujours été payées avec exactitude.

Supposez maintenant que vous eussiez conservé ce capital de 7 milliards 200 millions que vous avez anéantis,—& que vous pussiez administrer la preuve de son existence, en exhibant les 360 millions d'intérêt perpétuel que vous payeriez avec autant de facilité que l'Angleterre paie ses 240 millions, si vous aviez comme elle taxé à mesure que vous empruntiez,—pouvez-vous nier que ces 360 millions bien exactement payés, présenteroient *dans la consommation générale*, un article égal à cette somme ? Pouvez-vous nier qu'en dépouillant vos créanciers de ce revenu de 360 millions, vous avez diminué d'autant la dépense qu'ils auroient faite, & qu'ils feroient encore si vous ne les aviez pas dépouillés ? —Pouvez-vous nier que ce déficit dans leur dépense annuelle, en a nécessité un pareil *dans la production* ? car enfin, lorsque le nombre des acheteurs diminue, il faut bien produire moins, ou plus mal, pour s'en dédommager.—Vous avez fait l'un & l'autre en France, pendant qu'en Angleterre, avec une conduite opposée, on a fait plus & mieux dans l'agriculture comme dans l'industrie.

( 191 )

Je ne vous proposerai certainement pas de vous charger aujourd'hui de ces 7 milliards 200 millions, ni de rétablir par une addition à la taxe supposée nécessaire de 500 millions,—les 360 millions d'intérêt annuel qu'il faudroit pour attester la résurrection du capital que vous avez étouffé ;—mais vous plaindrez-vous encore de ce qu'il n'existe pas en France autant de capitaux pour emprunter, produire, & payer, qu'il en existe en Angleterre,—lorsqu'il est évident que vous en auriez dans vos fonds publics seuls, pour 7 milliards 200 millions de plus, si vous ne les aviez pas anéantis ?.....

.....Permettez que je vous présente un sommaire de ce qui seroit résulté de l'existence de ces capitaux, si vous les eussiez respectés.

Il est bien démontré que 360 millions de la consommation annuelle que vos créanciers auroient faite si vous ne les aviez pas dépouillés, auroient été nécessairement suivis *d'une reproduction annuelle de la même valeur* ;—mais combien ces 360 millions de produits additionnels auroient-ils ajouté à la valeur des anciens, après les réactions ordinaires de la taxe nécessaire pour assurer la recette annuelle de ces 360 millions dans l'échiquier ?—Vous verrez bientôt qu'on ne

( 192 )

peut pas supposer moins de 22½ pour cent ;— il faudra donc ajouter aussi 22½ pour cent aux salaires des travailleurs,—& vous verrez également que dans ce nouveau cas, ces deux opérations fussent comme dans ceux dont j'ai parlé, pour concilier & conserver aussi intacts qu'il est possible de le désirer, les intérêts des travailleurs & ceux des capitalistes. Je n'ai pas besoin de répéter qu'en voyant le compte, soit de la terre, soit de l'industrie, on voit toujours celui, je ne dis pas de sa rivale, mais de sa sœur trop peu chérie.

22½ pour cent d'augmentation sur le prix des anciens produits territoriaux, toujours supposés de 2 milliards 500 millions, les élèvent à la somme de - - - - 3,062,500,000

Mais il faut en déduire les salaires des travailleurs, augmentés aussi de 22½ pour cent, & conséquemment portés de 833 millions 333 mille 333 livres à - - - - 1,020,833,333 (l'addition est 187,500,000)

Il seroit donc resté aux capitalistes - - - - 2,041,666,667

( 193 )

D'autre part 2,041,666,667

Otez de cette somme la taxe de 360 millions, qui eût été nécessaire pour payer l'intérêt des 7 milliards 200 millions de capitaux qu'on n'a pas voulu conserver - - - - 360,000,000

Il seroit donc resté aux capitalistes après l'acquit de la taxe - - - - 1,681,666,667

Mais avant la taxe, il ne leur restoit, comme on l'a vu tant de fois dans les autres comptes, que - - - - 1,666,666,666

Donc ils auroient eu de plus qu'avant la taxe - - - - 15,000,000 disons quinze millions, c'est-à-dire l'intérêt à 8 pour cent des 187 millions 500 mille livres de salaires additionnels que la taxe de 360 millions exigeoit qu'on donnât aux travailleurs, afin qu'ils ne perdissent rien de leurs anciennes & très-justes jouissances.....

Si vous mettez à part le défaut inséparable des modes de taxation dont j'ai parlé jusqu'ici, je demande qui auroit souffert ?—personne—& vous auriez annuellement la valeur intrinsèque & réelle de 360 millions de produits additionnels

( 194 )

que vous n'avez pas, & qui feroient augmentés comme les anciens d'une valeur nominale de  $22\frac{1}{2}$  pour cent ;—vous auriez aussi les 7 milliards 200 millions de capitaux que vous n'avez plus, & leur existence feroit évidemment démontrée par les 360 millions d'intérêt que vous payeriez annuellement & facilement, comme en Angleterre, aux possesseurs du titre de cette propriété.—

Je fais bien qu'on peut m'objecter cette taxe de 500 millions qui sert de base à tout ce que j'ai dit jusqu'ici, & me demander, s'il feroit praticable, s'il ne feroit pas absurde, d'augmenter encore de  $33\frac{1}{3}$  pour cent le prix du travail qui feroit déjà augmenté de  $22\frac{1}{2}$  pour cent, si l'on n'avoit pas réduit comme on a fait & rentes & capitaux ; mais je fais aussi que je puis répondre très-affirmativement sans craindre la réplique,— qu'il feroit encore plus absurde, de supposer que cet état de choses qui exige aujourd'hui en France l'établissement d'une taxe de 500 millions, eût jamais existé, si l'on y eût scrupuleusement suivi, comme on l'a fait en Angleterre, la loi très-juste de respecter les propriétés des rentiers, tout autant que celles de la Couronne ;—& je puis ajouter avec la même confiance, que dans ce cas, l'expérience d'un siècle est bien suffisante pour affirmer aussi, qu'à quelques clabauderies près,

( 195 )

comme en Angleterre, tout feroit aujourd'hui en France assez tranquille, & que tout y feroit très-bien payé,—très-bien payé comme en Angleterre, parce qu'en Angleterre on taxe à mesure du besoin,—parce que le prix de tout y augmente insensiblement à mesure que les taxes en font sentir la nécessité,—parce que aussi les plus vives oppositions ne peuvent y avoir d'autre effet essentiel que *l'indispensable & inappréciable effet de bien éclaircir les matières*,—& parce qu'enfin, dans les cas où la question reste douteuse après la discussion, la prépondérance qui décide y est toujours dans la main du plus froid, du plus éclairé, & du plus intéressé à conserver tout,—au lieu d'être, comme aujourd'hui en France, absolument livrée au plus féroce & au plus aveugle, dirigé par le plus fourbe, le plus atroce, & le plus intéressé à tout bouleverser.

La cupidité augmente avec les richesses ;—au lieu donc du résultat mesquin de 7 milliards 200 millions de capitaux que nous a donné la supposition d'un peu plus de justice & d'un intérêt général & particulier mieux entendu,—cherchons plus minutieusement ce qui feroit arrivé en France, si depuis un siècle on y eût suivi l'exemple donné par l'Angleterre, de taxer au besoin,—& de laisser tous les différens intérêts s'arranger entre eux pour leurs prix, comme ils jugeroient à propos de le faire.

( 196 )

## SECTION SIXIÈME.

*Continuation du même Sujet.—Perte en revenus  
& en capitaux, évaluée.*

MA brochure tombera peut-être dans les mains de quelques-uns de ces lecteurs impatients d'arriver à la fin d'un ouvrage, & qui ne cherchent dans la lecture rapide qu'ils en font, que les demi-idées dont ils ont besoin pour en parler, & en faire la critique:—je ne redoute point l'opinion d'un penseur; mais je tremble comme un écolier devant les gens qui n'ont besoin que de demi-idées, & je me hâte de leur déclarer ingénument que je ne songeois pas à eux quand j'ai entrepris ma brochure. Quant aux penseurs,—qu'ils critiquent, qu'ils censurent, qu'ils frappent même s'ils le veulent, mais ensuite qu'ils examinent s'il est possible, & de s'instruire à fond des effets de l'impôt qu'il est si essentiel de connoître,—& de négliger des détails qui mettront sous les yeux, & ce qu'on auroit évidemment gagné par des idées plus justes sur cette matière, & ce qu'on a perdu pour n'avoir eu que des idées toujours étroites & incomplètes, quand elles n'ont pas été absolument fausses.

( 197 )

Je commencerai par rapporter quelques faits dont on ne peut douter,—& je finirai par des observations & quelques rapprochemens dont les conséquences seront faciles à déduire.

A la fin du dernier siècle, depuis 1688 jusqu'en 1697, le revenu territorial brut de toute l'Angleterre, n'étoit, suivant l'exact Mr, King, que d'environ 30 millions sterling:—

Les salaires du travailleur étoient alors de 8 *pence*, environ 16 sols de France;—il faut y ajouter un peu moins de la moitié, pour les salaires que gagne la femme; & l'on verra que les deux salaires réunis donnoient alors, par jour, au mari, à la femme, & à leurs deux enfans hors d'état de travailler, environ 3 *pence*, ou six sols de France, à dépenser par chaque tête.—

Le nécessaire, c'est le blé depuis qu'on laboure; ou pour mieux dire, c'est le pain qu'on fait avec du blé, depuis que le luxe est monté jusqu'au point de le moudre, d'en extraire la farine, de séparer de la farine sa partie la plus ligneuse, de pétrir ce qui en reste, & de le cuire.

Dans le temps dont je parle (depuis 1688 jusqu'en 1697), le blé valoit en Angleterre, sur un médium, 50 shillings & quelques sols le quar-

tier, mesure de Windfor (v. les tables de chaque année rapportées dans les *Recherches sur la Richesse des Nations*) :—

Environ 80 ou 90 ans après, le blé ne valoit en Angleterre que 40 shellings (v. l'Arithmétique politique de Mr. Arthur Young, & ses Annales d'Agriculture) : ainsi l'on doit admettre que le pain, depuis 1688 jusqu'en 1697, valoit nécessairement un cinquième de plus qu'il ne valoit depuis 1744 jusqu'en 1780,—époque à laquelle j'ai trouvé qu'au prix de 40 shellings le quartier de blé, le travailleur en Angleterre avoit un de nécessité &  $2\frac{1}{2}$  de luxe, pendant que le travailleur François n'avoit encore qu'un de luxe & un de nécessité.

Mais au prix de 50 shellings que le quartier de blé valoit depuis 1688 jusqu'en 1697, la quantité de pain nécessaire par jour à chaque tête de la famille du travailleur en Angleterre, valoit nécessairement un peu plus de 3 sols & demi de France; & nous venons de voir qu'à cette époque la portion de salaires qui revenoit à chaque tête n'étoit que d'environ six sols de France;—il paroît donc incontestable que, depuis 1688 jusqu'en 1697, chaque tête de la famille du travailleur en Angleterre, n'avoit

assez exactement qu'un de nécessité, & fort peu au-delà d'un demi de luxe :—

J'ai perdu, avec beaucoup d'autres choses, les recueils que je m'étois procurés en France, de détails relatifs aux prix du travail & des productions de ce royaume à la même époque; mais on doit sentir qu'on ne peut pas se tromper beaucoup en supposant qu'en France, vers la fin du dernier siècle, le travailleur étoit (comme alors le travailleur Anglois) réduit à 1 de nécessité &  $\frac{1}{2}$  de luxe.

Tâchons d'extraire de ces faits, tout minutieux qu'ils sont, & de ces détails qu'on doit trouver si fatiguans, quelques observations qui puissent à la longue paroître assez substantielles pour faire alors pardonner l'ennui & la fatigue qu'elles auront donnés.

La première observation est, que dans le siècle qui s'est écoulé depuis 1688 jusqu'environ 1780, le travailleur en France n'a gagné qu'une demi-portion de luxe,—& qu'en Angleterre, dans le même espace de temps, le travailleur en a gagné quatre demi-portions :—*qu'est-ce donc que votre travailleur en France a gagné par cette attention, prétendue si essentielle pour*

*lui, d'y tenir toujours son pain au plus bas prix possible ?*

Or il est bien reconnu, que lorsque la masse des travailleurs gagne un, *dans un temps moyen*, la masse des capitalistes, dans le même temps, ne peut gagner que deux, & qu'il faut qu'ils les gagnent pour ne pas se ruiner, & être toujours en état de continuer leurs avances ; — donc

La seconde observation fera que pendant le siècle dont je viens de parler, les capitalistes François n'ont gagné que deux demi-portions de luxe, & que, dans le même espace de temps, les capitalistes Anglois en ont gagné huit demi-portions :—*qu'est-ce donc que vos capitalistes en France ont gagné par cette opiniâtreté sordide à tenir toujours au taux le plus bas, les salaires du malheureux travailleur, — au lieu de batailler un peu comme en Angleterre, crainte d'abus, mais de finir toujours, comme en Angleterre, par augmenter un peu leurs salaires ?*—

Or la nation ne gagne jamais en luxe comme en richesse, ni moins ni plus que les capitalistes.

La troisième observation fera donc que la nation Française n'a gagné depuis un siècle que deux demi-portions de luxe & de richesse comme les capitalistes, & que la nation Angloise en a, comme les capitalistes, gagné huit demi-portions :—*qu'est-ce donc que la nation Française a gagné par ses réductions ministérielles de 5 à 4, de 4 à 3, &c. — qu'auroit-elle même gagné, si l'on avoit supprimé au lieu de réduire ? — que gagneroit-elle aujourd'hui, si ses Ministres en spéculation comptoient, comme je l'ai ouï dire, ces misérables moyens au nombre de leurs futures ressources ?*

Quatrième observation.—Le blé ne valoit en France qu'environ 12 à 13 livres le septier, il y a 35 ans ;—j'ai payé moi-même alors, le pain d'une qualité très-recherchée, 10 à 11 denier la livre ;—c'est beaucoup de supposer qu'à la fin du dernier siècle le septier de blé valoit, *prix moyen*, le même prix de 12 à 13 livres ; conséquemment la ration de cette espèce de pain nécessaire au travailleur, ne lui coûtoit alors que 15 à 16 deniers ; & cependant le travailleur avoit probablement dans le même temps en France, comme il avoit alors en Angleterre, un de nécessité &  $\frac{1}{2}$  de luxe :—mais nous savons que depuis 20 ans la ration nécessaire de cette espèce de



( 202 )

20 ans la ration nécessaire de cette espèce de pain que mange le travailleur, lui coûte environ trois sols, *prix moyen* ; & cependant le travailleur en France avant le bouleversement avoit un de nécessité & un de luxe (v. p. 176) : *qu'est-ce donc que le travailleur en France avoit perdu, en payant plus du double sa portion nécessaire de pain, lorsqu'il est prouvé que ses salaires, avant le bouleversement, suffisoient pour la payer à ce prix, & qu'il lui restoit encore la même somme pour payer le double du luxe qu'il avoit à la fin du dernier siècle ?*

Cinquième observation bien, importante.—En Angleterre, depuis 1688 jusqu'en 1697, le quartier de blé, mesure de Windsor, valoit, suivant les tables rapportées par Mr. Adam Smith, 50 shellings,—& le revenu territorial brute de cette nation n'étoit que de 30 millions sterling, suivant l'exact Mr. King :—environ un siècle après, le septier de blé ne valoit en Angleterre que 40 shellings, & son revenu territorial brute valoit 72 millions sterling (voyez l'Arithmétique politique de Mr. Arthur Young, l'homme de l'Angleterre qui s'est dévoué le plus entièrement au progrès de l'agriculture, le plus circonstancié dans les détails qui peuvent favoriser ce progrès, le plus constant dans ses recherches sur cet objet, & le plus infatigable dans ses incursions à l'est,

( 203 )

à l'ouest, au nord, & au sud de l'Angleterre, pour les multiplier, les comparer, & en propager les avantages dans toute l'Europe).—*Le prix du blé peut donc diminuer d'un cinquième dans un pays, & dans le même temps son revenu territorial augmenter très-réellement de 30 à 72, puisqu'en Angleterre, sous la circonstance indéniable de cette même diminution du prix du blé,—les jouissances réunies du travailleur & des capitalistes y sont augmentées dans cette proportion ;—expliquez ce phénomène sans bénir la luxe ; & puis osez le taxer.—*

Sixième observation.—En France, le blé ne pouvoit à la fin du dernier siècle valoir tout au plus, *prix moyen*, que 12 à 13 livres le septier ;—or il y valoit, il y a fort peu d'années, depuis assez long-temps de 23 à 26 livres le septier, & cependant le revenu territorial depuis un siècle n'est augmenté en France (réellement & nominalement) que jusqu'au point où il le falloit pour consolider en réalité dans la main du travailleur, le second  $\frac{1}{2}$  de luxe dont il jouissoit déjà ainsi que du premier, il y a environ 30 années :—donc, le prix du blé peut doubler dans un pays, sans en augmenter le revenu territorial au-delà de ce qu'il faut, pour y porter les jouissances réelles d'un & demi à deux,—quoiqu'il soit aussi constant, comme on l'a vu



plus haut, que dans un autre pays, le prix du blé peut diminuer réellement d'un cinquième, & toutes les jouissances réelles y augmenter de 30 à 72,—& rien de plus facile à expliquer que ce petit miracle.\*

Septième observation.—En France les ministres ont toujours pu, sans la moindre inquiétude, viser à la gloire très-enivrante de tout régler, de tout disposer, & de tout faire sans consulter personne, si ce n'est leurs sous-ordres; quelques projecteurs aussi adroits qu'avidés, & sur-tout la petite cohorte des favoris du jour,--- lesquels favoris n'avoient de leur côté rien à faire que de bien circonscrire le prince, & de l'enivrer lui aussi de l'étendue sans bornes d'un pouvoir dont ils lui faisoient si merveilleusement confier l'exercice;—mais en Angleterre, le Roi, qui ne peut rien sans une assemblée qui ne peut rien sans lui,—mais qui peut tout lorsqu'il est d'accord avec cette assemblée,---ce Roi d'Angleterre, qu'en France on appelloit (en conséquence de cette limitation) une portioncule de Roi---ce Roi cependant, qui ne descendra du

\* J'en ai donné l'explication dans la Quatrième Suite des Considérations sur le Mécanisme des Sociétés; mais je n'ai besoin ici que des deux faits bien constatés, dont je viens de faire mention.

trône que lorsque la société entière sera dissoute, ---ou bien dans le cas où il prétendrait s'y affermir en réunissant dans sa main les pouvoirs dont la division peut seule en former l'inébranlable appui,---ou bien encore dans cet autre cas aussi funeste pour lui & pour son peuple—celui où il souffriroit qu'on portât la plus légère atteinte au droit qu'il a seul de sanctionner *librement* les loix, & de nommer tous ceux qui dans son nom les font exécuter quand il les a sanctionnées,—en Angleterre, dis-je, le Roi est assez heureux pour que ses ministres soient en même temps & dans l'impossibilité de lui cacher rien de ce qu'il est intéressé à connoître, & dans la nécessité d'être assez courageux pour faire tout ce qu'ils doivent faire,—assez circonfpects pour ne rien faire au-delà, *si ce n'est dans ces circonstances impérieuses qui garantissent l'indemnité*,---assez sages, quant il s'agit d'impôts, pour ne demander que la somme dont on reconnoît d'avance la nécessité,—& assez prudens enfin, quand les impôts sont établis, pour attendre que la sagesse des intérêts particuliers, quoique tous agités en sens contraires, les ramène au seul expédient nécessaire, pour que chacun d'eux ne souffre que le petit mal qu'il doit souffrir de l'impôt le mieux discuté & le plus sagement établi.---Mais produisons enfin le résultat de ces faits & de ces observations.

( 206 )

Grâces au bien qu'on a fait en Angleterre, & malgré le mal qu'on a pu y faire, son revenu territorial brute montoit, il y a 12 à 15 ans, à 72 millions sterling (v. l'Arithmétique politique de Mr. Young) :---

Or, la population de l'Angleterre n'étoit alors, suivant les plus fortes estimations, que le tiers de la population Française ; & les François ne font ni moins actifs, ni moins adroits, ni moins cupides, ni moins ambitieux de jouir, ni moins capables d'en discerner les vrais moyens, *lorsque rien ne s'y oppose* :---

*Donc, la triple population de la France auroit présenté, il y a douze à 15 ans, un revenu triple de l'Angleterre, c'est-à-dire un revenu territorial brute de 216 millions sterling, si l'on eût fait en France tout le bien, & qu'on n'y eût fait que le mal qu'on a fait en Angleterre.*---

Ne parlons pas encore du mal, mais arrêtons-nous à la cause du bien qu'il n'a pas été possible d'empêcher en Angleterre, & nous verrons que tout l'argument se réduit à dire que, si le même esprit qui a gouverné l'Angleterre, eût gouverné la France, --- c'est-à-dire si vos ministres François, toujours actifs pour emprunter comme les ministres Anglois, eussent été aussi, comme les ministres Anglois, obligés de démontrer la néces-

( 207 )

sité de l'emprunt, & d'en assurer l'intérêt par un impôt ou par un autre dont ils n'auroient pu empêcher qu'on ne discutât les inconvéniens comme les avantages, --- s'ils eussent été passifs, comme les ministres Anglois, relativement aux efforts que chaque intérêt particulier doit faire, pour en souffrir le moins & le moins long-temps possible ; --- il seroit nécessairement résulté de ces causes ou conditions indispensables, ---

1<sup>o</sup>, Que votre triple population Française auroit produit sur la terre seule, il y a douze à quinze ans, un revenu de 216 millions sterling, qu'on pourroit évaluer aujourd'hui à 5 milliards 184 millions tournois, au lieu des deux milliards 500 millions de revenu territorial qu'elle pourra présenter, *lorsque tout sera rentré dans l'ordre*, --- & que cette différence prouve que vous devez à ces réductions d'intérêt si vantées, un déficit dans les capitaux seuls de la terre, de 50 & quelques milliards, au lieu de celui de 7 milliards 200 millions dont j'avois convaincu ces mêmes réductions, p. 189 & 190 :---

2<sup>o</sup>, Que vos travailleurs en France auroient aujourd'hui, comme ceux de l'Angleterre, 1 de nécessité & 2½ de luxe :---

3<sup>o</sup>, Que vos capitalistes auroient, comme les capitalistes Anglois, 1 de nécessité & 5 de luxe,

qu'ils partageroient avec leurs dépendans de toutes les espèces :—

4°, Que votre industrie jouiroit du même revenu & des mêmes avantages que votre agriculture;—

5°, Que votre gouvernement auroit la même facilité que le gouvernement Anglois, à se procurer au besoin toutes les sommes démontrées nécessaires ;—

6°, Que s'il s'agissoit même d'établir aujourd'hui une taxe additionnelle de 500 millions pour des projets trop absurdes pour les concevoir, mais que je veux bien supposer,---au lieu d'encherir tout de 33 $\frac{1}{3}$  pour cent, comme il le faut aujourd'hui avec votre mesquin revenu de deux milliards cinq cents millions, elle ne l'encheriroit que de 15 à 16 pour cent . . . .

. . . . . Encore! si les misérables fuites de votre ancien systême de tout régler, de tout disposer, & de tout faire sans crainte de contrôle, se bornoient à la perte de vos capitaux,—à la mesquinerie de votre revenu!— Mais vous auriez aujourd'hui sur le trône de France, l'homme le plus juste, le meilleur, le plus humain, le plus digne de commander à des hommes . . . . ils auroient été humains, bons & justes comme lui, s'il n'avoit eu que des ministres que la crainte du contrôle eût forcés

de lui ressembler....il n'existe plus que dans le cœur & dans la mémoire des gens de bien..... défendez votre ancien systême....célébrez vos grandes maximes.....critiquez, censurez la sévérité des réflexions, l'aspérité des expressions qu'arrache le spectacle toujours présent des dernières années de votre malheureux prince, & la perspective aussi affreuse du sort dont l'Europe entière est de jour en jour plus visiblement menacée.....défendez votre ancien systême.

CHAPITRE SIXIÈME.

Septième & dernière mode de taxation à examiner.

J'AI dit, dans les Notions Préliminaires, qu'il seroit avantageux de trouver une taxe qui frappât visiblement, inévitablement, également, & dans le même temps, sur toutes les parties de la reproduction, c'est-à-dire du travail annuel,—pour opérer, dans le même temps, le même effet sur chacune de ses parties ;—ajoutons ici,—sans étonner ni indisposer aucun des intéressés.—On n'avoit pas encore considéré l'avantage d'une pareille taxe, sous les points de vue qui me

( 210 )

paroissent les plus essentiels ; mais elle se trouvoit établie dans quelques endroits par le besoin urgent qui l'avoit commandée, & justifiée par le succès dans tous ceux où on l'avoit établie,--- par exemple, à Marseille, à Avignon, à Toulouse, avant que les philosophes économistes eussent tout bouleversé dans cette partie de l'administration Française, comme dans toutes les autres ;---en Hollande, elle forme encore une partie considérable du produit général des impôts ;---dans le Brabant, on la compte parmi les plus productives & les moins onéreuses :---on ne l'a, jusqu'à ce jour, adoptée comme taxe unique dans aucun pays que je connoisse, soit à raison de l'influence qu'on lui suppose sur le commerce très-précieux avec l'étranger,---soit à raison du respect professé pour les objets de la consommation *du pauvre*.... nous verrons ci-après combien la première raison est absurde ;---mais il est instant d'examiner, très-minutieusement, ce qu'on doit penser de la seconde, & s'il n'y a pas un moyen très-simple de remédier aux inconvéniens qu'on feint de redouter.

Je commencerai par une observation générale sur ce prétendu respect qu'on professe pour les objets de la consommation du *pauvre travailleur*, ← c'est qu'en Angleterre, où l'on s'appitoye

( 211 )

d'une manière aussi bruyante qu'en aucun autre endroit du monde, sur le sort de ce *pauvre* homme, on a taxé la drèche, puis la bière, puis toutes les espèces de liqueurs fortes, la chandelle, le charbon, &c. comme si le pauvre travailleur n'usoit pas beaucoup de ces superfluités. A la vérité on commença par dire, à l'égard de la bière & des liqueurs fortes, que la taxe n'étoit imposée que pour empêcher l'excès de ces boissons, cet excès étant contraire aux bonnes mœurs & préjudiciable à la santé ;---mais comment pouvoit-on s'aveugler sur l'hypocrisie de ce raisonnement, lorsqu'on voyoit constamment le Ministère s'applaudir de la progression très-réelle du produit de ces taxes, comme de la progression aussi réelle du produit de toutes les autres ?---Comment s'abuser sur le vrai motif de l'établissement comme de la continuation de ces taxes, lorsqu'on s'aperçut que toutes celles qui portoient, comme elles, sur le pauvre comme sur le riche, étoient & les plus productives, & celles dont la perception étoit la plus immédiate & la plus assurée ?---Il fallut bien alors recourir & se borner à la réponse péremptoire, — *les salaires du travailleur ont augmenté dans la même proportion ; voyez les salaires d'aujourd'hui, & comparez-les à ceux des temps qui précédèrent toutes ces taxes* :---raison excellente, sans réplique, & dont

je demanderai, quand il le faudra, la permission d'user.

J'userai aussi de la circonspection de l'Angleterre; car observez que ce n'est pas l'orge, ce n'est pas le blé, ni aucune autre espèce de grain qu'on y taxe; cela seroit affreux, dit-on;—on n'y taxe que la drèche, qu'on ne peut faire qu'avec une quantité prodigieuse d'orge,—la bière, qu'on ne peut faire qu'avec beaucoup de drèche,—les liqueurs fortes, qu'on ne peut faire qu'avec du blé & d'autres grains qu'on y consacre abondamment chaque année, &c.—*Et quel seroit l'embarras du gouvernement, si ce PAUVRE travailleur renonçoit à ces immoralités si précieuses & si productives!*—

Je dois dire aussi qu'on avoit en France les mêmes égards pour ce pauvre travailleur; car ce n'étoit pas l'orge, les pommes, ni le raisin, qu'on y taxoit;—c'étoit la bière qu'on ne peut faire sans orge, le cidre qu'on ne peut faire sans pommes, & le vin ainsi que l'eau-de-vie qu'on ne peut faire sans raisins.

Ce fera donc pour m'asservir, comme je le dois, à la circonspection commune aux deux pays, que je me garderai bien de proposer qu'on taxe le froment, ni aucune autre espèce de grain,—mais je proposerai courageusement qu'on en taxe la

mouture ou l'entrée dans tous les moulins du royaume,—APRÈS CEPENDANT qu'on aura facé, reffacé, tourné & retourné cette espèce de taxe de tant de manières qu'il ne soit plus possible à un homme raisonnable, juste & économe, d'hésiter quand il prononcera, *si elle est ou n'est pas la plus économique, la plus juste, & la plus raisonnable de toutes les taxes qu'il soit possible d'établir.*—

*Dans un pays où toutes les anciennes taxes étoient foncièrement arbitraires, arbitrairement établies, arbitrairement perçues, & visiblement au-dessous de la plus palpable nécessité;*—

*Dans un pays où il ne pourroit y avoir aujourd'hui que des energumènes qui fussent capables d'imaginer la possibilité de les rétablir, malgré leurs vices reconnus, leur inégalité aussi notoire, leurs inconvéniens aussi long-temps éprouvés, & leur insuffisance à laquelle on ne pourroit suppléer que par quelques autres aussi vexatoires & aussi mal calculées;*—

*Dans un pays où les taxes que les économistes avoient substituées aux anciennes, pendant le peu de temps que leur règne a duré, sont, les unes aussi absurdes, & les autres encore plus nuisibles à la reproduction;*—

Dans un pays enfin où il faudra cependant une contribution annuelle de 500 millions qu'on soit sûr de percevoir graduellement, sans contradiction, & sans murmures,—parce que ces trois conditions sont nécessaires pour y ressusciter ET Y CONSERVER ENSUITE la paix, l'ordre, & la propriété.

A l'égard des moyens d'exécution,—je crois qu'on peut supposer que toutes les personnes capables de juger à quel point ma proposition s'approche ou s'éloigne de la vérité, ne seroient pas embarrassées (si mon opinion leur paroît fondée) de trouver les moyens d'exécuter ce qu'ils auroient reconnu le plus juste, le plus raisonnable & le plus économique; je ne dois donc m'occuper ici que des détails qui pourront leur faciliter les moyens de prononcer sur mon opinion.

Pour nourrir une population de 24 millions d'ames, il est reconnu qu'il faut 48 millions de septiers de blé;—ce blé seroit du pur froment, ou pourroit l'être dans un pays où l'on n'auroit pas détruit pour plus de sept milliards de capitaux, comme nous avons vu (p. 194) que les ministres de finance François l'avoient fait par leurs absurdes réductions. Mais nous savons qu'aujourd'hui, par une suite malheureuse & nécessaire de cette destruction financière de propriétés, ou capitaux—les 16 millions de travailleurs sur la terre & dans

l'industrie, ne peuvent se nourrir qu'avec une moitié de froment & une moitié de seigle ou d'autres grains : disons donc—

La mouture des 16 millions de septiers de froment, destinés aux travailleurs,—à raison de 11 livres 10 shellings le septier,—donnera au ministre des finances - - - 184,000,000

La mouture des 16 millions de septiers de toute autre espèce de grains pour les mêmes travailleurs, à raison de 8 livres 5 sols le septier,—donnera au ministre des finances - - - 132,000,000

Total de la mouture qui sera payée par les travailleurs - 316,000,000

La mouture des 16 autres millions de septiers de froment, qui seront consommés par l'autre tiers de la population, tiers aussi nécessairement mangeant, que les deux qui ne sont composés que de travailleurs,—donnera au ministre des finances, 184,000,000

Total de la mouture des différentes espèces de grains nécessaires à la consommation des 24 millions d'ames en France - 500,000,000



( 216 )

Voilà donc une taxe de 500 millions, dont la recette est bien assurée.

*Ce vieux fou radotte, a dit un plaisant; on vivra de patates, & sa taxe n'est admirable que pour encourager la culture de cette plante.*

Pardonnez-moi, Monsieur, l'on ne vit de patates dans les pays qui produisent le blé, que lorsqu'on n'est pas en état d'acheter du pain; mais quand on est, comme vous & moi, assez riche pour manger du pain, on ne compte, comme vous & moi, les patates que dans la liste nombreuse des articles employés par la gourmandise pour tromper la satiété;—il ne s'agira donc que de mettre nos travailleurs en état de manger du pain quand ils en auront besoin, & des patates, seulement quand ils en auront l'innocente fantaisie. Mais je ne suis pas encore à leur compte; je ne suis qu'à celui du Ministre des finances; & pour achever tout ce que j'ai à dire à cet égard, je lui observerai qu'indépendamment de la certitude de recevoir dans le courant de l'année, tout le montant de la taxe, il aura celle d'en recevoir journellement la 365<sup>me</sup> partie;—je laisse à ses sous ordres le soin de calculer les avantages d'une pareille recette, pour m'occuper des travailleurs.

( 217 )

Quelle est l'augmentation de salaires qu'il faut donner aux travailleurs, pour qu'ils soient en état non-seulement de payer leur taxe, mais encore de conserver les mêmes jouissances qu'ils avoient avant que la mouture fut taxée? C'est ce que nous allons voir par le compte de l'agriculture que je produirai séparément.

Je commencerai par supposer qu'un mois avant l'établissement de la taxe, tous les travailleurs & tous les capitalistes de la terre *représentés par le fermier*, auront été parfaitement instruits & pleinement convaincus du droit & de la justice, les uns de demander,—les autres de donner le préalable nécessaire au travailleur pour la payer,—c'est-à-dire en d'autres mots, qu'un mois avant l'établissement de la taxe le prix des journées du travailleur aura été augmenté dans la proportion nécessaire,—que nous allons chercher:—

Ensuite nous observerons que cette partie de la taxe qui sera certainement payée, *moyennant le préalable*, par les 16 millions de travailleurs tant sur la terre que dans l'industrie, monte à 316 millions (v. p. 215), mais qu'il n'y en aura que la moitié de payée par les 8 millions de travail-



leurs sur la terre, qui sont les seuls dont nous allons nous occuper: cette moitié est 158,000,000

Maintenant, s'il n'est plus possible de se dissimuler qu'il faut bien ajouter cette somme aux anciens salaires des travailleurs, on fait également qu'il faut y joindre celle de l'enchérissement des objets de leur consommation; enchérissement que cette espèce de taxe nécessite comme toutes les autres;—mais au lieu de supposer un enchérissement de 33 $\frac{1}{3}$  ou de 16 $\frac{2}{3}$  pour cent, comme dans les taxes que nous avons examinées jusqu'ici,—nous le supposons seulement de 11 pour cent: ainsi la masse des objets consommés par les travailleurs, payée ci-devant par leurs salaires de 833 millions 333 mille 333 liv. fera enchérie de

91,666,666

Ces deux sommes réunies (taxe & enchérissement des objets de leur consommation) forment celle de - - - 249,666,666

D'autre part 249,666,666

Or leurs anciens salaires étoient de - - - 833,333,333

Les nouveaux salaires qu'il faudra leur donner seront donc

de - - - 1,082,999,999

& il est bien évident à quiconque s'intéresse véritablement aux travailleurs, que si les objets de leur consommation ne sont réellement enchéris que de 11 pour cent, ces nouveaux salaires leur suffiront pour subvenir à tout, sans perdre la moindre des jouissances qu'ils avoient avant que leur mouture fut taxée.—Mais pour être bien assuré que ces 11 pour cent, joints au montant de leur taxe, suffiront aux travailleurs pour mettre leurs intérêts à couvert, il faut n'avoir aucun doute que ces mêmes 11 pour cent d'enchérissement sur toute la masse des produits territoriaux suffiront aux fermiers pour mettre également à couvert leur propre intérêt, toujours lié à celui des travailleurs, comme à celui de la reproduction qui intéresse tout le monde.—C'est ce que nous allons examiner.

La totalité des produits territoriaux, enchérie de 11 pour cent, fera donc montée de 2 milliards 500 millions à - - - 2,775,000,000

D'autre part 2,775,000,000  
 Mais il faut déduire de cette somme, les nouveaux salaires, augmentés, comme nous avons vu à la page 218, de 249,666,666 liv. & portés, en conséquence de la taxe & de l'enchérissement, de 833 millions, 333 mille 333 liv. à 1,082,999,999

Reste donc aux fermiers, - 1,692,000,000  
 mais il faut en retrancher pour autant qu'ils avoient en toute justice avant la taxe - - - 1,666,666,666

La différence en leur faveur fera donc de - - - 25,333,335

C'est-à-dire quelque chose de plus que les 10 pour cent dont ils sont obligés de donner la moitié à ceux qui leur ont prêté les 249,666,666 liv. (v. p. 218) qu'ils ont donnés à leurs travailleurs en augmentation de salaires; augmentation qu'ils ne pouvoient leur refuser, tant à raison de leur taxe, que pour subvenir à l'enchérissement de leur consommation, *parce que leur consommation ne peut diminuer sans que la reproduction en souffre, au détriment de tout le monde.*

Il est inutile de répéter qu'en voyant le compte général des fermiers *représentans de tous les capitalistes* de la terre, on a vu également le compte général de l'industrie, *dans lequel il est aisé de trouver le compte particulier de chacun de ses capitalistes*: mais j'invite à observer—

1°, Que ce septième mode de taxation *frappe nécessairement & avec la même force & la même impartialité sur chacun des produits du travail, sans en diminuer la quantité*, puisque tous les travailleurs sont également payés & maintenus au même ouvrage,—condition indispensable pour avoir le plus tôt, *aux moindres frais, & sans faire le moindre tort à qui que ce soit*, tout l'argent nécessaire à un bon gouvernement, dans quelque circonstance qu'il puisse se trouver.—

2°, Que ce septième mode de taxation, au lieu d'enlever aux propriétaires du grand capital de la terre, 60 pour cent de leur argent, comme le premier mode de taxation, en laissant à tous les autres membres de la société (fainéans compris) l'usage entier de tout celui qu'ils possèdent,—ne fait éprouver aux propriétaires de ce grand capital, *& en raison de leur consommation*, que la même perte à laquelle il soumet, & de la même manière tous les autres consommateurs.—

3°. Que ce septième mode de taxation ajoutera bientôt au grand capital de la terre, une valeur proportionnée au prix additionnel que les propriétaires de ce capital obtiendront de leurs fermiers, lorsqu'il renouvelleront les baux de leurs fermes,—au lieu d'éprouver une perte de 15 milliards sur le grand capital, nécessitée par le premier mode (v. p. 108).—

4°. Que ce septième mode de taxation, au lieu d'enlever aux fermiers, comme le second mode, 40 pour cent des moyens qu'ils avoient tant pour reproduire que pour consommer, laisse à ces hommes si précieux, tous les moyens qui leur sont nécessaires pour continuer la reproduction *qui doit fournir à la consommation de tout le monde.*

5°. Que ce septième mode de taxation ne fait payer à tous les consommateurs que 11 pour cent plus cher tous les objets de leur consommation, au lieu de 33 $\frac{1}{2}$  que le troisième mode obligerait de les payer.

6°. Qu'à l'égard des mêmes consommateurs, il a le même avantage sur le quatrième & le cinquième mode de taxation ;—& qu'il a sur ces deux derniers modes, un avantage aussi sensible

à l'égard de l'équilibre si nécessaire à maintenir entre l'agriculture & l'industrie, puisque cet équilibre est exactement maintenu dans ce septième mode, pendant que le quatrième laisse injustement à l'industrie, un bénéfice de 500 millions que le cinquième mode transporte aussi injustement à l'agriculture :—

7°. Que le sixième mode ne réduiroit la perte des consommateurs que de 33 $\frac{1}{2}$  pour cent à 16 $\frac{1}{2}$ ,—au lieu que le septième la réduit à 11 pour cent, en donnant à l'agriculture & à l'industrie 10 pour cent d'intérêt sur la somme qu'elles sont obligées d'emprunter, pour rétablir entre elles cet équilibre si nécessaire qui ne peut se retrouver que dans ce septième mode.

---

S E C T I O N P R E M I È R E .

*Application du septième mode de taxation au trop fameux déficit.*

IL n'est pas nécessaire de réfléchir bien profondément, pour être pleinement convaincu de la facilité avec laquelle l'espèce de taxe dont je viens de parler, se prêteroit par-tout, à toutes les

( 224 )

circonstances, & fourniroit à tous les besoins. On doit même sentir qu'en suivant bien exactement la sage méthode d'augmenter la taxe, à mesure que des besoins nouveaux exigeroient qu'on fit de nouveaux emprunts,—l'augmentation qui seroit nécessaire pour en assurer l'intérêt à perpétuité, seroit absolument insensible,—& laisseroit le gouvernement maître de ses opérations, aussi long-temps qu'on les reconnoitroit déterminées par la perspective d'un grand avantage, OU COMMANDÉES PAR LA NÉCESSITÉ DE PRÉVENIR DE GRANDS INCONVÉNIENTS.—Je supplie cependant qu'on me permette d'appliquer le système que je propose, à une circonstance particulière sur les suites de laquelle il n'est plus possible de s'abuser.

En 1787 il fut assez évident qu'il y avoit dans la recette générale du trésor royal en France, un déficit annuel d'environ 56 millions tournois. Supposons que le Ministre d'alors eût été ébranlé par les raisons qui pouvoient déjà lui faire soupçonner que le mécanisme des finances, & leur administration, n'étoient pas une chose aussi merveilleuse qu'on l'avoit cru jusqu'alors,—que cette administration ne demandoit point de génie, encore moins de finesse; mais qu'elle exigeoit beaucoup d'ordre, de justice, de simplicité,—& qu'il se fût dit à lui-même :—

“ Il

( 225 )

“ Il est trop vrai que les taxes enchérissent  
 “ finalement les denrées comme les autres  
 “ marchandises, malgré tous les préambules des  
 “ ministres; on ne peut plus en douter; & il est  
 “ probable qu'il seroit utile de savoir de com-  
 “ bien tout doit enchérir dans tous les cas....

“ Au lieu d'examiner de combien tout devoit  
 “ enchérir en conséquence du déficit, si l'on  
 “ cherchoit à le remplir par l'augmentation de  
 “ toutes ou de quelques-unes des taxes an-  
 “ ciennes, dont les plus vantées portent sur les  
 “ objets de luxe,—voyons quel seroit l'enché-  
 “ rissement auquel il faudroit se résigner si l'on  
 “ établissoit une taxe sur la mouture des dif-  
 “ férens grains de première nécessité, consacrés  
 “ à la nourriture de tous les habitans de la  
 “ France :—

“ La consommation du froment, faite par ce  
 “ tiers de la nation qui a beaucoup plus qu'il  
 “ ne lui faut pour vivre, puisqu'il se partage  
 “ d'une manière ou d'une autre les deux tiers  
 “ du revenu général, est de 16 millions de  
 “ septiers; la mouture (ou l'entrée au moulin) de  
 “ ces 16 millions de septiers de froment, taxée à  
 “ 30 sols le septier, donneroit liv. T. 24,000,000

Q

D'autre part,	24,000,000
“ La consommation du même grain, faite par ces deux autres tiers de la nation, qui n'ont que très-peu au-delà du strict nécessaire, est également de 16 millions de septiers, dont la mouture, taxée au même taux, donneroit aussi - - - -	24,000,000
“ Mais comme 16 millions d'hommes ne peuvent vivre avec la même quantité de froment qui suffit à 8 millions, & que les 16 millions dont il s'agit ici ne sont pas assez pécunieux pour compléter leur nourriture avec du froment,—ils la complètent avec 16 millions de septiers d'autres grains inférieurs, dont la mouture, taxée à 25 sols le septier, donneroit	20,000,000
“ Le total de la mouture à payer, tant par les pécunieux que par les non pécunieux, seroit donc de liv. - -	<hr/> 68,000,000

“ C'est bien plus qu'il ne faut pour combler le déficit : mais avant que les Parlemens aient examiné & discuté ; avant que les Etats des provinces aient examiné & discuté ; avant que les Assemblées provinciales aient examiné & discuté ; enfin, avant qu'on ait obtenu le résultat qu'on doit attendre de la discussion de tant d'hommes éclairés les uns par les autres, sur une matière qui les intéresse tous si essentiellement,—il s'écoulera beaucoup de temps sans doute : combien ? je n'en fais rien : mais si la taxe est reconnue bonne, les 10 à 12 millions qu'elle donnera au-delà du besoin, seront bien plus que suffisans pour payer l'intérêt des sommes qu'on sera obligé d'emprunter, jusqu'à ce qu'elle soit établie, & ses avantages bien généralement connus ;—& si je n'ai pas moi-même, après mon examen particulier, de très-fortes raisons pour la juger préférable à toutes les autres, je me garderai bien de la proposer ;—je chercherai, suivant l'usage, parmi les moins absurdes des anciennes taxes, celles qu'il sera le moins dangereux d'augmenter ; & quand je les aurai trouvées, il ne restera plus qu'un beau préambule à faire, & quelques membres des Parlemens & des Etats, à séduire ou à tromper—c'est également l'usage. Mais dans la supposition que la nouvelle taxe

" soit évidemment bonne, & finalement accueil-  
 " lie,—cherchons de combien tout devrait en-  
 " chérir pour que chacun eût le moins possible  
 " à se plaindre;—&, dans ce cas, ce n'est pas  
 " l'intérêt du simple consommateur qu'il est  
 " urgent d'examiner,—c'est celui de cet homme  
 " précieux, sans le travail constant duquel il n'y  
 " auroit rien à consommer;—or, cet homme si  
 " précieux n'a bien exactement que la petite  
 " portion de salaires qu'on n'a pu lui refuser;—  
 " il ne peut donc payer sa portion de la taxe,  
 " à moins qu'on ne commence par lui en donner  
 " le montant; cela est aussi évident que juste:—  
 " il faudra donc ajouter à ses salaires actuels les  
 " 44 millions de la taxe, qui seront imposés sur  
 " la mouture des 32 millions de septiers de tous  
 " grains qu'il consomme (v. p. 226);—& cela  
 " ne suffira pas, car il sera obligé de payer plus  
 " cher, les autres objets de sa consommation,  
 " puisque tout enchérit avec les taxes, *malgré*  
 " *les préambules des ministres de tous les pays.*—  
 " Supposons qu'au lieu des 44 millions seule-  
 " ment, dont je viens de parler, on ajoute aux  
 " anciens salaires des travailleurs, 69 millions,  
 " tant pour payer leur taxe, que pour com-  
 " pletter le taux d'enchérissement nécessaire pour  
 " mettre à couvert l'intérêt des deux capitalistes,  
 " terre & industrie, *qu'il ne faut pas négliger,*—

" parce que c'est de la conservation de cet intérêt  
 " que dépend la continuité de la reproduction,  
 " dont les frais vont être augmentés, & qu'il n'est  
 " possible de conserver intact cet intérêt des  
 " capitalistes, qu'en augmentant, en conséquence  
 " de cette augmentation de leurs frais, le prix du  
 " total des produits qu'ils auront à vendre.

" Or les anciens salaires des 16 millions de  
 " travailleurs, tant sur la terre que dans l'in-  
 " dustrie, dont j'examine ici le compte commun,  
 " ce qui ne peut souffrir aucune difficulté,  
 " dans cette espèce de taxe, ces anciens salaires,  
 " dis-je, étoient avant la taxe, de 1,666,666,666  
 " Ajoutez-y les 69 millions

" dont je viens de parler	-	69,000,000
" Les nouveaux salaires payés		
" par la masse des capitalistes,		
" terre & industrie, à leurs		
" 16 millions de travailleurs,		
" seront donc de	-	1,735,666,666

" Mais j'observe que les tra-  
 " vailleurs seront obligés d'en  
 " retirer le montant de la taxe  
 " établie sur leur portion de  
 " mouture, savoir, - - - 44,000,000  
 " Il ne leur restera donc,  
 " après qu'ils auront payé leur  
 " taxe, que - - - 1,691,666,666

Q3



“ Il s'agit maintenant de voir s'ils pourront  
 “ acheter, avec ce reste de leurs nouveaux  
 “ salaires, la même quantité & qualité de  
 “ marchandises & de denrées, qu'ils achetoient  
 “ avec les anciens, *parce qu'il est aussi essentiel*  
 “ *pour eux de pouvoir les acheter à leurs nouveaux*  
 “ *prix, qu'il est nécessaire à la masse des capita-*  
 “ *listes de les vendre à ce taux.*

“ Or les anciens salaires des travailleurs  
 “ étoient - - - - 1,666,666,666

“ Supposons les marchan-  
 “ difes & denrées qu'ils ache-  
 “ toient avant la taxe, —enché-  
 “ rissés par la taxe & les ré-  
 “ actions, d'un & demi pour  
 “ cent, —elles vaudront donc  
 “ de plus qu'elles ne valoient 25,000,000

“ C'est-à-dire, qu'elles vau-  
 “ dront exactement la somme  
 “ qui leur reste de leurs nou-  
 “ veaux salaires, après que leur  
 “ portion de taxe est payée, —————  
 “ savoir, - - - - 1,691,666,666

“ Le compte des travailleurs fera donc soldé;  
 “ —pas une jouissance acquise, à la vérité, mais  
 “ pas une feule de perdue par la taxe: —tout  
 “ sera donc très-bien, si les capitalistes ne sont

“ pas lésés par la modicité de cet enchériffement,  
 “ & c'est ce qu'il faut examiner avec le même  
 “ scrupule.

“ Avant les nouveaux frais, ou salaires, les  
 “ capitalistes vendoient la totalité de leurs pro-  
 “ duits territoriaux & industriels, la somme de  
 “ cinq milliards, ci - - - 5,000,000,000  
 “ & il leur restoit 3,333,333,333

“ liv. après avoir payé les an-  
 “ ciens salaires de leurs travail-  
 “ leurs: mais la totalité de leurs  
 “ produits est enchérie d'un &  
 “ demi pour cent, c'est-à-dire  
 “ de - - - - - 75,000,000

“ Ils seront donc vendus - 5,075,000,000

“ Mais on a vu (p. 229)  
 “ que les nouveaux frais ajoutés  
 “ aux anciens, portent les sa-  
 “ laires actuels de leurs tra-  
 “ vailleurs à - - - - 1,735,666,666

“ Il restera donc aux capi-  
 “ talistes, - - - - 3,339,333,334

“ Mais, avant la taxe, ils  
 “ n'avoient (travailleurs payés)  
 “ que - - - - 3,333,333,333

“ Donc, ils auront de plus  
 “ qu'avant la taxe - - - 6,000,000



“ laquelle somme de six millions ne doit pas  
 “ être considérée comme un bénéfice, mais  
 “ comme l'intérêt légitime des 69 millions,  
 “ qu'ils seront obligés de donner annuellement  
 “ aux travailleurs, en augmentation de salaires,  
 “ afin qu'ils soient toujours en état de payer, &  
 “ leur portion de taxe, & l'enchérissement des  
 “ denrées & des marchandises, qui étoit égale-  
 “ ment nécessaire pour conserver intact l'intérêt  
 “ des capitalistes,—*auquel est attachée la conti-  
 “ nuité de la reproduction.*

“ J'observe bien qu'un intérêt de six millions,  
 “ pour une avance de 69 millions, n'est pas tout-  
 “ à-fait de 9 pour cent; mais il peut suffire quand  
 “ on se paie par ses propres mains.

“ J'observe aussi qu'on ne peut allouer un  
 “ intérêt moins considérable aux capitalistes,  
 “ ou propriétaires des produits, puisqu'ils sont  
 “ obligés de le partager avec les prêteurs, dont  
 “ il est si essentiel de justifier la confiance,—  
 “ & que d'ailleurs les prêteurs seront bien obli-  
 “ gés de payer leur portion de cet intérêt,  
 “ comme tout autre consommateur, sur leur  
 “ propre consommation :—je supposerai même  
 “ que les prêteurs ne consommeront pas un sol  
 “ de ces six millions, & qu'ils les épargneront en

“ entier ;—ne fera-ce pas pour les prêter, soit à  
 “ des producteurs qui, par ce moyen additionnel,  
 “ augmenteront *directement* la quantité de leurs  
 “ produits, soit à des consommateurs qui, en  
 “ augmentant ou payant leur consommation  
 “ antérieure, engageront indirectement les pro-  
 “ ducteurs à augmenter ou maintenir la repro-  
 “ duction ?—Eh ! n'est-ce pas ainsi que la plu-  
 “ part de nos erreurs ministérielles de toute  
 “ espèce, ont été réparées depuis un siècle, à  
 “ notre grande surprise, &, qui plus est, sans  
 “ qu'on ait cru qu'il valût la peine d'en chercher  
 “ la raison.

“ J'observe encore qu'il est inutile de donner  
 “ aux travailleurs au-delà du supplément re-  
 “ connu nécessaire, & qu'on ne pourroit leur  
 “ donner davantage, sans nuire à la reproduction,  
 “ si l'on prenoit l'excédent aux deux masses des  
 “ capitalistes,—ou sans faire une injustice aux  
 “ consommateurs, si les capitalistes, pour se  
 “ dédommager de cet excédent, enchérissent  
 “ davantage leurs produits.

“ J'observe sur-tout que cet enchérissement  
 “ qui, grâce à cette espèce de taxe, frappe né-  
 “ cessairement, également, & en même temps, sur  
 “ tous les produits—n'étant que d'un & demi  
 “ pour cent,—il ne peut être que d'environ 5 sols

( 234 )

“ sur chaque septier de toute espèce de grains,—  
 “ *Et que cela suffit, non-seulement pour combler*  
 “ *le déficit,—mais pour assurer à perpétuité l'in-*  
 “ *térêt de 240 millions, qu'il faudra peut-être*  
 “ *emprunter avant qu'on ait bien examiné, bien*  
 “ *discuté, bien tourné & retourné cette espèce de*  
 “ *taxe.*”

Ainsi peut-être auroit raisonné un ministre François, qui n'auroit pas commencé par mépriser, ou par craindre toute discussion d'une matière sur laquelle on croyoit essentiel de laisser toujours le public dans l'obscurité ;—mais ce mépris ou cette crainte ne m'empêche pas de voir, dans toute l'amertume de mon ame, qu'à cette époque, avec cette espèce de taxe, un enchérissement d'un & demi pour cent sur tous les produits, tant de la terre que de l'industrie,—enchérissement qui n'eût rien coûté aux capitalistes producteurs, rien aux travailleurs, & qui n'eût coûté que 1500 liv. à un consommateur de cent mille livres de revenu, 300 liv. à celui de vingt mille, 15 francs à celui de cent pistoles,—oui, cet enchérissement, avec cette taxe, à cette époque, auroit suffi pour épargner à toute l'Europe, le scandale... les extravagances & les horreurs qui l'ont précédé,—les atrocités qui l'ont suivi,—le danger toujours croissant.... O vous qui n'êtes

( 235 )

pas ministres ! & que votre inviolabilité (qu'exige impérieusement le repos, comme le salut de l'Etat) condamne irrévocablement, dans tous les pays éclairés, à n'agir que par des ministres,—vous que le devoir (& non pas le privilège) de l'exécution dont vous êtes néanmoins chargés, oblige de choisir ces ministres vous-mêmes,—vous que l'intérêt de votre peuple, inséparable du vôtre, oblige de changer ces ministres quand ils s'égarer, ou que vous pensez qu'ils veulent vous égarer,—au nom de votre intérêt, au nom de celui de tous les peuples, obligez vos ministres d'examiner les idées que je soumets au jugement des Sages, que j'abandonne à la critique de tous ;—mais obligez-les ensuite, quel que soit leur avis, de les faire discuter comme elles doivent être discutées, pour qu'il ne vous reste aucun doute sur le résultat de la discussion.

## SECTION SECONDE.

## Objections contre la Taxe proposée.

## PREMIÈRE OBJECTION.

*L'avantage reconnu d'imposer la taxe le plus près possible de la consommation.*

IL ne s'agit plus de ce qui étoit facile dans un temps qui paroît être à dix siècles du nôtre; il faut aujourd'hui se borner à chercher ce qui sera nécessaire & praticable en France, lorsque ce royaume fera réintégré dans la liste des Etats civilisés. J'ai proposé une taxe de 500 millions sur la mouture (ou sur l'entrée de toute espèce de grains dans tous les moulins du royaume); elle est susceptible de plusieurs objections: la première qui se présente est celle qui intéresse les consommateurs, parce qu'il n'y a personne qui ne le soit dans un pays, ou dans un autre.

*Cette taxe, dira-t-on, n'enchérit, à la vérité, que de 11 pour cent les produits territoriaux & industriels, pris dans la main du fermier & du manufacturier; mais combien vaudront-ils dans la main du détailleur, où le malheureux consommateur est obligé de venir les prendre?*

I

J'accorde tout ce que l'objection suppose, sauf à revenir bientôt contre cette concession; & je me borne, pour ce moment-ci, à la réponse suivante.

S'il est bien vrai que les taxes enchérissent tout, & que dans le cas dont il s'agit, d'une taxe de 500 millions à établir en France, la meilleure des taxes ordinaires, après les réactions inévitables, enchérirait de  $33\frac{1}{3}$  pour cent la totalité des produits territoriaux & industriels, dans la main du fermier & du manufacturier, comme vous le prétendez,—le consommateur, dans ce cas, n'auroit-il pas à payer de plus au détailleur, tout ce que le détailleur doit gagner sur une vente additionnelle de  $33\frac{1}{3}$  pour cent.—Et si, dans la taxe que je propose, la vente additionnelle n'est que de 11 pour cent, ce ne sera donc que sur une vente additionnelle de 11 pour cent que le consommateur devra lui payer ce qu'il doit gagner pour sa peine, son industrie, & son argent.—Cherchez une réplique; j'avoue que je n'ai pu en trouver une satisfaisante, non pas même celle dont je vais parler, parce que les moyens d'exécution souffriroient de grandes difficultés, même en Turquie: cependant le principe est incontestable.

*On ne sauroit imposer la taxe trop près de la consommation ; donc si vous l'imposez chez le détailler, vous l'imposez où les meilleurs esprits reconnoissent l'avantage de la placer.*

Je le répète, rien de plus vrai ; mais avez-vous calculé la quantité de rats de cave, pour me servir des anciennes expressions, la quantité de rats de greniers, la quantité de rats de boutiques & de magasins, qu'il faudroit avoir pour surveiller journallement les ventes,—la quantité de contrôleurs ambulans, pour comparer les livres de ces furets avec ceux des détaillers,—la quantité d'autres subalternes pour puiser chez le manufacturier & le marchand en gros, les connoissances nécessaires pour vérifier les livres des détaillers ? Avez-vous réfléchi sur la quantité, & sur-tout sur l'espèce de loix qu'il faudroit établir pour diminuer un peu le nombre des fraudes, & pour punir les fraudes qui feroient encore innombrables, & les unes particulières, les autres communes aux détaillers, aux contrôleurs, aux rats de caves, de greniers, & de boutiques ? Croyez-vous, qu'après la contre-révolution il seroit possible d'établir de pareilles loix en France, quoiqu'il soit bien vrai que les 19 vingtièmes de ceux qui habitent aujourd'hui ce malheureux pays, désirent une contre-révolution aussi sincèrement que vous la désirez vous-même,

& aussi vivement que leurs tyrans actuels désirent la perpétuité de leur tyrannie ? Mais croyez-vous que les malheureux que vous prétendriez avoir délivrés, seroient bien satisfaits, & long-temps dociles, s'ils ne voyoient d'autre changement, dans leur situation, que le mépris au lieu des injures, l'avilissement au lieu du supplice ?—*Instruits par le malheur, soyez prudens & justes, & ne comptez pour long-temps sur la force, que lorsqu'elle sera elle-même commandée par la raison.* (Voyez la première page des *Notions Préliminaires.*)

J'ai dit que je reviendrois contre la concession que j'avois faite :—je supplierai donc qu'on se rappelle que j'ai toujours mis dans la même balance, la terre & l'industrie,—que j'ai toujours représenté la population, les procédés, les profits, les pertes, le revenu de l'une, comme décidés mécaniquement par ceux de l'autre ;—c'est ainsi que le tiers de la valeur des produits de l'industrie est dépensé, comme sur la terre, en salaires donnés à ses travailleurs : mais la terre n'a qu'une espèce de travailleurs, & ceux de l'industrie sont de plusieurs espèces comme les capitalistes ; les travailleurs de l'industrie sont non-seulement les ouvriers employés dans les manufactures, mais les agens subalternes employés

par les divers capitalistes, à tout ce qui concerne les autres opérations de l'industrie ; d'où l'on voit que ce n'est point chez le manufacturier que peut être complété le prix des produits de l'industrie ;—ce n'est pas même chez le manufacturier qu'on trouvera, au prix du lieu de la production, les produits territoriaux à manufacturer ;—ce n'est que dans l'enfance de la société qu'un pareil ordre de choses est possible. —Aujourd'hui ceux des produits territoriaux, brutes, qui sont susceptibles d'être manufacturés, & capables de recevoir, de la main-d'œuvre, une valeur double, triple, ne parviennent à la manufacture que par la main des agens & des travailleurs d'un premier capitaliste, ou marchand en gros, qui en a débarrassé les producteurs ;—& ils n'y parviennent que déjà chargés, non-seulement de leur valeur première, mais du salaire des conducteurs,—de l'intérêt du capital dépensé pour l'achat,—& du bénéfice attaché aux peines, aux risques, & à l'industrie de ce premier capitaliste. —Arrivés à la manufacture, ces produits n'en sortent que chargés de tous les frais dont je viens de parler, & de plus, des salaires des ouvriers de la manufacture, & de l'intérêt comme du bénéfice attaché, tant aux capitaux, qu'à l'industrie du manufacturier ;—& c'est, grâces au capital, peines & industrie d'un troisième capitaliste, ou

autre

autre marchand en gros, qui s'en charge à la manufacture, qu'ils parviennent enfin dans la boutique du détailleur, chargés aussi des nouveaux frais, des nouveaux intérêts, & du nouveau bénéfice de ce troisième capitaliste,—auxquels frais, intérêts & bénéfice, le détailleur ajoutera les siens & ceux de son attente, pour les livrer au consommateur à sa plus grande commodité :—Les exceptions aux règles que je viens d'établir ne font que transporter le bénéfice d'un capitaliste à l'autre, & ne font pas arriver à meilleur marché les marchandises chez le détailleur,—qui se trouve ainsi le représentant de tous les capitalistes de l'industrie, comme le fermier est le représentant de tous les capitalistes de la terre. C'est donc chez le détailleur, & là seulement, que tous ces frais accumulés, & joints au prix de la matière brute, rendent le revenu, ou, si l'on veut, la valeur des produits annuels de l'industrie, nécessairement égale à celle des produits de la terre, lorsqu'ils sortent des mains du fermier ;—& pourquoi nécessairement égale ? Ce n'est pas parce qu'il est évidemment juste d'en consacrer une moitié seulement, à payer cette moitié du revenu territorial qui n'est pas consommée par les travailleurs & les capitalistes de la terre, qui ne font que la moitié de la population ;—ce n'est pas non plus parce qu'il est évidemment juste de consacrer

R.

*crer l'autre moitié de ce revenu industriel, à la consommation des travailleurs & des capitalistes de l'industrie, qui font l'autre moitié de la population :—c'est uniquement parce que ce grand acte de justice s'opère toujours mécaniquement, un peu plus tôt ou plus tard, —soit que l'administrateur laisse tous les intéressés maîtres de porter chaque revenu au plus haut point possible, soit que les manœuvres de l'administrateur produisent la diminution des deux revenus, en voulant favoriser ou diriger l'un ou l'autre, & peut-être tous les deux.—*

Mais le revenu territorial une fois supposé de deux milliards 500 millions, je demande si l'on conçoit un autre moyen que celui de cette juste accumulation de salaires de travailleurs, & d'intérêts de capitalistes, qui puisse porter, même chez le détailler, une valeur de cinq à six cents millions tout au plus, en produits territoriaux, brutes, susceptibles d'être manufacturés ou travaillés par l'industrie, jusqu'à la valeur de 2 milliards 500 millions, comme elle y est réellement portée, comme il est nécessaire qu'elle y soit portée dans la boutique du détailler, pour que personne ne soit lésé, ni sur la terre, ni dans l'industrie.

Ceux qui voudroient s'amuser à poursuivre cette idée, trouveroient dans un plus grand développement de cette partie du mécanisme so-

cial, une nouvelle preuve de l'avantage immense qu'il y auroit pour le général comme pour le particulier, pour une nation comme pour toutes, à laisser par-tout, lorsque les circonstances le permettent, chaque intérêt s'occuper vivement de lui seul, sans autre obstacle ni incitatif, que le même égoïsme & la même ardeur qu'il est sûr de trouver dans tous les autres, —& sans espérer ni craindre du gouvernement, que la protection du même droit bien assurée à tous, c'est-à-dire, garantie par une force capable de l'effectuer. L'esquisse que je viens de donner de ce développement, suffit pour mon sujet actuel ; mais je ne puis me refuser quelques réflexions qui s'y rapportent, & qui m'ont été suggérées par une loi très-ancienne de beaucoup de pays, —cette loi qui proscrivoit tous achats de blé faits en gros chez le fermier, par la raison que ces prétendus accaparemens obligeoient le consommateur de payer chez l'accapareur prétendu, le blé plus cher qu'il ne l'auroit acheté du fermier, —qui, sans cet intermédiaire, (disoient les solliciteurs de la loi) en auroit accommodé le consommateur, au prix que le prétendu accapareur en avoit donné.—

On fait que la Convention Française a perfectionné le principe à sa manière, c'est-à-dire qu'elle a décrété par le fait, que non-seulement tout amas de blé, soit chez le marchand, soit



( 244 )

chez le fermier,—mais tout amas de quelque chose que ce puisse être, & chez qui que ce soit, pouvoit être considéré comme accaparement, lorsque le détenteur refuseroit de le détailler au prix que cette espèce de consommateurs *qui n'est utile qu'à la Convention*, croiroit devoir en donner.

Cependant, sans un capitaliste, ou, si l'on veut, un accapareur, qui débarrasse le fermier quand il a besoin de l'être,—le fermier surchargé de blé dans une année abondante, sera-t-il tenté d'en reproduire la même quantité l'année d'après, avec la crainte d'augmenter sa surcharge si la saison est aussi favorable à la production?—Mais supposez que l'espérance d'une mauvaise récolte chez les autres, l'année suivante, & néanmoins d'une bonne sur ses terres, lui en fasse hasarder les frais, & qu'elle se trouve, malheureusement pour lui, aussi brillante par-tout, que la première,—ne seroit-il pas un fou, si, au lieu de hasarder les frais d'une troisième récolte, il ne se bernoit pas à donner à ses travailleurs affidés, quelque peu de blé, comme aumône, ou avance, en attendant qu'il pût les employer avec plus d'avantage pour eux-mêmes, comme pour lui?—Et qu'arriveroit-il enfin de ce trait de prudence raisonnée? Ce qu'on a vu très-fréquemment dans

( 245 )

les temps d'ignorance, qui produisirent la loi dont j'ai parlé, c'est-à-dire le blé de 15, je suppose, tomber à 10 dès la première année d'abondance, à 5 la seconde,—mais la troisième, caractérisée par quelque apparence ou crainte de disette, porter bientôt le blé de 5 à 20, puis à 30 & 40, & ne baisser que pour éprouver successivement les mêmes vicissitudes.—Pour vous en convaincre, lisez encore les Tables de Windfôr, dans ces années d'ignorance.

Supposez au contraire que ce capitaliste intermédiaire, appelé aujourd'hui *accapareur & sangsue* en France, débarrasse le fermier de sa récolte la plus abondante,—le fermier alors n'épargnera rien pour avoir la suivante aussi belle, parce qu'il sera sûr d'en être débarrassé, & qu'il ne manquera pas de capitalistes pour la transporter dans les lieux où elle sera nécessaire, & qui payeront à ces capitalistes l'intérêt de leur capital, les frais du transport, & le bénéfice dû à leurs peines & risques, comme à leur industrie.—Mais vous, consommateur aveugle, ou capitaliste sans idées, qui voudriez acheter votre blé chez le fermier, & votre drap à la manufacture,—eh! perfectionnez le principe, comme la Convention se propose de vous y forcer, semez vous-même votre blé, manufacturez votre laine, taillez &

R 3



( 246 )

cousez votre habit, tenez le cuir de vos bestiaux, & faites vos fouliers; mais vous ne ferez pas votre métier, soit de consommateur, soit de capitaliste; vous ferez l'homme de tous les métiers, vous les ferez tous comme on les fait quand on en fait plus d'un seul; & ce qu'ils vous produiront sera mauvais, mal fait, & vous reviendra dix & vingt fois plus cher, que si vous l'eussiez acheté chez le détailler,—chez ce détailler dont l'existence vous afflige, puisque vous lui reprochez le bénéfice qui seul le fait subsister,—*Et que vous ne pouvez lui enlever qu'à votre propre désavantage.*

## SECONDE OBJECTION.

*IL est reconnu, dit-on, que l'avantage du commerce avec l'étranger dépend principalement du bas prix de la main-d'œuvre:—or la taxe proposée l'enchérit de 11 pour cent; le commerce étranger va donc être perdu sans ressource.*

Voici une première réponse:—est-ce bien après une mure réflexion que vous prétendez exténuier & vêtir le plus mesquinement possible, vos propres travailleurs, pour nourrir & vêtir les nations étrangères le plus substantielle-

I

( 247 )

ment, le plus agréablement, le plus voluptueusement, & au meilleur marché?—Car enfin c'est à quoi se réduit cet argument prétendu sans réplique. J'y ferai cependant une autre réponse, en admettant tout ce que l'objection suppose, sauf à revenir contre cette concession comme j'ai fait à l'égard de la première objection; & je n'ai ici que fort peu de mots à répéter.

Les taxes enchérissent tout, malgré les préambules des ministres; donc elles doivent enchérir la main-d'œuvre: or (*dans le cas supposé, d'une taxe de 500 millions*) la meilleure des taxes reconnues, doit enchérir la main-d'œuvre de 33 $\frac{1}{3}$  pour cent, & la taxe que je propose ne doit l'enchérit que de 11;—donc, si la taxe que je propose ne laisse aucun bénéfice au marchand dans son commerce avec l'étranger,—la meilleure des autres taxes lui enleveroit tout son capital dès le commencement de la quatrième année, s'il s'obstinoit à continuer ce commerce.....

Je reviens maintenant contre ma concession, parce qu'il n'est pas vrai que le prix de la main-d'œuvre dans une nation, influe comme on le dit dans son commerce avec l'étranger: en voici

R 4

( 248 )

deux preuves de fait, bien convaincantes ; l'une tiée de la France, & l'autre de l'Angleterre.

Après que la liberté du commerce des grains en France eut donné au blé qui commande à tout dans ce pays comme ailleurs, ce prix juste, naturel, & moyen ; qu'il ne peut recevoir que de cette liberté,---la valeur des autres articles du revenu territorial, & de tous ceux du revenu industriel, tierça comme celle du blé ;---la main-d'œuvre tierça de même.—Le commerce de la France avec l'étranger, souffrit-il de cet enchérissement de la main-d'œuvre ?---*non*, concluez, & passons à l'Angleterre.

Avant la dernière guerre, le prix de la main-d'œuvre en Angleterre étoit double de celui de la France ; depuis la dernière paix, les taxes que cette guerre avoit nécessitées obligèrent les Anglois d'augmenter de 12 à 15 pour cent, le prix de leur main-d'œuvre déjà plus chère du double que la vôtre (v. Annales d'Agriculture de M. Young) : l'Angleterre a-t-elle perdu de son commerce avec l'étranger ?---Voyez les relevés présentés à son parlement ; ils vous apprendront que les exportations comme les importations qui n'étoient avant la guerre que de quinze &

( 249 )

seize millions sterling, sont montées à 19 & 20 depuis ce second enchérissement de leur main-d'œuvre ; & cependant cherchez en Angleterre, cherchez-y la moindre apparence d'une diminution quelconque, soit dans la production, soit dans la consommation, soit dans l'agriculture, soit dans l'industrie, soit à l'égard des objets de nécessité, soit à l'égard de quelque article de luxe ;---au contraire, tout y est augmenté comme son commerce avec l'étranger, malgré l'augmentation reconnue du prix de sa main-d'œuvre :---concluez encore, vous qui prétendez raisonner,---& vous sur-tout qui prétendez administrer.

Esquifions un développement de cette autre partie de mécanisme social, & voyons comment le commerce étranger est indépendant de ces prix in érieurs que les circonstances d'une nation l'obligent de mettre à sa main-d'œuvre, lorsqu'elle ne veut pas s'exposer à être finalement réduite à l'état où se trouve aujourd'hui la France :---les détails seront fastidieux, mais ils sont indispensables pour bien apprécier le raisonnement dont beaucoup de gens (*sans compter ceux qui gouvernent*) sont encore journellement les dupes, après en avoir été tant de fois & si misérablement les victimes.

( 250 )

Je supposerai un marchand François qui portoit en Angleterre, avant l'enchérissement supposé de 11 pour cent, --- telle quantité & qualité d'objets François qui ne lui coûtoient alors que 100 livres tournois, & qui obtenoit en Angleterre, pour ces objets François, telle quantité & qualité d'articles Anglois qu'il rapportoit dans son pays :—(car on a beau dire, le commerce de nation à nation, se réduit finalement à l'échange d'une marchandise qu'on ne peut vendre avec avantage dans son pays, pour une autre espèce de marchandise, qu'on y apportera, parce qu'on est moralement sûr de l'y vendre avec bénéfice) :—il n'est pas douteux que si le marchand François disoit à celui d'Angleterre—“ Monsieur, cette quantité & “ qualité de marchandises Françaises que je “ vous apporte, me coûte aujourd'hui 111 “ livres, au lieu de 100 livres qu'elle me “ coûtoit lorsque je vous l'apportoie avant l'en- “ chérissement de notre main-d'œuvre ; il faut “ donc que vous me donniez 11 pour cent “ de plus que vous ne me donniez, de vos mar- “ chandises Angloises, pour me dédommager de “ l'enchérissement des miennes ”—il n'est pas douteux, dis-je, que le marchand Anglois lui répondroit en soupirant (car il faut toujours soupirer dans le commerce)—“ Hélas ! Mon-

( 251 )

“ fleur, les dernières taxes ont tout enchéri en “ Angleterre comme en France, & en consé- “ quence je ne puis vous donner plus, comme en “ bonne justice je ne puis vous donner moins, “ pour la quantité & qualité des marchandises “ Françaises que vous m'apportez, que la “ même quantité & qualité de marchandises “ Angloises que je vous donnois avant ce mal- “ heureux enchérissement dont nous avons tant “ à gémir l'un & l'autre !—Que répondroit le marchand François au marchand d'Angle- terre ?

Voulez-vous maintenant supposer qu'aucune circonstance n'eût engagé l'Angleterre à augmenter le prix de sa main-d'œuvre ? Voici la réponse que le marchand Anglois ne manqueroit pas de faire à celui de France dans le cas supposé :—“ Monsieur, j'ai coutume de vendre ici “ 111, la même quantité de marchandises Fran- “ çaises que vous m'apportez ;—si, par l'échange “ que vous me proposez, elles me reviennent “ à 111, au lieu de 100 que je les payois, il “ faudroit bien que je les revendisse ici 122 “ livres ; mais personne ne voudroit les acheter “ à ce prix, car je ne suis pas le seul qui en “ vende,—& grâces au ciel vous n'êtes pas le “ seul qui en apportiez :—votre propos, Mon-

“ sieur le marchand François, est bon à tenir  
 “ à ceux qui n’entendent rien au commerce, &  
 “ nous le tenons aussi quelquefois à des gens  
 “ qui n’y entendent pas davantage; nous sou-  
 “ pirons alors tout aussi haut qu’eux, mais nous  
 “ n’abusons pas de leur ignorance; nous ne  
 “ leur vendons nos marchandises qu’au prix  
 “ qui doit nous donner le juste bénéfice usité  
 “ dans le commerce, & sans lequel nous ne  
 “ pourrions pas le continuer; mais entre nous,  
 “ vrais marchands de tous les pays, nous cal-  
 “ culons trop bien, & faisons trop de cas de  
 “ notre crédit, pour chercher à nous tromper sur  
 “ aucun article:—donnez-moi vos marchandises  
 “ en échange des miennes, *en conservant les*  
 “ *anciens rapports de quantité & de qualité entre*  
 “ *les unes & les autres*; quand vous ferez en  
 “ France,—comme tout, selon vous, s’y trouve  
 “ enchéri de 11 pour cent, & que cela doit  
 “ être en effet pour que tout puisse se balancer,  
 “ —aucun consommateur un peu raisonnable  
 “ ne fera difficulté de vous payer 11 pour  
 “ cent plus cher les marchandises étrangères,  
 “ quand toutes les marchandises nationales sont  
 “ enchéries de 11 pour cent.—Que répondroit  
 le marchand François au marchand d’An-  
 gleterre?

Voulez-vous que ce soit des louis-d’or, ou  
 des écus, ou de l’or en barre que le marchand  
 François ait porté en Angleterre?—Mais tel  
 poids d’or ou d’argent de tel titre ne valant  
 que tant de livres sterling en Angleterre, le  
 marchand François sera-t-il fondé à lui dire  
 que cet or ou cet argent lui ayant coûté au-  
 dessus de leur valeur intrinsèque 20, 30, ou 50  
 pour cent en assignats devenus monnaie forcée  
 de France, l’Anglois doit lui donner 20, 30, ou  
 50 pour cent de plus en marchandises An-  
 gloises?—Et le marchand Anglois ne lui dira-t-  
 il pas,—“ Monsieur, nous respectons le malheur  
 “ qui réduit la France à des assignats pour  
 “ toute monnaie courante; mais on les contre-  
 “ fait si parfaitement dans beaucoup d’endroits,  
 “ que votre raisonnement bien suivi dans la  
 “ pratique, nous feroit bientôt payer, à nous  
 “ Anglois, toutes les fautes échappées à ceux  
 “ qui pouvoient si aisément vous mieux con-  
 “ duire pour votre avantage comme pour le  
 “ nôtre. Les circonstances actuelles de la France  
 “ changeront sans doute; mais en attendant,  
 “ prenez les marchandises que vous demandez,  
 “ à notre prix sage de marchands, & de mar-  
 “ chands qui doivent payer tout en argent,  
 “ lorsqu’on l’exige; quand vous aurez intro-  
 “ duit ces marchandises en France, si vous les

( 254 )

“ vendez en or ou en argent, vous ferez là, sur  
 “ votre vente, le bénéfice qui doit se faire sur  
 “ ce commerce;—si vous les vendez en assignats,  
 “ vous ferez là, sur votre vente, le bénéfice  
 “ additionnel de 20, 30, ou 50 pour cent, que  
 “ vous voudriez faire ici sur moi, *indépendam-*  
 “ *ment du même bénéfice que vous ferez encore*  
 “ *dans votre pays sur ceux à qui vous vendrez*  
 “ *les marchandises que vous demandez.*” Que  
 répondroit le marchand François au marchand  
 d'Angleterre ?

Voulez-vous que ce soit en lettres de change  
 sur Hollande, Vienne, ou Constantinople, que  
 le marchand François vende les marchandises  
 Françaises qu'il a portées en Angleterre ?—Mais  
 étant maître en Angleterre d'en recevoir le  
 prix en argent réel, le marchand François n'aura  
 pris que les lettres de change, qui par les  
 tours & détours qu'il fera faire à son capital,  
 ne manqueront pas de lui donner le bénéfice  
 qu'on doit faire, tout compensé, dans le com-  
 merce de lettres de change tirées sur des pays  
 où l'on est obligé de les payer en argent.

Voulez-vous que ce soit en lettres de change  
 sur Paris qu'il reçoive le paiement de ses mar-  
 chandises Françaises ?—Mais il n'aura fait cette

( 255 )

négociation que parce qu'il y aura trouvé le  
 bénéfice de retour qu'il desiroit sur ses mar-  
 chandises, puisqu'il pouvoit en Angleterre les  
 réaliser en argent, & que si les lettres de change  
 qu'on lui a données sur Paris n'y sont payables  
 qu'en assignats, ses marchandises Françaises  
 n'y avoient été achetées que de la même ma-  
 nière.

Transportez en Espagne & les mêmes scènes,  
 & le marchand François que je viens de sup-  
 poser en Angleterre;—ce ne fera pas de l'argent  
 qu'il aura transporté en Espagne pour en retirer  
 de l'argent;—ce sera ou bien des marchandises,  
 pour les convertir, soit en argent, soit en quelque  
 autre espèce de marchandises, ou bien des  
 lettres de changes pour en retirer soit marchan-  
 dises soit argent; dans l'un & l'autre cas, le  
 même colloque, les mêmes réponses, les mêmes  
 raisonnemens supposés à Londres entre le mar-  
 chand François & celui de l'Angleterre, ne se  
 répéteront-ils pas en Espagne entre le mar-  
 chand Espagnol & celui de France? Et ne  
 sera-ce pas toujours en France, que le marchand  
 étranger renvoyera le François pour y trouver  
 le bénéfice qu'il doit faire, & qui lui est  
 assuré par l'enchérissement général des mar-

chandises étrangères en France, nécessité & facilité par celui des marchandises nationales dans le même pays.

TROISIÈME OBJECTION.

Sur la Balance de Commerce.

LE raisonnement qui termine le dernier article, paroît assez juste, dira-t-on ;—cependant, si le commerce avec l'étranger ne donne pas aux marchands qui le font, une balance en argent réel & effectif,—que devient cette balance en faveur de la France, dont l'idée est si précieuse aux gens d'affaires, l'immensité si bien prouvée par de grands calculateurs, & la nécessité si bien démontrée par ceux qui ont pour garant de leur opinion, l'opinion de tous les peuples qui savent calculer.

RÉPONSE.

Rien de plus imposant sans doute, & de plus capable de déterminer à suivre sans examen une opinion adoptée en France, que de la voir établie en Angleterre, & respectée dans tout le reste de l'Europe, malgré l'intérêt visible de tout le reste de l'Europe à prendre les mesures

mesures les plus vigoureuses pour échapper à ses funestes effets, si elle est juste,—ou bien à la détruire si elle n'est pas fondée sur une suite non interrompue de faits que personne n'a jusqu'ici contestés :—on a vu par le titre de cette section, qu'il ne s'agit ici que de la balance du commerce.—Je ne répéterai point ce que j'ai dit à cet égard, & qu'on peut lire dans le *Mécanisme des Sociétés* depuis la page 88 jusqu'à 185, & depuis la page 279 jusqu'à 295, pour démontrer non-seulement la fausseté de l'opinion universelle à cet égard, mais l'impossibilité de la soutenir si l'on prend la peine de l'analyser, même en admettant les faits incontestés sur lesquels elle se trouve fondée ; je me bornerai ici à résumer & à rapprocher quelques réflexions sur ces faits *incontestés*, faits que je crois aussi approchans de la vérité qu'il est possible d'en approcher sur cette matière,—& dont il me semble qu'on doit tirer une conséquence diamétralement opposée à cette opinion si généralement établie.—

L'Angleterre jouit, dit-on, d'une balance annuelle en sa faveur de 4 millions sterling ;—il en faut à la France une de 70 millions tournois, c'est environ 3 millions sterling ;—consé-

quemment il faut annuellement une balance favorable de 7 millions sterling pour subvenir à la voracité de ces deux monstres.

Observez maintenant qu'on disoit en France que la décadence de ce royaume commenceroit lorsque sa balance de 70 millions tournois commenceroit à décliner ; & qu'on prétendoit en Angleterre que si la balance favorable y tomboit au-dessous de 2 à 3 millions sterling, l'Angleterre seroit obligée de faire banque-route :—

Observez ensuite qu'il ne vient annuellement de l'Amérique (source presque unique des métaux précieux) qu'environ 6 millions sterling, tant en or qu'en argent ; permettons à l'Espagne & au Portugal, qui tirent cet or & cet argent de leurs mines Américaines, d'en retenir un sixième pour leurs propres besoins, —le reste de l'Europe doit donc s'arranger pour trouver les deux millions sterling, qui, sans cette cottisation, manqueroient visiblement à la voracité de l'Angleterre & de la France :— où l'Europe prend-elle ces deux millions ? où les a-t-elle pris depuis 20 ans seulement, en nous bornant même à ce période ?—Je n'en fais rien ; mais vous trouverez les prétentions

& les besoins de la France, établis & consignés dans l'ouvrage très-justement estimé de M. Necker, sur les finances de ce royaume ;— & vous trouverez dans les relevés très-exacts qu'a faits Sir Charles Whitworth de toutes les balances de l'Angleterre avec tout le reste de l'Europe, & notamment depuis 1752 jusqu'en 1773, une balance annuelle de 4 millions 180 mille livres sterling en faveur de l'Angleterre :—

Observez encore, que dans ce relevé des balances de l'Angleterre avec tous les pays de l'Europe où il lui est possible de commercer, sa balance avec la Russie est la seule qui ne lui soit pas annuellement favorable :

Observez aussi qu'il n'est pas un seul de ces pays, où l'Angleterre n'importe aujourd'hui environ trois fois plus de ses marchandises qu'elle ne faisoit au commencement du siècle :—

Observez qu'elle exporte chez elle de tous ces pays (excepté de la France qui est à sa porte) trois fois plus de leurs marchandises qu'elle n'en exportoit au commencement du siècle :—



Observez que s'il résulte de la pénultième observation, que l'Angleterre a triplé son commerce depuis un siècle, il résulte de la dernière, que tous les pays où l'Angleterre a triplé les moyens qui alimentent son commerce avec eux, ont véritablement triplé les moyens qui alimentent leur commerce avec elle :—

Observez que ce point n'étant pas douteux, il est également incontestable que tous ces pays ont nécessairement gagné comme l'Angleterre, en faisant ce commerce, puisqu'ils l'ont continué, & continuellement augmenté :—

Observez que tous les raisonnemens que je viens de faire à l'égard de l'Angleterre, sont aussi concluans à l'égard de la France :—

Observez que la valeur du revenu de toute l'Europe a plus que doublé depuis un siècle, tant réellement que nominalement,—& qu'il ne peut avoir doublé sans que les moyens de circulation n'aient par-tout augmenté en conséquence, puisque ce revenu circule par-tout, & qu'en effet il ne peut y avoir qu'un gouvernement monstrueux, qui puisse, *dans un temps ordinaire*, empêcher l'argent nécessaire à la circulation, de se rendre par-tout où il y a des

marchandises & des denrées à vendre :—donc si l'Angleterre & la France ont reçu annuellement pendant un siècle, tout l'argent dont elles avoient besoin pour la circulation d'un revenu qui augmentoit chaque année,—tous les autres pays ont également reçu tout l'argent nécessaire pour la circulation de leur propre revenu, dans la proportion où il étoit augmenté :—

Observez, maintenant, que l'Angleterre avoit, il y a trente ans, au moins 25 millions sterling dans sa circulation,—& qu'en ajoutant à ces 25 millions, les 120 millions qu'elle prétend avoir reçu de sa prétendue balance favorable; pendant le même temps, elle devoit donc avoir près de 150 millions sterling dans sa circulation actuelle :—or elle n'en a tout au plus que 30, & tout y circule avec la plus grande facilité :—

Observez aussi que la France devoit, il y a trente ans, avoir dans sa circulation, au moins 1500 millions tournois,---& qu'en ajoutant à ces 1500 millions, les 2 milliards 100 millions qu'elle auroit reçus de sa prétendue balance annuelle de 70 millions tournois depuis ces 30 ans,---elle auroit dû avoir dans sa circulation 3 milliards

600 millions,---or perfonne n'a jamais fupposé au-delà de deux milliards tournois dans la circulation de la France :—

Donc, fi l'Angleterre & la France ont réellement reçu tous les ans de l'Espagne, du Portugal, & d'ailleurs, les 7 millions fterling en argent, dont ces deux nations prétendent avoir dépouillé annuellement le refte de l'Europe,---comme le refte de l'Europe prétend en avoir été dépouillé ou frustré,---il eft évident que cet argent n'a fait que paffer & repaffer dans les mains de ces deux nations pour fe porter alternativement où il étoit néceffaire, & laiffant partout aux agens de ce commerce, le bénéfice auffi jufté que néceffaire, qu'ils devoient y trouver :—

Il ne refte qu'à expliquer de quelle manière ce petit prodige s'opère conftamment, au milieu de tant d'opinions erronées, de tant d'entraves, d'intérêts divers, & de cupidité ; c'eft ce que je vais faire le mieux qu'il me fera poffible.—

Il en eft de la balance du commerce comme de tout ce qui intérefte la fociété ;---pour que le bien général fe faffe, il fuffit que chaque intérêt particulier conftamment occupé de lui

feul, comme cela eft & doit être, faffe *ouvertement*, quand les adminiftrateurs font éclairés, & *fecrètement* quand les adminiftrateurs manquent de lumières, tout ce qu'il croira capable de lui procurer à *lui-même*, (fans s'inquiéter de la nation) la plus grande portion poffible de cette prétendue balance :—en voici la preuve dans le réfultat du commerce général, comme dans celui du commerce particulier.

La généralité des marchands de quoi que ce foit, intéreffés dans le commerce qui fe fait avec l'étranger, gagne annuellement & évidemment dans tous les pays connus, une balance de commerce en fa faveur,---*puifque ce commerce continue & augmente par-tout* : la démonftration de ce point existe dans le détail des exportations & importations annuelles d'Angleterre commerçante avec tous les peuples,---détails exposés dans l'ouvrage de Sir Charles Whitworth, dont j'ai déjà parlé :—

L'or & l'argent font des marchandifes & des objets d'exportation pour l'Espagne & le Portugal, comme le vin, le bois, & tout ce qui peut fe vendre, font des marchandifes pour toutes les nations qui n'ont point ou qui n'ont pas affez de cette efpèce de mines d'où l'on tire l'or & l'argent.

Toutes les nations produisent ou manufacturent quelque chose de plus qu'elles ne peuvent vendre & consommer chez elles, & désirent d'acheter & de consommer le superflu de quelques autres marchandises encore possédées par d'autres nations, qui se trouvent très-heureuses de s'en débarrasser afin d'en continuer la reproduction, & de recevoir toujours en échange quelque espèce de marchandises qu'elles n'ont point, & qu'elles désirent, n'importe pour quoi.

Maintenant je le demande au nom de l'expérience, quelle est la nation civilisée à laquelle il manque, soit pour sa circulation, soit pour le degré de luxe que celui de sa civilisation, je ne dis pas permet, mais exige,—quelle est, dis-je, la nation civilisée, qui ne soit sûre qu'il existe chez elle beaucoup de gens qui veillent ce besoin, qui en sont instruits à la minute, qui sont intéressés à le satisfaire, & toujours prêts à n'épargner ni peines, ni marchandises, ni crédit pour obtenir cet argent, soit directement, soit par échelles, & le plus promptement possible,—& pour l'obtenir à des conditions qui leur procurent à eux-mêmes un bénéfice aussi légitime qu'assuré,—& qui en assure un égal au marchand étranger qu'ils en auront débarrassé,—*débarrassé*—car il se seroit bien gardé de s'en dessaisir, s'il n'y eût

trouvé son bénéfice ?—Les deux marchands, *dans les deux pays*, auront donc gagné, l'un comme l'autre, ce qu'on appelle une balance en leur faveur :—mais les deux nations n'auront-elles pas gagné également le bénéfice attaché à ce commerce comme à tout autre—*le bénéfice du travail*—*Et d'un travail assez considérable pour payer un autre travail, avec les frais qui y sont attachés* ?—& ce bénéfice, cette balance, qu'il ne faut pas appeler favorable, mais nécessaire, n'est-elle pas assurée dans tous les pays, où chaque intérêt particulier, occupé de lui seul, sera sûr de n'être contrarié dans ses opérations que sur les points qui blefferoient quelque autre intérêt qui doit être aussi respecté ?

Avant d'objecter à ce dernier paragraphe, l'embarras & le discrédit où se trouva la France en 1787,—& son état actuel qui en est évidemment la suite,—examinez si cet embarras, ce discrédit absolu, ne provenoit point & de l'ignorance la plus profonde & la plus générale sur tous les objets que nous avons discutés, & du temps ou du désir qui manquoit à ses ministres pour se prêter à l'instruction.—Le point capital aujourd'hui, le plus instant sans doute, c'est de rétablir l'ordre en France ;—mais on doit ajouter qu'il ne peut pas être indifférent,—qu'il ne doit

pas être indifférent aux nations étrangères, sans le secours desquelles l'ordre ne peut s'y rétablir, que ceux qui osent aspirer au ministère futur de cette malheureuse nation, consacrent leur loisir actuel à chercher, qu'ils se résignent à reconnoître, & qu'ils se fomentent à adopter les vrais moyens d'y maintenir cet ordre quand il sera rétabli,—& les seuls moyens capables d'empêcher le discrédit & l'embarras de s'y reproduire par degrés, & de répandre finalement une seconde fois, dans tout le reste de l'Europe, leur influence aussi inévitable que pestilentielle.

Il faut sur-tout que ces aspirans au ministère futur de France, & les nations étrangères elles-mêmes, réfléchissent profondément sur cette question:—Si la force AUJOURD'HUI peut gouverner constamment les François sans le secours de la raison,—quel homme raisonnable peut espérer AUJOURD'HUI le rétablissement de cette Monarchie si nécessaire à la balance de l'Europe,—si nécessaire à la balance de ses Républiques, comme à celle de ses Monarchies?..... (Voyez les pages 8 & 9 de l'Avant-propos.) Princes, Rois, & Républiques, songez-y.

---

## CHAPITRE SEPTIÈME.

*Réflexions qui ne permettent pas de supposer qu'une taxe payable EN NATURE,—en produits mêmes tels qu'ils sont fabriqués ou récoltés,—& une autre, connue sous le nom de CAPITATION, fussent proposables en France, après que l'ordre & la raison y seront réintégrés, avec l'espoir & les moyens de s'y maintenir.*

JE n'ai pas mis la taxe payable en nature même de produits, au nombre de celles qu'il fût possible d'établir aujourd'hui en France, parce que je n'ai pas conçu comment on pourroit en avoir l'idée, si l'on faisoit la plus légère attention aux raisons suivantes.

1°. Si l'on veut supposer la perception proportionnée, comme elle doit l'être, aux besoins de l'Etat dans le temps où elle sera établie,—elle sera nécessairement au-dessus des besoins l'année suivante, ou l'année d'après,—car il est physiquement impossible, qu'à l'exception des temps de guerre où presque tout est en stagnation, la richesse natio-

*nale, qui n'est autre chose que l'accumulation & le produit des épargnes, n'augmente pas annuellement, — & qu'il est faux que les besoins d'un bon gouvernement augmentent chaque année:—pourquoi donc le gouvernement leveroit-il une portion inutile de contribution? Seroit-ce pour la mieux employer que celui qui a su épargner ce qu'il falloit pour la produire? Seroit-ce pour la garder sans rien produire, lui qui a tant d'intérêt à trouver la reproduction augmentée, lorsqu'il aura besoin d'augmenter la contribution?*

2°. Le contribuable qui consomme tout ce qu'il produit, moins la portion de taxe qu'il est obligé de payer, ne doit, dans tous les temps, au gouvernement, que sa portion de la taxe nécessaire;—lorsqu'il faudra augmenter la taxe, la portion due par chaque contribuable devra sans doute augmenter;—mais jusques-là, *tout ce qu'il faut SEULEMENT, est le plus & le moins qu'il doive donner,---comme aussi c'est le plus & le moins que le gouvernement doive demander.*

3°. Cette espèce de taxe est absurde, relativement à sa destination;—car s'il est quelques besoins particuliers de villages, auxquels on peut satisfaire avec des produits,---il est des besoins généraux qui regardent les provinces,---il en est

de plus généraux encore qui intéressent la totalité du royaume, & dont le gouvernement est plus spécialement chargé;---or ces besoins sont de plusieurs espèces, & le gouvernement peut en avoir, à chaque instant, dans tous les lieux intérieurs & extérieurs où il est obligé de correspondre:---or l'argent est non-seulement le seul représentant irrécusable de tous les besoins & de tous les services, dans tous les temps & dans tous les pays où la société est sortie de son enfance,---mais il est encore le représentant le plus facile & le moins coûteux à transporter:---le gouvernement attendra-t-il que cent mille collecteurs de sa contribution en nature de produits, aient recueilli, charroyé, logé, puis remis à des receveurs chargés d'examiner, vendre enfin, réaliser & lui remettre en argent le montant d'une contribution qu'il peut demander & obtenir en argent dès la première instance?

4°. Il est constant que l'intérêt bien raisonné de plusieurs espèces de créanciers des plus légitimes, autant que celui de leurs débiteurs, obligera, dans le régime futur, les premiers, à se contenter, & les autres, à ne donner qu'une redevance fixe en argent, pour toute autre redevance en nature de produits;---d'ailleurs, il est bien reconnu que toute redevance en nature de

produits est aussi contraire au progrès de l'agriculture qu'à la justice, *dans l'état actuel de la société*,—& qu'il semble qu'on ne se dédommage *un peu* de l'injustice de cette redevance, *dans l'état actuel de la société*, qu'en faisant perdre *beaucoup* à l'agriculture :---le gouvernement obligé de tout réparer, de concilier tous les intérêts, de les engager tous à transiger sur les anciennes idées,---adoptera-t-il pour lui seul, comme mesure générale, une redevance destructive & vexatoire, que les particuliers auront trouvé convenable, juste & nécessaire d'abolir entre eux ?

5°. Il seroit trop ridicule d'imaginer qu'il fût possible de lever en nature, sur une masse de produits territoriaux évaluée 2 milliards 500 millions,—une valeur non-seulement des 500 millions nécessaires pour la taxe, mais celle qu'il faudroit y ajouter pour les dépenses extraordinaires, & les déprédations aussi énormes qu'inévitables dans cette espèce de perception, *considérée dans la main du gouvernement d'un pays tel que la France*,---il faudroit donc rejeter la moitié du fardeau sur l'industrie ;—mais conçoit-on la possibilité de recevoir en nature, des mains de l'industrie, sa juste portion de produits industriels, *tant de milliers de fois plus variés que ceux*

*de l'agriculture*?---Où vous conduiroit donc, & dans bien peu de temps, cette espèce de taxe, qui cependant a trouvé, depuis peu, des panégyristes?---Elle vous conduiroit à vous reposer sur des fermiers généraux, du soin d'inventer, d'établir, & de corroborer toutes les espèces de vexations & d'inquisitions nécessaires pour la rendre productive ;---vous aurez un bien meilleur usage à faire des propriétés, des talens & du crédit de vos fermiers-généraux & de tous les autres capitalistes.---Jusques-là, quel seroit donc votre dernier refuge?---*la capitation*?---Mais si la Justice Divine elle-même n'est pas là, pour présider à la confection des rôles, pour dicter la somme qu'il faudra exiger de chaque individu,---comment aurez-vous la présomption de croire que vous serez moins injuste que vos prédécesseurs l'ont été même avec le secours des délations qu'ils provoquoient dans toutes les parties du royaume---du royaume le mieux organisé alors pour cette partie essentielle de son administration ?

CHAPITRE HUITIÈME  
ET DERNIER.

*Des effets de la Guerre actuelle sur l'état futur de l'Angleterre & des autres Puissances coalisées, SI ELLES ADOPTENT LES MAXIMES FISCALES DES ANGLOIS—ET SE HATENT D'AJOURNER, CONJOINTEMENT AVEC L'ANGLETERRE, TOUT AUTRE PROJET QUE CELUI DE TERMINER LE PLUS PROMPTEMENT, LE PLUS HONORABLEMENT, ET LE PLUS AVANTAGEUSEMENT, CETTE GUERRE QU'ELLES AVOIENT SI MAL JUGÉE !*

IL est peut-être pardonnable de vouloir encore jouer le prophète, lorsqu'on a parlé si positivement, & qu'on n'a dit que la vérité en annonçant, il y a dix ans, à toute l'Europe, (v. *Mécanisme des Sociétés*, page 142), & nominativement aux Anglois (qui gémissaient alors presque indéceusement sous le poids idéal de leur dette),—*qu'après fort peu d'années, tous les millions sterling que la guerre d'Amérique avoit coûté à leur nation, n'y laisseroient d'autre trace que de porter son blé, de 40 shillings le quartier (prix moyen) qu'il valoit alors, à 44 shillings,—*

*& d'augmenter le prix de ses terres, denrées, marchandises & salaires du travail,—dans la même proportion.—Je rappellerai quelques autres lignes de ce petit ouvrage, sur lesquelles j'espère qu'il est encore temps de faire d'utiles réflexions; d'ailleurs elles nous conduiront au point sur lequel je prétends encore prophétiser—sous les clauses contenues dans le titre.*

“ Qu'arrive-t-il enfin de tous ces projets  
“ contre nature?—Les prétentions de l'état  
“ ecclésiastique soulevèrent toute l'Europe,—  
“ & le siège pontifical fut mis à sa place.—La  
“ France souleva toute l'Europe contre l'ambi-  
“ tion de la Maison d'Autriche bien plus re-  
“ doutable par sa puissance réelle,—le trône  
“ Impérial fut mis à sa place,—& la France  
“ fut considérée comme la fondatrice & la pro-  
“ tectrice des libertés Européennes.—Bientôt la  
“ protectrice s'érigea en despote,—l'Angleterre  
“ souleva toute l'Europe contre elle, & la France  
“ fut mal-adroitement jettée au-dessous de sa place.  
“ —L'Angleterre, instrument principal de cette  
“ révolution, abusa de son importance, comme  
“ avoient fait la puissance ecclésiastique, la Mai-  
“ son d'Autriche & la France,—la neutralité  
“ armée parut, & présenta un code inoui,—  
“ il étoit juste. (*Mécanisme des Sociétés*, p. 240).



Nous verrons bientôt quelle étoit la Nation qui devoit, dans une circonstance bien plus critique, présenter un autre code de toute utilité aussi, comme de toute justice & de toute nécessité : mais nous commencerons par observer que dans la lutte dont nous venons de parler, lutte qui dura dix siècles,—les athlètes ne combattoient que pour l'honneur & l'avantage de régner sur des hommes laborieux, braves, & riches,—& qu'aujourd'hui c'est une Convention monstrueuse, qui a promis, & promet journellement à toute l'Europe, de l'envahir & de n'y laisser que des scélérats, des lâches, & des ruines... Sa conduite, par-tout où elle a pu s'établir, ou seulement pénétrer pour quelques instans, a même prouvé qu'elle prétendoit n'y laisser que les ruines nécessaires pour attester à la postérité—*qu'à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, l'Europe étoit habitée par dix Nations policées, industrieuses, riches, & puissantes,—mais qui ne le furent pas assez pour s'y maintenir au delà d'un petit nombre d'années, après qu'une monstrueuse Convention leur eût notifié l'ordre de disparaître, & de rentrer dans le chaos, où elle étoit décidée à replonger la société...*

Il semble enfin que l'Europe commence à soupçonner la possibilité de cette affreuse catastrophe,—& si elle n'est pas encore, dans sa totalité, assez châiée pour adopter courageusement tous les moyens capables, non-seulement

de l'éviter aujourd'hui, mais de s'en garantir pour toujours,—il semble du moins que, dans le sud de cette partie du monde, on commence à sentir la nécessité de suspendre, & d'ajourner sincèrement tout projet particulier de conquérir & de dominer, *lorsqu'on est visiblement réduit à combattre pour la simple existence,*—lorsqu'il s'agit visiblement de cesser d'exister, ou de détruire instamment cette monstrueuse Convention, qui promet de détruire tout ce qu'elle ne pourroit bouleverser, & *qui ne renonceroit aujourd'hui à ce projet atroce, que pour mieux en préparer, pour mieux en assurer le succès ;*—& c'est peut-être encore l'Angleterre qui, la première, ouvrit les yeux sur la nécessité de cette étrange alternative.—Elle pouvoit, dira-t-on, la prévenir, en se portant pour médiatrice *aussitôt* que les dominateurs d'alors, qui ne vouloient la guerre que pour détruire la royauté en France, & se servir ensuite de la France pour détruire jusqu'au nom de Roi dans tout le reste de l'Europe,—eurent forcé l'infortuné Louis XVI à la déclarer :—alors sans doute les mouvemens intérieurs du royaume, décidés par ses véritables sentimens, que des armées révolutionnaires, qui n'existoient pas encore, ne pouvoient encore étouffer,—eussent prouvé à cette poignée d'hommes de sang qui arracha cette funeste déclaration,—l'importance d'une

médiation aussi imposante que celle de l'Angleterre,—possédant seule tous les moyens d'agir & de mouvoir le reste de l'Europe,—& ne présentant néanmoins à la France, comme à l'Autriche & à la Prusse, que des explications qui devoient les satisfaire, & des propositions capables de tout concilier.—Mais si l'Angleterre a commis cette faute,—si elle a perdu cette occasion de s'immortaliser dans le vrai genre,—si les maximes de la haute politique ont trop influé sur cette neutralité absolue dont elle s'étoit imposé la loi,—si elle a même trop écouté un ressentiment—naturel sans doute, mais dont les suites sont encore loin d'être déterminées,---dont les effets deviennent de jour en jour plus difficiles à prévoir, comme à calculer,---quelle est la Puissance en Europe, dont les vues aient été assez justes, les intentions assez pures, la conduite assez franche, les mesures assez vigoureuses & en même temps assez sages, pour oser reprocher à l'Angleterre ce défaut de grandeur, de délicatesse, de précaution, & de prévoyance ? ---Parmi tous les François, émigrés & autres, qui gémissent & qui souffrent si cruellement de l'état actuel de leur malheureux pays,---en est-il un seul qui osera dire qu'il n'a rien désiré, qu'il n'a rien fait de ce qui devoit y conduire, de ce qui pouvoit y provoquer---& qu'il a voulu sincèrement, *Et dans le temps*, faire tout ce qui

pouvoit l'empêcher ?---Et parmi les Anglois qui pouvoient se faire entendre en Angleterre, parmi ces Anglois dont la voix est *toujours* entendue avec intérêt, & *rarement* sans quelque fruit---même lorsqu'il est essentiel d'en suivre un autre,---en est-il un seul qui osera dire, qu'à tous ces égards il n'eût rien à se reprocher ? en est-il un seul qui, dans les débats parlementaires où il s'est le plus distingué, ait voulu dire un mot sur ce point de la question, que j'ai touché..... N'accusons ni les hommes, ni les choses, ni les temps, du produit, sans doute nécessaire, de la combinaison de ces trois circonstances, telles qu'elles étoient dans le fatal instant qui a tout décidé :---l'importance de la guerre actuelle,---la nécessité de la poursuivre avec une autre vigueur que celle qui n'a évidemment servi jusqu'à ce jour qu'à en accroître les dangers,—l'impossibilité de réussir sans manifester une autre espèce d'ambition que celle qui n'a évidemment servi jusqu'à ce jour, qu'à glacer ou aliéner tous ceux dont le concours est *évidemment indispensable*,—sans élever enfin le seul étendard auprès duquel les 19 vingtièmes des François puissent loyalement & sans réserve s'unir à des étrangers,—même contre les brigands qui dévastent la France,---qui la dévastent, *mais qui ne veulent pas la laisser démembrer* :---voilà le point central qui doit aujourd'hui absorber

toutes les idées, mouvoir tous les ressorts, exercer toutes les facultés, diriger, employer toutes les ressources de quiconque ne mérite pas d'être impitoyablement dépouillé de tout ce qu'il possède, soit couronne, soit chaumière, — que tout le reste soit oublié.

Cependant combien doit coûter à l'Angleterre cette guerre devenue évidemment (indépendamment des considérations dont nous venons de nous occuper) d'une nécessité absolue, aussitôt après qu'on la lui eût déclarée? --- Veut-on qu'il lui en coûte 30 millions sterling pour la voir terminée de manière que tous les confédérés puissent licentier leurs armées sans folie, c'est-à-dire, sans inquiétude sur le sort de leurs couronnes, comme sur le maintien de toute espèce de propriété? --- soit, 30 millions sterling, ---

Si le préjugé du *remboursement national* n'existeroit plus; si l'on eût discuté cette question, comme elle pouvoit l'être en Angleterre, j'ose le répéter, toute idée de remboursement national eût été déclarée absurde, & le million sterling qu'on sacrifie tous les ans à cette idole, ou à quelques autres projets aussi peu raisonnables, --- suffiroit aujourd'hui pour donner aux Ministres plus de 20 millions sterling, & en assurer l'intérêt à perpétuité, sans imposer pour cet objet aucune taxe nouvelle. Mais si ce préjugé n'existe plus

dans l'esprit de quiconque a pris la peine d'y réfléchir, personne n'ose le dire en Angleterre, parce que tout le monde en Angleterre a soutenu la nécessité de rembourser. Je supposerai donc un million 500 mille livres sterling de taxes additionnelles, pour assurer, à perpétuité, l'intérêt de 30 & quelques millions sterling, qu'il faudra trouver pour terminer, honorablement & sûrement, cette horrible guerre.

Quel effet produiront ces taxes additionnelles sur les jouissances de quiconque est intéressé dans le revenu général (*territorial & industriel*) de l'Angleterre, --- en prenant pour base du raisonnement, l'expérience irrécusable d'un siècle, & l'expérience encore plus frappante de l'effet des taxes imposées pour subvenir, tant à la guerre d'Amérique, qu'à l'inutile remboursement, ou rachat, d'un million sterling chaque année?

Quel effet produiront, dans les États des autres Puissances coalisées, les taxes nécessaires pour assurer, à perpétuité, l'intérêt des emprunts qu'elles ont déjà faits, & de ceux qu'elles feront encore obligées de faire? ---

En répondant explicitement à la question, relativement à l'Angleterre, je répondrai implicitement à celle qui regarde les Puissances

coalifées, si elles veulent bien, comme les Anglois, après que leurs taxes seront établies, laisser tous les intérêts s'éclairer & se balancer, comme ils s'éclairaient & se balancent en Angleterre.

La guerre d'Amérique a chargé la Nation Angloise, je ne dirai pas d'une dette de 100 millions nominaux, qui tantôt en valent réellement 90 ou 95, & tantôt 60 ou 70,—mais je dirai, de 5 millions sterling de taxes annuelles, qui valent tous les ans, POUR LE PLUS GRAND AVANTAGE DES TRAVAILLEURS, COMME DES CAPITALISTES, 5 millions sterling, bien réels, & bien comptés,—& dont il est seulement résulté ce qu'on va lire :—

Fort peu de temps après l'établissement de ces taxes, tout enchérit en Angleterre, comme cela devoit être, graces au balancement très-libre de tous les intérêts, & aux efforts très-raisonnables de chacun de ces intérêts, pour souffrir le moins possible de cet enchériffement général.—

Si l'on veut juger du taux d'enchériffement qu'éprouva la totalité des produits, tant de l'agriculture que de l'industrie, par celui du blé, qui, dans tous les pays bien administrés, reçoit toujours la loi des autres produits, quand ce n'est pas lui qui la leur donne,—on trouvera que le total de la reproduction territoriale &

industrielle y enchérit d'environ 12 à 15 pour cent, puisque le prix moyen du même blé, qui se vendoit (prix moyen) 40 shellings au commencement de la guerre d'Amérique, monta bientôt après, & se soutient constamment depuis fix à sept ans, entre 44 & 46 shellings le quartier;—j'avois prophétisé 44 seulement, parce que ma prescience ne s'étendoit pas jusqu'à supposer la persévérance dans le remboursement du million qu'on sacrifie annuellement à cette misérable idole.—

Observons maintenant que, si le prix de tous les produits territoriaux & industriels eût augmenté, sans qu'on augmentât le salaire des travailleurs,—ces malheureux auroient perdu environ 10 pour cent de leurs jouissances, & que les vendeurs auroient aussi perdu le bénéfice qu'ils font annuellement sur cette partie considérable de leurs ventes (*le tiers*);—mais on calcule trop bien en Angleterre, pour y être long-temps complaisant ou injuste. D'ailleurs on voit, dans le Journal d'Agriculture de M. Young, qu'en général le prix du travail a augmenté sur un *medium* de 12 à 15 pour cent dans l'agriculture; & il n'y a pas un capitaliste industriel qui ne sache que la main-d'œuvre lui coûte proportionnellement dans l'industrie.—

Observons aussi que les taxes n'ont porté que sur la consommation de différens articles de l'in-

dustrie & de luxe,—ce qui n'a pas empêché les différens articles de l'agriculture & du nécessaire, d'enchérir comme s'ils avoient été taxés :—

Observons encore (ce qui mérite beaucoup de l'être) que ce grand acte de justice s'est opéré mécaniquement, malgré l'absurde premium qui fut alors proposé, par quelques Aldermen de la Cité de Londres, pour empêcher les provisions d'enchérir ;—& que dans le cas où l'agriculture se fût prêtée à cette avidité mercantile, l'agriculture Angloise auroit nécessairement, avant long-temps, éprouvé la perte que les entraves mises en France au commerce des grains, avoit si long-temps fait éprouver à la France ; mais il y a trop de calculateurs en Angleterre, & ils y sont trop libres, pour qu'on y soit long-temps complaisant ou injuste.—

Quelle différence y a-t-il donc entre l'état actuel des Anglois, & leur état avant cette guerre d'Amérique prétendue si désastreuse,—cette guerre cependant, après laquelle leurs importations, comme leurs exportations, ont augmenté de plus de 20 pour cent ? Je n'y vois aucune différence, si ce n'est que chacun d'eux vend, achète, & jouit aujourd'hui, sous le nombre 112 ou 115, au lieu de vendre, d'acheter & de jouir sous le nombre 100, comme il faisoit avant la

guerre d'Amérique,—c'est ce que j'avois prophétisé, & je défie l'homme le plus hypocondre de toute l'Angleterre, de ne pas convenir de l'accomplissement de ma prophétie, à moins que l'état déplorable de sa santé ne lui laisse plus le moindre usage de sa raison.

Or, 5 millions sterling de taxes annuelles n'ayant enchéri, dans le total, le travail & les produits territoriaux & industriels des Anglois, que de 12 à 15 pour cent, avec leur système de taxation, trois fois plus coûteux que le dernier que nous avons examiné,—de combien, avec leur même système, quinze cent mille livres sterling de taxes additionnelles doivent-elles enchérir les mêmes objets, travail & produits ?—D'environ 4 pour cent ;—& après cette opération de toute justice & de tout avantage réciproque, tous les maux pécuniaires de la guerre actuelle seront terminés pour les Anglois,—& chacun d'eux jouira sous le nombre 116 ou 119, au lieu de jouir sous le nombre 112 ou 115, comme il faisoit avant cette horrible guerre :—

Le septier de blé vaudra donc, prix moyen, un shelling & quelques sols de plus qu'il ne vaut ;—mais qu'importe au travailleur, lorsqu'il sera payé en conséquence ?—

( 284 )

Il est également certain que la dette nationale sera augmentée ; mais qu'importe à la Nation, puisque toutes les valeurs seront nécessairement augmentées dans la même proportion ?—& il lui importerait encore bien moins, si elle vouloit enfin consentir à observer qu'on lui a bien clairement démontré, qu'il est aussi absurde qu'inutile, de la rembourser.

O Angleterre ! redouble tes efforts ;---détérmine, encourage, facilite ceux des Puissances coalisées ;---tu auras perdu comme elles beaucoup d'hommes bien précieux... Ah ! combien d'hommes aussi précieux tombèrent dans les autres guerres, victimes d'une ambition folle, ou d'une cupidité aussi mal calculée :---on pouvoit, on devoit les regretter ;---mais l'humanité ne gémit point de cet autre sacrifice, où les victimes ne tombent que couvertes de la gloire de s'être précipitées elles-mêmes, pour combler l'abîme où des brigands entraînoient la société.

F I N.